

SCIENCE & VIE

Exclusif !

GUERRRES & Histoire



1919-1920, désastre français en Crimée



1956, les paras d'Algérie sautent sur le canal de Suez



La Commune pouvait-elle battre Versailles ?



Dossier

Les samourais Légende et réalité d'une caste guerrière

« Nous avons eu le privilège de toucher terre les premiers »

Membre du commando Kieffer, Léon Gautier raconte son débarquement

BEL: 6,30 € - ESP: 6,30 € - GR: 6,30 € - DOM: 6,50 € - ITA: 6,30 € - LUX: 6,30 € - LUX: 6,30 € - PORT: 6,30 € - CAN: 9,50 \$CAN - MAR: 70 DH - TOM: 800 CFP - CH: 9,50 FS - TUN: 13 DTU

L 17103 - 19 - F: 5,95 € - RD



PERRIN

LE MEILLEUR DE L'HISTOIRE MILITAIRE

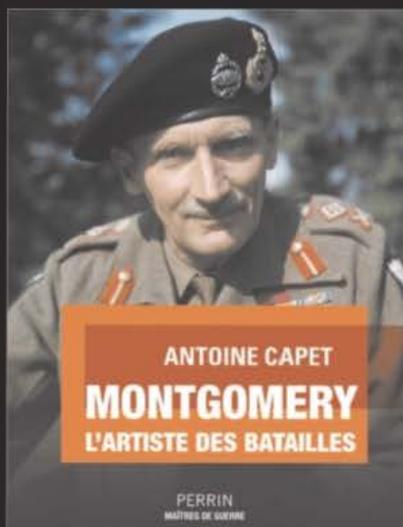


LA GUERRE COMME VOUS NE L'AVEZ JAMAIS LUE

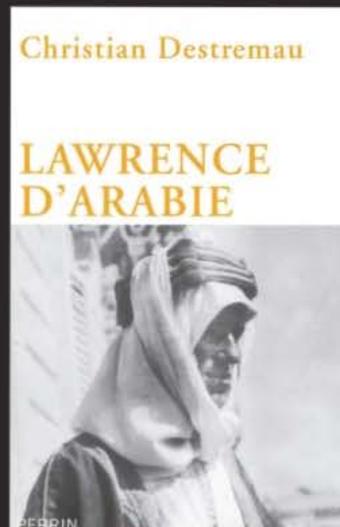
AVEC 26 CARTES EN COULEURS

22 €

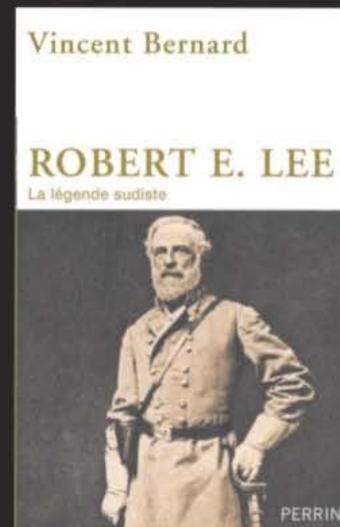
PERRIN **L'EXPRESS**



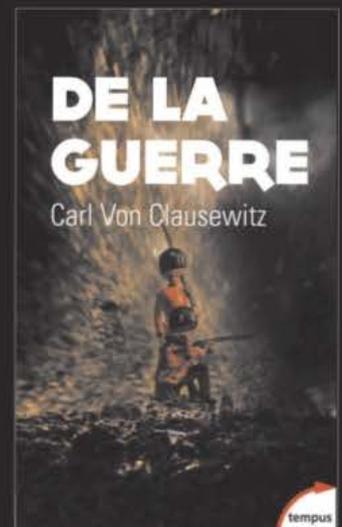
23 €



24,50 €



24 €



11 €

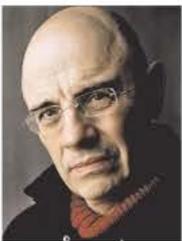
EDITORIAL

Deux mille quatorze, millésime historique. Moins par sa chronique que par ses célébrations à répétition : 1814, 1914, 1944... Chacun, en Europe, trouvera ses raisons de célébrer tel ou tel de ces trois événements où s'entrelacent, avant toute autre chose, les destins de la France, de l'Allemagne et de la Russie. Pour la France, rien de réjouissant. Champaubert, Montmirail, Vauchamps ouvrent le bal d'une spécialité tricolore, les beaux barouds d'honneur qui font passer les désastres. La réalité est, qu'après 1814, la France ne sera plus jamais première. 1914 : les armées de Joffre tiennent le coup mais avec l'aide des Britanniques — dont nous sous-estimons toujours l'apport — et des Russes qui font un effort précipité qui les mènera au désastre en Prusse-Orientale.

1944 : 177 commandos français débarquent en Normandie soutenus par une première vague... de 160 000 Anglo-Saxons. 2014 : rongée par le cancer de 1940 — ce syndrome extrême de la dégringolade —, la France n'en finit pas de jouer sa comédie de guerre civile à bas bruit et de manifester sa passion pour la politique de l'autruche. L'Allemand, en revanche, ne célèbre pas, tant il a peur de l'Histoire. Même la pourtant politiquement correcte guerre de libération de 1814 ne fait pas florès. Il adopte encore un profil bas face aux désastres du premier xx^e siècle. L'Allemagne a raté, en 1914 et en 1944, un destin de *Weltmacht* (puissance mondiale). Jusqu'à son actuel fauteuil de grande puissance économique qui est trop vaste pour elle. Devenir patronne du Vieux Continent l'effraie, tétanisée qu'elle est par ses démons passés et bien consciente de ses faiblesses actuelles. Et les Russes ? Ah, ces Russes ! Des célébrants professionnels ! Le 9 mai est leur jour sacré. On les comprend : ils n'ont d'autre victoire à s'offrir que celle sur Hitler. Ce n'est pas rien mais cela ne dessine pas un avenir. En mai 1944, ils reprenaient la Crimée à la Wehrmacht, troisième bataille pour cette péninsule dont le Führer voulait faire sa riviera. En 1854, une autre guerre de Crimée leur avait fait comprendre qu'il fallait se moderniser pour survivre. Mais en Russie, recherche de la sécurité et développement ne vont pas de pair, sans parler du troisième ingrédient, la liberté, toujours passée par pertes et profit. C'est tout le drame de l'ours. On reste effaré de voir que Poutine persévère dans la voie des tsars et de Staline. Il montre ses gros bras en Crimée — en attendant l'Ukraine — et croit oblitérer la triste réalité : la Russie ne sait vendre que des armes et des hydrocarbures. Sous Staline, elle était un tiers-monde avec des T-34 ; la voici Arabie Saoudite avec des fusées. Ce n'est pas ainsi, ce n'est pas en faisant fi de la sécurité de ses voisins, que Moscou assurera réellement la sienne. Merkel pourra expliquer à Poutine qu'inspirer *seulement* la peur ne mène qu'au désastre ; Hollande lui démontrera la vanité des regrets de la grandeur passée. Décidément, ces célébrations fonctionnent comme des tests de Rorschach des nations : on y voit ce que l'on y projette. Inoxydablement vôtre. ■

Jean Lopez, directeur de la rédaction

NOTRE COMITÉ ÉDITORIAL



■ Jean Lopez
Directeur de
la rédaction.



■ Pierre Grumberg
Rédacteur en chef
adjoint.



■ Yacha MacLasha
Reporter polyglotte.



■ Michel Goya
Colonel, historien
et tacticien.



■ Laurent Henninger
Historien, chargé
d'études à l'Irsem.



■ Benoist Bihan
Chercheur en études
stratégiques.



■ Maurin Picard
Reporter au long
cours établi en
Amérique du Nord.

SUR LE FRONT

18 → Caméra au poing Suez, 1956 : un port trop loin

Britanniques et Français, avec l'aide des Israéliens, tentent en 1956 de remettre la main sur le canal de Suez confisqué par Nasser. L'opération se mue en fiasco diplomatique lorsque se fâchent les deux Grands.

60 → Chasse aux mythes La Commune pouvait-elle battre Versailles ?

En 1871, la Commune de Paris ne manquait ni d'armes ni d'hommes ni de courage mais de compétences militaires. Faute de saisir sa chance au début, elle a succombé facilement au professionnalisme versaillais.

68 → La guerre oubliée 1919 : la seconde guerre de Crimée des Français

Fin 1918, Clemenceau veut appuyer les Russes blancs en lutte contre les bolcheviks. Mal conçue, mal pourvue, l'expédition en Crimée et Ukraine débouche sur un humiliant échec et quelques remous politiques.

76 → Aux armes ! Le char trace la voie des grands empires

Le char, c'est la mobilité du cheval sans la complexité de l'équitation. Son apparition au sein du Croissant fertile y change l'art de la guerre. Et consacre les élites aristocratiques auxquelles ce système complexe, donc cher, est réservé.

84 → Un classique revisité Frédéric II, l'autodidacte surdoué

Alors qu'il détestait la chose militaire dans sa jeunesse, Frédéric II, ami des arts, se mue sur le tas en foudre de guerre et devient le plus grand général de son temps. L'historien Thierry Widemann raconte le curieux et fascinant parcours du roi de Prusse.



EXCLUSIVITE

6-12 → « Nous avons eu le privilège de toucher terre les premiers »

Les 177 du commando Kieffer ont représenté la France le jour J, sous commandement et uniforme britanniques. Léon Gautier en était. Il raconte sa campagne de Normandie, des plages de Ouistreham à la Seine, et son exceptionnel parcours dans la France libre.

32-57 →

Les samourais Légende et réalité d'une caste guerrière

34 → **Sept siècles de domination guerrière**

Grâce à la guerre de Genpei, à la fin du XII^e siècle, les samourais imposent la domination des militaires sur le pouvoir au Japon, au détriment de l'empereur. Et ne cèdent la main qu'au XIX^e siècle.

40 → **Ces « hommes forts » enfantés par la guerre et la terre**

Les samourais n'apparaissent pas casqués et montés au XII^e siècle : ils résultent d'une longue évolution, marquée par d'importants apports coréens et chinois, explique l'historien William Wayne Farris.

42 → **Plume, acier, plomb : les trois mues du samouraï**

On le compare souvent avec le chevalier européen, mais son impact en tant que cavalier lourd est en réalité fort bref. Le samouraï n'est pas non plus un piéton expert de l'escrime au sabre, plutôt un archer monté, avant de devenir un officier de mousquetaires.

48 → **La révolution militaire du XVI^e siècle fait long feu**

Au Japon comme en Europe, l'introduction de la poudre et de la mousqueterie bouleverse l'art de la guerre. Mais cette révolution s'est arrêtée net sur l'archipel. Laurent Henninger en donne les raisons.

50 → **Des cendres du shogunat à Hiroshima**

La caste des samourais est remise en cause par l'ouverture du Japon au monde au milieu du XIX^e siècle. Abolie par l'empereur Meiji, nouvel homme fort, elle va renaître au sein de l'armée modernisée.

54 → **Un mythe sans cesse renouvelé**

Les samourais, guerriers condamnés à la paix, sont les premiers à se rêver une histoire, reprise et mythifiée en Occident. Hollywood n'en est finalement que le dernier interprète, explique Benoist Bihan.

RUBRIQUES

14 → **Actualités...**

... de l'histoire militaire dans la presse et la recherche.

28 → **Vos questions à la une !**

Écrivez-nous, nous répondons.

66 → **Un objet, une histoire**

Le bazooka, l'arme antichar en tube

82 → **Peindre la guerre**

Sinope, 1853 : les trois coups de la guerre de Crimée

92 → **À lire, à voir, à jouer**

Entretien avec l'historienne Madhusree Mukerjee qui pointe, dans un ouvrage révélateur, la responsabilité de Londres dans la grande famine du Bengale de 1943. Suit l'actualité de l'édition, des expositions, des sorties DVD, du jeu vidéo et du wargame.

103 → **Quiz**

Connaissez-vous la Résistance française ?

104 → **Courrier des lecteurs**

CHRONIQUES

75 → **Opérations spéciales par Jean-Dominique Merchet**
James Bond est une femme

106 → **D'estoc et de taille par Charles Turquin**
L'humour, arme absolue ?

« Nous avons le privilège de

Propos recueillis par Maurin Picard, le 18 octobre 2013, à Ouistreham (Calvados)

Membre du célèbre commando Kieffer, le caporal **Léon Gautier** était, il y a soixante-dix ans, l'un des tout premiers et des rares Français à fouler le sol de l'Hexagone dès le jour J. Ce 6 juin 1944 n'est que le prélude d'un long combat en Normandie avec ses camarades de la France libre mais aussi britanniques de la fameuse 1st Special Service Brigade.

Mis en service en 1913, le cuirassé **Courbet**, devenu navire école, appuie de ses 12 canons de 305 mm la défense de Cherbourg en juin 1940. Il est saisi par la Royal Navy le 3 juillet à Portsmouth. Le **Courbet** est sabordé le 9 juin 1944 comme brise-lames face à la plage Sword. À Ouistreham...

G&H: Comment votre guerre commence-t-elle ?

Léon Gautier: Je dois attendre mes 17 ans pour demander mon engagement dans la marine. J'embarque finalement comme apprenti canonnier en février 1940 sur le vieux cuirassé école **Courbet**. En mai, quand les Allemands lancent leur Blitzkrieg, nous assurons la défense antiaérienne du Cotentin. Puis, à la mi-juin, nous pilonnons les colonnes de panzers, pour permettre aux troupes britanniques à Cherbourg de rembarquer. À l'annonce du cessez-le-feu le 19 juin, nous filons en Angleterre. Le 3 juillet, en rade de Portsmouth, je suis réveillé dans mon hamac

par un Anglais qui m'enjoint de me lever — « *Get up!* » — en me piquant les fesses avec sa baïonnette. Nous sommes rassemblés sans ménagement. Des officiers anglais nous demandent si nous voulons continuer le combat avec eux ou bien rentrer en France. Vu leur façon de nous traiter, nous répondons à 99 % : retour en France !

En fait, vous n'avez pas le choix...

Non. Nous sommes placés en détention à Haydock Park, un champ de course au nord-est de Liverpool. Là-bas, nous entendons par hasard

à la radio par hasard l'existence d'un général français qui constitue une armée autour de lui. Ça change tout : nous n'aurons pas à nous battre sous le drapeau britannique. Avec deux camarades, nous prenons la tangente et rallions le quartier général de la France libre à Londres : pile à temps pour défiler à huit cents bonshommes le 14 juillet dans Carlton Gardens [le siège des FFL se trouvait au n° 4, NDLR], devant de Gaulle.

Quelles sont vos intentions ?

Je veux reprendre la mer. Je suis d'abord affecté comme canonnier sur un marchand armé, le *Gallois*, puis sur le sous-marin *Surcouf*.



toucher terre les premiers »

Léon Gautier pose en 2004 sur une dune de Ouistreham. C'est là qu'il a débarqué le 6 juin 1944, avec le commando Kieffer. Les Français libres sont intégrés aux commandos britanniques, commandés par Lord Lovat, que l'on distingue sur la photo page de gauche, dans l'eau à droite de ses hommes. Au premier plan, se tient Bill Millin, le sonneur de cornemuse personnel de Lovat.

« Le 26 mai, on nous présente notre mission : neutraliser canons et blockhaus d'une plage baptisée Sword. »

La campagne de Syrie-Liban débute le 8 juin 1941. Elle oppose 34 000 soldats de l'Empire britannique et alliés (dont 5 400 Français libres), à environ 45 000 soldats de l'armée de Vichy. Elle s'achève de facto par la prise de Beyrouth le 10 juillet. Ces combats fratricides creusent encore le fossé entre gaullistes et pétainistes.

Le vieux château d'Achnacarry (Écosse occidentale, 150 km au nord-ouest de Glasgow), idéalement placé entre deux lochs et à proximité du Ben Nevis (point culminant des îles Britanniques à 1344 m), abrite en 1942 le centre d'entraînement des commandos. Le choix d'une formation physique extrême, avec tir à balles réelles, coûte plus de 40 tués pendant la guerre.

Né en 1908, le lieutenant Charles Trépel rejoint les Français libres en Angleterre fin octobre 1941. Formé à Achnacarry, il devient en juin 1943 capitaine et chef de la Troop 8 du commando Kieffer. Il disparaît dans un raid sur Wassenar (Pays-Bas) le 28 février 1944. Un commando marine porte son nom en hommage.

Mais comme je saigne du nez à chaque plongée, je suis à nouveau débarqué. On me propose un départ pour l'Afrique avec les fusiliers marins. N'importe où, ça me va ! Je participe à la campagne de Syrie en 1941-1942. À Beyrouth, début 1943, deux nouvelles options s'offrent à moi : volontaire pour les commandos en Grande-Bretagne ou intégrer l'armée d'Afrique du général Giraud. Pour moi, c'est tout vu : ce sera les troupes d'élite chez les Anglais. Trop de haine et de méfiance avec les anciens de Vichy. Non merci.

Comment êtes-vous accepté chez les commandos ?

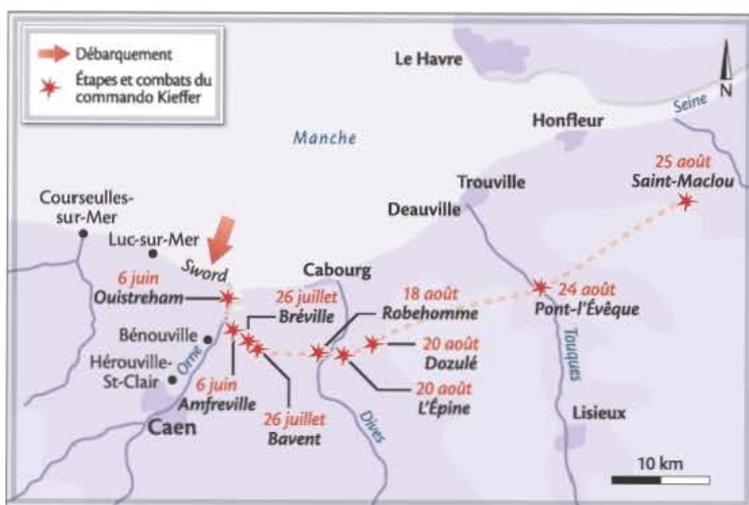
Nous accostons à Liverpool puis gagnons Londres. Philippe Kieffer [voir ci-dessous] nous convoque un par un dans son bureau, histoire de tester notre motivation. L'état physique compte énormément. Je suis petit et râblé, 1,69 m pour 58 kg, et fais de la boxe, poids coq. Il me dit : « Voilà, on fait des marches de tant de kilomètres, vous en sentez-vous capable ? » Bien sûr ! Ceux qui comme moi passent ce premier crible partent pour Eastbourne, sur la côte sud : une semaine à faire des marches de 7 miles [11,2 km], en tenue avec arme et sac lesté de munitions, à boucler sous soixante minutes. Puis 20 miles, histoire de tester l'endurance du gars. Si vous ne faites pas l'affaire, le couperet tombe : « Return to your unit ! » [« Retour dans votre unité »].

Le commando Kieffer, premiers Français libres à libérer la France



Banquier de 40 ans en 1939, Philippe Kieffer (1899-1962) n'a pas le profil pour s'engager dans l'aventure de la France libre en juin 1940. Il va pourtant réussir une étonnante carrière. Débarqué d'un chalutier cherbourgeois le 19 juin, ce simple quartier-maître (équivalent d'un caporal) parvient à s'engager dans les Forces navales françaises libres comme officier interprète. Ambitieux, dynamique, désireux de se battre, Kieffer est fait officier de liaison avec les Britanniques, puis se mue

en officier de fusiliers fin 1941, avec pour but de monter une « troop » (section) de commandos calqués sur le modèle britannique. Il forme ainsi avec une vingtaine de volontaires, un « groupe Kieffer » qui s'illustre au raid (manqué) de Dieppe le 19 août 1942. Étouffé sur demande du général de Gaulle, le groupe devient 1^{re} compagnie de fusiliers marins commandos (CFMC) le 12 novembre 1942, puis bataillon (BFMC) le 8 octobre 1943. Après des raids ingrats et meurtriers, puis quelques soucis disciplinaires, l'unité participe au jour J et à la bataille de Normandie. « Rapatrié » en Angleterre en septembre, le 1^{er} BFMC, dont le chef vient d'être nommé capitaine de corvette (on s'adresse donc à lui en tant que « commandant »), accomplit une ultime mission à Walcheren (Pays-Bas) le 1^{er} novembre 1944. Puis il sert de creuset aux commandos de marine post-Libération. La Marine nationale dispose ainsi aujourd'hui de six commandos, toujours dotés du béret hérité des Britanniques : vert avec insigne porté à gauche.



UNE MISSION CLÉ POUR LA RÉUSSITE DU DÉBARQUEMENT

Le 1^{er} BFMC est débarqué à La Brèche sur le secteur « Queen/Red » de la plage Sword, la plus à l'est du dispositif allié. Leur mission, vitale, est de sécuriser les plages et la ville de Ouistreham puis de rejoindre aussi vite que possible les paras britanniques de la 6^e division aéroportée. Ces derniers sont en effet installés très précairement et sans armes lourdes sur la rive droite du canal de Caen et de l'Orne après avoir saisi les ponts de Bénouville (« Pegasus Bridge ») et de Ranville. Or ces ponts sont le passage obligé d'une contre-offensive allemande qui prendrait les plages en enfilade. Cette mission est parfaitement réussie par les Français. Celle qui leur incombe ensuite est cependant moins glorieuse et nullement dans leurs cordes : tenir la ligne, faute d'infanterie classique capable d'assurer la relève... Ce n'est que le 15 août que les commandos reprennent l'offensive. L'Épine tombe le 20 puis Saint-Maclou le 25. Le même jour, Paris est libéré... Et la bataille de Normandie est finie. Il est temps : 126 des 177 Français débarqués sont blessés, 27 autres sont morts. Soit un taux de pertes de 87 %.

Et pour ceux qui passent ce second filtre ?

Kieffer sélectionne les gars qui peuvent partir à Achnacarry, en Écosse, le saint des saints des commandos. À l'entrée du centre d'entraînement, une série de tombes nous accueille : elles sont fausses, mais les types dont les noms sont inscrits dessus, avec le détail de leurs négligences fatales, sont vraiment morts. La formation est très dure, même pour moi qui suis affûté, avec les fameuses « 7 miles », les marches de nuit avec talons et semelles compensées pour ne pas faire de bruit. Grimper à la corde cinq fois de suite, ce n'est pas trop mon truc, surtout quand il faut escalader des corniches en falaise. Mais je m'accroche. Je n'aurai pas une ampoule en cinq semaines !

Finissez-vous Achnacarry haut la main ?

Plus ou moins. Disons que je suis content de changer d'air. Quand nous touchons le béret vert, c'est un grand moment. C'est un puissant symbole chez les Anglais. Quand certains officiers dans la rue nous voient l'arborer, ils nous saluent. Ils savent combien nous avons souffert pour le décrocher.

Où êtes-vous envoyé ?

Nous redescendons dans le sud

de l'Angleterre, où l'entraînement se poursuit avec... pas mal de faiblesses à grimper. Nous préparons des raids commandos le long du littoral atlantique, pour tester les défenses allemandes. Le secret des sept miles nous est enfin révélé : si vous faites un raid et que vous vous rendez compte que vous ne pourrez pas rembarquer, vous devez pouvoir couvrir les premiers sept miles dans l'heure, pour mettre un maximum de distance entre vous et vos poursuivants.

Ces raids contre le mur de l'Atlantique servent-ils aussi d'aguerrissement ?

Oui. Sauf que le nôtre, de raid, prévu le jour de Noël 1943 à Stella-Plage — près de Berck dans le Pas-de-Calais —, est annulé. La mer est trop mauvaise. Le commando norvégien de notre MTB [Motor Torpedo Boat : vedette lance-torpilles, NDLR] nous dit : « Je vous débarque, mais je ne vous rembarque pas ! » Alors nous faisons demi-tour.

Êtes-vous assigné à un autre raid ?

Oui, mais après la perte de notre commandant en second, le capitaine Trépel, c'est plié. La priorité, désormais, c'est le Débarquement. En nous passons huit jours à Mairn, en Écosse, puis redescendons dans le Sussex.



Là, le rythme baisse d'un cran, mais tous les matins, il y a quand même de la culture physique, du tir, de la course... et des marches.

Quand apprenez-vous votre objectif ?

Une semaine avant le jour J, nous sommes mis au secret sur la base de Bexhill-on-Sea (Sussex). Nos armes, soigneusement graissées, sont laissées de côté. Nous ne faisons plus que de petites marches. Là, nous comprenons que c'est le gros coup. Le 26 mai, on nous présente la maquette d'une plage baptisée Sword. Notre mission est d'« ouvrir » la plage [la sécuriser, NDLR], de neutraliser canons et blockhaus. La « troupe 1 » avec Kieffer doit s'emparer d'un casino fortifié. La « troupe 8 », la mienne, commandée par le capitaine Lofi, doit nettoyer 1,8 km de plage en prenant les défenses à revers. Aucun nom précis mais, parmi nous, il y a des Havrais qui reconnaissent tout de suite le coin : c'est Ouistreham, à l'embouchure de l'Orne ! Ça murmure, la rumeur se répand. Vous imaginez notre enthousiasme ! Kieffer nous prend à part et nous dit de garder ça pour nous, de ne rien révéler à nos camarades britanniques. Il est vital d'éviter toute indiscretion. Le camp est gardé par des MP américains [policiers militaires, NDLR] qui ont

pour consigne de tirer à vue sur ceux qui font le mur. Le secret sera bien gardé !

Le 5 juin 1944, vous recevez l'ordre d'embarquer.

Lord Lovat [chef de la 1st Special Service Brigade qui coiffe les commandos, NDLR] nous rassemble et tient un grand discours sur l'importance de la tâche à accomplir. Et puis, il termine en français : « *Messieurs, demain les Boches, on les aura !* »

Quand embarquez-vous ?

Vers 17 heures le 5 juin, sur deux **LCI** [voir ce terme p. 10], le 523 et le 527. Nous rejoignons la flottille d'invasion au large de l'île de Wight. Il y a des milliers de bateaux, c'est un spectacle inoubliable. Je suis avec le capitaine Lofi et la troupe 8 sur le 523. Kieffer et la troupe 1 sont sur le 527.

Vous allez être les premiers Français libres à fouler le sol de France ce mardi 6 juin 1944. Qu'éprouvez-vous ?

Nous sommes très contents. Vraiment. Nous rentrons en France. Il y a une émotion palpable. Mais nous sommes concentrés sur notre boulot. Malgré tout, nous débarquons coiffés de notre simple béret vert, dont nous sommes très fiers.

Ne ressentez-vous pas une sainte frousse ?

Non. La plupart d'entre nous ont quitté la France quatre ans plus tôt. Nous savons pourquoi nous y allons et ce qui nous attend. Kieffer nous prévient qu'il faut s'attendre à 50 % de pertes. Il demande à ceux qui veulent se désister de faire un pas en avant. Personne, bien sûr, ne se présente. Nous sommes tous volontaires. Notre entraînement nous a donné une grande confiance.

Comment la traversée se déroule-t-elle ?

Nous voguons de nuit vers la Normandie. Quelques-uns sont malades. Nous sommes assis sur le pont A du LCI, sous le *deck* [pont principal, NDLR], avec un vrai plancher. Les havresacs épousent notre dos. Nous sommes appuyés contre la coque. Moi, je dors comme un loir. Je suis réveillé de bonne heure le lendemain matin, frais et dispos, lorsqu'on vient distribuer une boîte de potage, une sorte de soupe anglaise dégueulasse. Je la jette par-dessus bord et j'avale juste un café bien brûlant.

Le jour se lève...

Ça veut dire que les Allemands à terre nous voient. Les tirs commencent

Dans l'entraînement commando dispensé au centre d'Achnacarry, en Écosse, l'accent est mis sur la discrétion et la capacité à disparaître au plus vite une fois la mission accomplie. Pas du tout le genre de combat qui se produira en Normandie !

Simon Fraser (1911-1995), **Lord Lovat**, est un officier écossais associé dès 1940 aux commandos en formation. Après plusieurs raids spectaculaires avec le commando n° 4, il prend son commandement pour le raid sur Dieppe (19 août 1942), fiasco dont il se tire brillamment. Nommé *Brigadier General* début 1944, il commande la 1st Special Service Brigade qui débarque à Ouistreham le 6 juin 1944. Le 12, un obus le blesse grièvement et met fin à sa guerre.

Le **LCI(S)** — Landing Craft Infantry (Small) ou « péniche de débarquement d'infanterie (petit modèle) » — déplace 110 t en charge et mesure 32 m de long pour 6,53 m de large. Il peut filer 15 nœuds (28 km/h) et dispose de deux rampes sur l'avant. Il embarque 102 soldats et 17 hommes d'équipage. En 1942, 40 exemplaires sont construits au Royaume-Uni. Six sont coulés le 6 juin.

Derrière la plage de Ouistreham le 6 juin, les chars Sherman amphibies des Royal Hussars appuient la progression des commandos.

à encadrer les bateaux. Lord Lovat et le patron du commando n° 4, le lieutenant-colonel Dawson, nous font un immense honneur en nous donnant, à nous les Français, le privilège de toucher terre les premiers. À 7h23 précises, notre LCI 523 accoste, pile à l'endroit prévu, au lieu-dit de La Brèche [voir carte p. 8]. La mer est noire. Les obus de mortier remuent la vase. Nous avons de l'eau jusqu'à la taille et les vagues nous trempent jusqu'à la poitrine.

Vous faites-vous tirer dessus ?

Ah oui, ça tire bien. La grève est à 100 m. Nous fonçons vers le blockhaus qui tient la plage sous son feu. Et je peux vous dire que, là, nous courons ! Le plus vite possible, pour ne pas faire des cibles trop faciles.

En zigzag ?

Oh, même pas ! Je cours tout droit,

pour aller plus vite ! Un obus de mortier éclate juste à côté de nous, mais c'est le LCI 527 qui a pris. Il y a beaucoup de blessés, dont Kieffer, et un mort.

Êtes-vous les premiers sur la plage ?

Oui, à Sword Beach. Sur notre droite, il y a un régiment anglais, le Norfolk, qui débarque en même temps. Nous sommes les plus à l'est des opérations de débarquement.

Quelles difficultés rencontrez-vous ?

La section Bagot, dont je fais partie, traverse un champ de mines au pas de course, sans s'arrêter. Les sept tanks fléaux [qui fouettent le sol de leurs chaînes et font exploser les mines pour ouvrir la voie, NDLR] manquent de chance, sont touchés l'un après l'autre et s'enflamment. Pas le temps de réfléchir, il faut sortir de là. Surprise, les mines

antipersonnel n'explorent pas et nous passons tous indemnes. C'est un petit miracle. En fait, la sévère tempête qui a retardé le Débarquement a déplacé le sable des dunes. En enfouissant les mines plus profondément, elle les a rendues inopérantes.

Quelle est votre tâche au sein de la section ?

Je suis chargé d'assurer la sécurité du capitaine Lofi avec mon Tommy Gun [pistolet-mitrailleur Thompson, NDLR] et je le suis comme son ombre. Nous laissons nos havresacs en haut de la plage, dans une colonie de vacances en ruines, qui sert de point de ralliement. Puis nous revenons sur nos pas pour finir de dégager la plage par l'intérieur. Notre but, à nous la troupe 8, est de prendre à revers le blockhaus devant nous, puis tous les autres sur la plage, un par un. Nous leur tombons

« Après 78 jours au front, sans relève, nos effectifs ont fondu. Je fais partie des 24 types indemnes sur les 177 du départ. »

dessus, lâchons nos grenades par les meurtrières et n'allons même pas voir ce qu'il se passe à l'intérieur. D'autres nettoieront à notre place.

Puis vous bifurquez en direction du centre-ville de Ouistreham.

Dans un jardin, je tombe sur un couple de civils terrorisés et visiblement surpris de voir des types en uniforme britannique, qui parlent si bien le français ! Ils doivent s'imaginer que c'est un simple raid, comme celui de Dieppe en 1942.

Ils me disent : « *Qu'est-ce que l'on va souffrir, quand vous allez repartir !* » Je leur réponds : « *On ne repart pas. Cette fois, c'est pour de bon !* »

Vous regroupez-vous avec la troupe 1 de Kieffer ?

Nous finissons le nettoyage de la plage à peu près en même temps que le casino est pris. À 11 h 30, la ville de Ouistreham est entièrement libérée. On botte un peu les fesses des Allemands qui se rendent. Mais, comme ils sont beaucoup plus nombreux que nous, certains s'en rendent compte et, du coup, on est un peu inquiets. Heureusement, un bataillon anglais vient nous

relever à brûle-pourpoint — et avec le flegme *british* habituel : « *Bonjour Messieurs, nous prenons possession.* » Pas de problème ! Nous pouvons aller récupérer nos havresacs et en profitons pour manger un coup. Une sorte de porridge [*soupir*].

Tout péril est-il écarté sur la plage ?

Presque ! Deux avions allemands surgissent, qui prennent la plage en enfilade avec leurs mitrailleuses. Ils volent si bas, à hauteur de toit, que je devine la tête des deux pilotes. Et tellement vite, que tout le monde se jette à plat ventre, sans même penser à leur tirer dessus. Seuls les artilleurs sur les bateaux au large les ont vus arriver et ripostent, mais sans les toucher.

Quelle est la tâche suivante pour les commandos ?

Nous devons d'urgence aller renforcer les « diables rouges » de la 6^e division aéroportée britannique, qui tiennent les ponts de l'Orne à Colleville et Bénouville [*voir carte*]. Lord Lovat avec son commando n° 3 atteint Pegasus Bridge (Bénouville) en début d'après-midi et s'installe un peu plus loin, à Amfreville, dans

l'attente d'une contre-attaque allemande. Quand nous arrivons à notre tour à Pegasus Bridge, vers 16 heures, je suis frappé par l'état de fatigue des paras anglais. Ils sont en brante-bas depuis plus de vingt-quatre heures. Le premier que je rencontre est en train de faire creuser une tranchée à un prisonnier allemand sur la berge. Il me dévisage puis me donne une lame de rasoir... C'est vrai que je suis mal rasé !

À 20 heures, vous êtes à 10 km au nord-est de Caen...

Nous avons parcouru 13 ou 14 km dans la journée. Il y a 11,5 km exactement de Sword Beach à Amfreville. Nous prenons position à hauteur d'un hameau, Le Hauger, et creusons nos tranchées tandis que le soir tombe. C'est là que sont attendues les contre-attaques allemandes, qui menacent directement les plages. Les Allemands sont juste devant nous. Ça ne va plus trop bouger pendant un bon bout de temps.

L'évacuation de Kieffer, blessé, le 9 juin, flaque-t-elle un coup au moral ?

Non, pas du tout, car celui qui



Léon Gautier est né le 27 octobre 1922 à Rennes. Breton pur beurre, il entame une carrière de carrossier chez Citroën. Mais la guerre vient et, élevé dans le souvenir de 14-18 et la « haine du Boche », le jeune Léon devient artilleur de marine, puis sous-marinier, fusilier marin et commando, au long d'un périple de six ans qui l'emmène de Terre-Neuve à la Syrie, en passant par l'Afrique noire et la Normandie. C'est là qu'il décroche la croix de guerre, décernée après l'assaut de L'Épine le 20 août 1944. La guerre finie, Léon Gautier redevient tôlier carrossier en Bretagne, en Angleterre puis en Afrique noire, avant de rentrer en France pour devenir assureur automobile, fonction qu'il exercera jusqu'à sa retraite à Beauvais (Oise). Toujours marié à Dorothy, qu'il a épousée en 1944 et surnomme affectueusement son précieux « *butin de guerre* », il a été décoré de la Légion d'honneur en 1992. Il est retourné vivre à Ouistreham, juste derrière la plage où il a débarqué.

Une unité française intégrée par les Britanniques

Chapeautés par Kieffer, les 177 fusiliers et officiers du 1^{er} BFMC engagés le 6 juin sont répartis en quatre unités, à la façon des commandos britanniques : *troop* n° 1 (capitaine Vourc'h, 69 hommes), *troop* n° 8 (capitaine Lofi, 71 hommes), section d'appui « K-guns » (surnom des mitrailleuses Vickers de 7,7 mm ; 24 hommes), section de commandement (avec équipe médicale) pour le reste. Le BFMC est intégré au commando n° 4 (lieutenant-colonel Dawson), lui-même coiffé par la 1st Special Service Brigade (brigadier general Lord Lovat).





Les hommes de Kieffer, ici en Normandie libérée, sont les seuls Français à toucher la Terre promise le jour J. Notez le pistolet-mitrailleur Thompson, arme compacte appréciée des commandos.

reprend le flambeau de Kieffer est un officier que tout le monde apprécie, le capitaine Alexandre Lofi. C'est un gars joyeux et plein d'humour. Et puis, vraiment, il fait le poids : il a sauvé beaucoup de vies dans les dunes. En étudiant le terrain, il a vu qu'en plongeant à couvert, il ne fallait surtout pas repointer sa tête au même endroit, car les snipers vous attendent à la sortie. Alors vous rampez 2 m à droite ou 2 m à gauche, vous choisissez, mais vous émergez ailleurs ! Avec le recul, c'est pour cela que nous avons eu relativement peu de casse le premier jour : 10 tués et 36 blessés.

Qu'est-ce qui fait la différence entre vous et d'autres unités plus sévèrement décimées ?

La qualité du commandement avant tout, avec des types comme Kieffer et Lofi, et puis la valeur de notre entraînement. Nous avons reçu des ordres très stricts : les blessés

sur la plage, ce n'est pas notre problème. Il faut courir sans s'arrêter et prendre le blockhaus. Plus vous vous rapprochez, plus l'angle de tir pour les défenseurs se restreint. C'est la vitesse d'exécution qui prime. Et cela, seul un entraînement intensif peut vous l'apprendre.

À Amfreville, vous encaissez une vigoureuse contre-attaque allemande.

Elle survient l'après-midi du 10 juin. C'est costaud, mais nous ne nous en rendons pas vraiment compte. Arrivant de Bréville, les Allemands nous contournent par le flanc droit, avec des chars, et font refluer les paras anglais. Nous sommes encerclés sans le savoir. Les Royal Marines les repoussent finalement et leur infligent de très grosses pertes. De la côte, par la gauche, l'ennemi tente encore une manœuvre d'encercllement, mais il est de nouveau repoussé. Des éléments épars butent sur nous, mais nous les repoussons sans mal.

Vous tenez le flanc gauche de Montgomery, alors que vous auriez dû être retirés assez rapidement.

Oui, nous restons enterrés là pendant deux mois. L'état-major avait estimé à quatre jours la durée de notre déploiement en première ligne. Mais Caen n'est pas libéré comme prévu le 6 juin... Nous prenons encore Bréville, à 11 km au nord-ouest de Caen, puis nous avançons jusqu'au bois de Bavent, à l'est d'Amfreville, où commence pour nous une interminable guerre de positions.

Notre dernière attaque se produit le 20 août, à hauteur du hameau de L'Épine [voir carte p. 8]. Nous lançons un assaut à la baïonnette contre une position de mortiers. Avec ma Thompson, j'y vais au coup par coup, en fonçant droit devant. Le premier qui surgit, tant pis pour lui. Certains Allemands se seraient bien rendus, mais ils sont encadrés par des SS qui leur tirent une balle dans le dos s'ils manifestent une seconde d'hésitation. Ils sont retranchés dans un fossé, avec des nids de mitrailleuses lourdes. Nous remontons la route au pas de course et nous leur tombons dessus de flanc. L'artillerie britannique, qui se mélange tout le temps les pinces entre heure française et heure anglaise, déclenche son tir de barrage une heure plus tard, quand tout est fini. C'est la deuxième fois qu'ils nous font le coup !

Êtes-vous enfin retiré de la première ligne ?

Cela fait soixante-dix-huit jours que nous sommes au front, sans aucune relève. Nos effectifs ont fondu. Je fais partie des 24 types indemnes sur les 177 présents au départ. J'ai eu de la veine, mais ça ne durera pas toujours. Notre principal problème à ce moment-là, c'est qu'on sent la marée, après deux mois et demi sans se laver ! Dans la ferme où nous faisons relâche, à Saint-Maclou, il y a ces abreuvoirs normands pour les vaches. Nous mettons nos sapes dedans et nous avec, en slip. Il n'y a pas de savon mais, enfin, nous sentons un peu meilleur.

Et après ?

Nous embarquons pour l'Angleterre le 8 septembre, via l'extraordinaire port artificiel d'Arromanches. Nous nous préparons aux opérations amphibies à venir en Hollande [voir encadré sur Kieffer p. 8]. Mais je n'y participerai pas.

Pourquoi ?

Je me marie le 14 octobre 1944 avec ma petite amie, Dorothy, une auxiliaire de l'armée britannique. Trois jours plus tard, obligé de rentrer au camp d'entraînement, mon train prend du retard et je rate ma correspondance à Londres. Comme le train suivant ne s'arrête pas dans ma gare, Petworth (Sussex), je saute en marche au moment où il ralentit... et me fracasse contre un chariot à bagages que je n'avais pas vu sur le quai. Bilan : cheville tordue, poignet cassé, côtes fêlées. Je suis déclaré inapte aux commandos et reversé aux fusiliers marins. Pas de raid pour moi en Hollande... ni de voyage de noces ! ■

Pour en savoir +

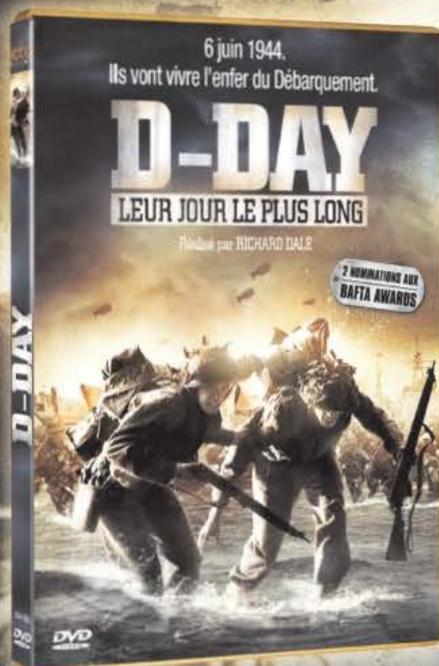
À lire • *Ennemis et frères, du jour J à aujourd'hui, au-delà de la guerre*, J.-C. Stasi, L'apart éditions, 2011 (portrait croisé de L. Gautier et du para allemand J. Börmer).
• *Philippe Kieffer, chef des commandos de la France libre*, Benjamin Massieu, Éditions Pierre de Taillac, 2013 (voir notre critique dans G&H n° 17, p. 96).
• *Le Commando Kieffer, les 177 Français du D-Day*, Jean-Marc Tanguy, Albin Michel, 2014.
• *J'ai débarqué le 6 juin 1944*, Gwenn-Aël Bolloré, Le Cherche Midi, 2003.
• *It's a Long Way to Normandy, 6 juin 1944 : le débarquement vu par un des 177 du commando Kieffer*, Maurice Chauvet, Picollec, 2004.
• *Les Français du jour J : Le Commando Kieffer*, Georges Fleury, Perrin, 2004.
• *Commandant Kieffer, le Français du jour J*, Stéphane Simonnet, Tallandier, 2012.

L'avis de la rédaction de G&H

Légende vivante des bérets verts français, Léon Gautier, 91 ans, a conservé une verve et un humour hérités de son exil outre-Manche. Après une vie de bourlingueur sur les sept mers, l'ancien boxeur breton, râblé et jovial, nous laisse un témoignage marqué par un héroïsme tranquille et modeste, caractéristique de l'esprit commando. Ce qui transparait également dans ce récit, c'est le gâchis incompréhensible de cette unité d'élite en Normandie. Les mois passés à répéter les phases offensives du jour J n'ont en rien préparé les hommes de Kieffer, voués au choc et au coup de main, à l'absurde guerre de tranchées qu'on leur assigne. Ce contre-emploi quasi criminel en dit long sur la pénurie chronique d'infanterie qui sévit dans la *British Army* et qui l'empêche pendant toute la bataille (et le reste de la guerre) de livrer à fond ses attaques.

LA SECONDE GUERRE MONDIALE

EN DVD VIDEO

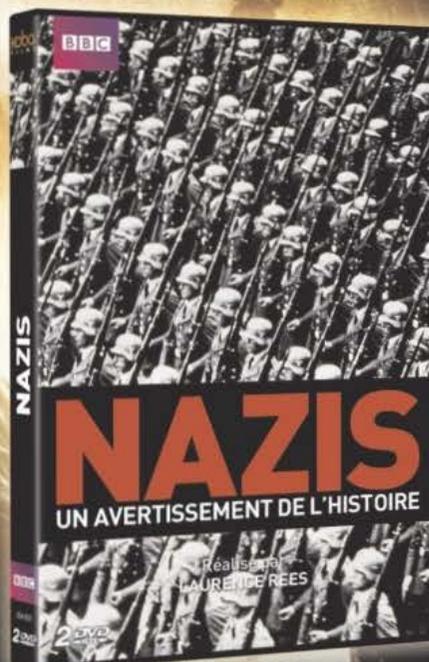


BANDE-ANNONCE



Le film hommage raconté par les héros
Le Débarquement retracé de l'intérieur
sur un texte dit par **André Dussollier**

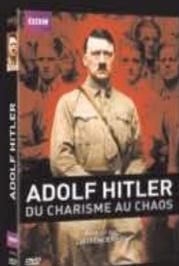
recommandé par
Historia



BAFTA Award du meilleur documentaire
Le documentaire de référence produit par BBC
et réalisé par l'historien **Laurence Rees**

Sortie le 4 juin

EGALEMENT DISPONIBLES



ADOLF HITLER



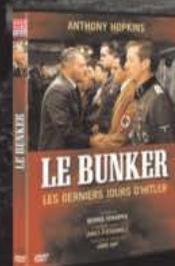
AUSCHWITZ



LA LIBERATION
EN COULEUR
Sortie le 9 juillet



HISTOIRE DE
L'ARMÉE FRANÇAISE



LE BUNKER



COLDITZ



LE SOUFFLE
DE LA GUERRE

MAINTENANT EN DVD VIDEO

PARTOUT ET SUR WWW.KOBAFILMS.FR

Le Point

RMC
DÉCOUVERTE HD 24

koba
FILMS



La Turquie présente de timides « condoléances » pour les massacres d'Arméniens en 1915

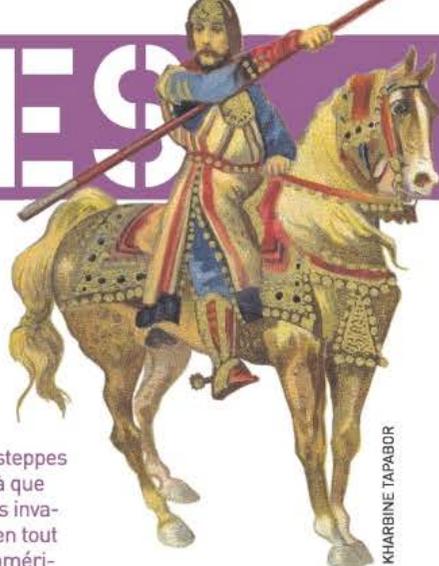
Quatre-vingt-dix-neuf ans : c'est le temps qu'il aura fallu attendre pour que la Turquie, du bout des lèvres, montre un peu de compassion envers la communauté arménienne éprouvée par le génocide perpétré entre avril 1915 et juillet 1916 par Istanbul. « *Nous souhaitons que les Arméniens qui ont perdu la vie dans les circonstances qui ont marqué le début du xx^e siècle reposent en paix et nous exprimons nos condoléances à leurs petits-enfants* », a déclaré le 23 avril le Premier ministre islamo-conservateur Recep Tayyip Erdogan. Ce discours marque indéniablement une rupture. Presque un siècle après l'opération massive de purification ethnique – le bilan, inconnu, varie de 600 000 à 1,5 million de victimes –, l'État turc maintenait une vision strictement

négationniste des événements survenus pendant la Grande Guerre sur les plateaux d'Anatolie, interdisant toute normalisation entre Ankara et Erevan. Reste à nuancer l'ampleur du geste. Il n'est fait nulle mention d'excuses dans ces déclarations et le Premier ministre a expressément rappelé dans une autre allocution, le 29 avril, qu'il refusait absolument la qualification de « génocide ». Les deux discours ne reconnaissent pas non plus formellement la responsabilité dans l'affaire de l'Empire ottoman, auquel a succédé la république kémaliste en 1923. Erdogan ne met pas non plus en avant le drame des Arméniens (alors appelés « *ennemis de l'intérieur* ») durant la « *période difficile* » que fut la fin de l'Empire ottoman pour

« *les millions de citoyens ottomans, turcs, kurdes, arabes, arméniens et autres, quelle que soit leur religion ou leur origine ethnique* ». En outre, cette timide ébauche de repentir n'est pas sans arrière-pensées. Tancé pour sa répression des émeutes antigouvernementales du printemps 2013, soupçonné de corruption au plus haut échelon de l'État, le régime Erdogan se prépare à affronter la prochaine commémoration du centenaire du génocide tout en accueillant des délégations du Commonwealth à l'occasion du centenaire des Dardanelles. Il fallait donc lâcher du lest. Le gouvernement d'Ankara ira-t-il plus loin ? « *C'est un pas dans la bonne direction car c'est la première fois que des condoléances sont exprimées, mais cela reste insuffisant. Il serait naïf de croire*

« *la reconnaissance du génocide est pour demain, on en est très loin* », répond au Figaro Cengiz Aktar, politologue turc et coauteur d'une demande publique de « *pardons* » adressée en 2008 à l'attention des Arméniens. Si la tragédie divise profondément l'opinion turque, frileuse quand on écorne l'héritage ottoman et kémaliste, un tabou d'État n'en est pas moins tombé en Turquie. Ces timides confessions, même symboliques, entrouvrent la porte d'une réconciliation turco-arménienne, torpillée en 2010 par un dénommé... Erdogan. Cette année-là, le Congrès américain venait, neuf ans après l'Assemblée nationale française, de qualifier de « *génocide* » les massacres de 1915, déclenchant l'ire d'Ankara. ■ **Maurin Picard**

Stupeur le 24 mars chez les archéologues : la tombe d'Attila aurait été découverte en Hongrie. Il s'agissait hélas d'un canular... Les munitions léguées par les guerres mondiales tuent encore. Deux ouvriers sont morts sur un chantier le 19 mars à Ypres (Belgique) après l'explosion d'un obus (ou grenade) de 14-18. Sept ferrailleurs ont péri le 2 avril à Bangkok (Thaïlande) après avoir bricolé une bombe d'avion datée du second conflit mondial... La vente d'une quarantaine de reliques nazies saisies par l'armée française en Bavière (dont



KHARBINE TAPABOR

La pluie aurait favorisé les invasions mongoles

Après la sécheresse qui pousse les Huns hors des steppes (voir G&H n° 18, p. 15), voilà que la pluie est blâmée pour les invasions mongoles ! Telle est en tout cas la thèse d'une équipe américaine de spécialistes des arbres pilotée par Amy Hessl (université de Virginie-Occidentale) et Neil Pederson (université de Columbia). Dans les cernes de troncs retrouvés en Mongolie, ils ont discerné clairement, après une longue période de sécheresse, une année particulièrement pluvieuse en 1211, suivie à partir de 1214 de douze années de précipitations exceptionnelles. Or, c'est précisément dans ces années-là que Gengis Khan s'attaque vraiment à la Chine puis pousse vers l'ouest, via l'Asie centrale (Samarkand tombe en 1220). Si, donc, la sécheresse a bien pu forcer les Mongols à regarder au-delà de la steppe, c'est l'abondance logistique offerte par la pluie – chevaux, bétail, récoltes... – qui aurait alimenté les invasions et expliquerait ainsi leur fulgurante réussite. ■ P. G.

L'opération Tiger ressurgit des eaux

Deux taches sonar orangées en 3D : c'est ainsi que sont apparues aux chercheurs de la société américaine d'exploration sous-marine Hydroid les épaves de deux navires américains de type LST (Landing Ship, Tank) coulés par les E-Boote (vedettes lance-torpilles) allemandes, le 28 avril 1944, et gisant depuis par 50 m de fond dans la Manche. Un oubli commode pour les Anglo-Américains, longtemps réticents à confesser ce fiasco oublié : le désastre de l'opération Tiger, répétition bâclée du débarquement de Normandie devant Slapton Sands (dans le Devon, au sud-ouest de l'Angleterre), une plage choisie pour sa ressemblance avec Utah Beach. 749 GI's

– soit l'équivalent de la moitié des tués à Omaha Beach le 6 juin – y ont perdu la vie. Beaucoup se sont noyés en attendant les secours,

empêtrés dans leur harnachement... Le secret n'a été levé qu'en 1974, après la découverte de vestiges sur une plage. ■ M. P.



Nouvel éclairage sur la charge de la Brigade légère en Crimée

« Une pure folie ». Les cavaliers anglais de la Brigade légère qui, le 25 octobre 1854, reçurent l'ordre stupide de charger l'artillerie russe dans la plaine de Balaklava (Crimée), savaient l'entreprise condamnée d'avance. Leurs propos, éparpillés par le temps et l'oubli, ont été mis en forme dans un livre d'Anthony Daniels, *Letter from the Light Brigade*, à sortir pour les 160 ans d'un des plus humiliants fiascos subis par l'armée de Sa Majesté. Les conclusions des survivants, jadis publiées dans les gazettes, sont étonnantes. Au lieu

d'épingler les officiers jugés responsables de cette sortie suicidaire, Lord Raglan, commandant en chef des forces britanniques, et le capitaine Nolan, son aide de camp, ils accablent deux autres protagonistes de l'affaire : Lord Lucan, commandant la cavalerie et accusé par un « trooper » d'avoir « moins de cervelle que [s]es bottes », ainsi que Lord Cardigan, chef de la Brigade légère. Des 600 hommes précipités sur les défenseurs russes dominant la plaine sur trois côtés, 118 sont tués (ainsi que 362 montures) et 127 blessés. Le tout sans aucun résultat, sinon, du fait d'uniformes inventifs, quelques mots légués au vocabulaire de la mode : manche raglan, cardigan et autre balaklava (une cagoule outre-Manche)... ■ M. P.

Il y a 800 ans...

Philippe Auguste était victorieux à Bouvines.

C'est une de ces journées qui ont fait la France, une bataille mythique – probablement montée en épingle par les chroniqueurs – et comme telle célébrée jusqu'au xx^e siècle, lorsque George Duby, en 1973, publie son *Dimanche de Bouvines*. Dans cette localité de la région de Lille, le roi de France Philippe I^{er} dit Auguste vainc le 27 juillet 1214 une armée coalisée rassemblée par le roi d'Angleterre Jean sans Peur, l'empereur Otton IV et deux barons français fustigés comme « traîtres ». Philippe a réussi à constituer une grande fédération féodale couvrant tout l'Ouest de la France, comme l'écrit l'historien Xavier Hélary. Une première, sur laquelle prend racine un puissant mythe de naissance de la nation française. Philippe marque un point capital pour les Capétiens en écartant la menace que font régner de Londres les Plantagenêts angevins, encore en possession d'immenses territoires en France. ■ L. H.

le passeport de Göring, de l'argenterie, une boîte en bois sculptée à svastika offerte à Hitler) a été jugée « moralement répréhensible » par le ministère de la Culture et annulée le 26 avril ••• 116 crânes retrouvés sur 13 sites mayas datés de -600 à 1542 portent des traces de coups assésés à l'aide de bâtons cloutés, indication que cette arme faisait partie de l'arsenal local. C'est la première fois que l'usage de ces armes, évoqué seulement sur des illustrations, est prouvé ••• La SNCF ne sera pas sanctionnée aux États-Unis pour son rôle



Casques à pointe et pattes de velours

Le quotidien *The Telegraph* rapporte une curiosité issue des 3987 journaux de guerre rendus publics en mars par les Archives nationales britanniques. En juillet 1915, des officiers de la 36^e brigade de la 12^e division d'infanterie en ligne dans les Flandres font part à leur hiérarchie d'une inquiétante entreprise d'espionnage : « Deux (2) chats et un chien sont suspectés, car ils ont l'habitude de franchir nos tranchées la nuit. Des mesures sont prises pour les piéger si possible. » Incompétence risible ? Ou inexpérience ? *The Telegraph* ne mentionne pas que la 12^e DI, constituée en urgence et pour l'essentiel de volontaires londoniens, arrive sur le front le 23 juin. Bien que son secteur de 7 km soit « calme », elle perd en juillet 71 tués (dont 7 officiers) et 431 blessés. De quoi engendrer quelque nervosité... ■ P. G.

Un char lourd Maus restauré au musée des Blindés russe

C'est un projet « colossal » dans lequel se lance le musée des Blindés de Kubinka, près de Moscou : la mise en état de marche du prototype du char super-lourd allemand Maus, capturé inachevé en 1945 par l'Armée rouge (en fait un composite des deux seuls prototypes construits ; *ci-contre reconstitution 3D*). Avec 188 tonnes, le Panzerkampfwagen VIII Maus reste à ce jour le plus lourd blindé jamais conçu, pesant deux fois plus que les plus lourds des

chars contemporains. L'engin incarne la démesure des projets de « super-armes » allemands de la fin de la Seconde Guerre mondiale, alors que la Wehrmacht n'a jamais réussi à produire suffisamment de blindés « normaux » pour équiper ses unités. La restauration du blindé, en partie financée par Wargaming, l'éditeur du jeu en ligne *World of Tanks*, s'annonce comme un véritable défi technique... mais une excellente publicité. Qui confirme la fascination que continuent à exercer la Wehrmacht et ses armes, même celles conçues en dépit du bon sens stratégique. ■ B. B.

Des tessons délimitent l'arrêt de la conquête espagnole dans les Grandes Plaines

Des débris de bocaux d'olive... Ce n'est pas très spectaculaire. Mais ces vestiges typiquement ibériques, exhumés par l'équipe de l'archéologue David Hall (Metro State University) à Eagle Ridge, près d'Omaha (Nebraska), sont importants. Ils marquent en effet l'extrême avance des Espagnols dans les plaines d'Amérique du Nord. Ces bocaux, en effet, ont été saisis vraisemblablement à l'issue d'une rude bataille livrée à une centaine de kilomètres de là : le 14 août 1720, aux confluents des rivières Loup et Platte, l'expédition de 70 hommes aux ordres de Don Pedro de Villasur est attaquée par un parti d'Indiens Oto et Pawnee, aidé de trappeurs français. Villasur est tué, avec 45 de ses hommes... Cette petite affaire a de grandes conséquences : dépassée par l'expansion de la Nouvelle-France, la couronne espagnole renonce aux Grandes Plaines, amorçant *de facto* son inexorable déclin dans le Nouveau Monde. C'est de cela dont témoignent les quelques tessons... Il ne restait aucune trace du massacre des « cueras » espagnols, sinon trois peintures sur peau de bison. ■ M. P.



REUTERS/KIM HONG-JI

Séoul remet des corps de soldats chinois à Beijing

Les restes de 437 soldats chinois tués pendant la guerre de Corée (1950-1953) ont été remis le 28 mars dernier aux autorités de Beijing lors d'une cérémonie sur le tarmac de l'aéroport de Séoul. Ces « volontaires » – terme officiel pour les soldats de l'Armée populaire de libération chinoise combattant en Corée – étaient jusqu'ici enterrés le long de la zone démilitarisée qui tient lieu de frontière entre les deux Corées, officiellement toujours en guerre. La Corée du Sud entend par ce geste théâtralisé s'attirer les bonnes grâces de la Chine, sur qui elle compte pour apaiser son turbulent adversaire du Nord – lequel préparerait de nouveaux essais nucléaires. ■ B. B.



dans la Shoah : les élus du Maryland qui voulaient empêcher la signature d'un contrat de 3 milliards de dollars ont déposé trop tard leur proposition de loi au Congrès ••• Les vestiges d'un mur à base de roches volcaniques et des restes de céramiques découverts à Rome le 13 avril indiqueraient que la Ville Éternelle serait au moins un siècle plus ancienne que la date traditionnelle de sa fondation, en -753 ••• Les confidences de Michl Kaltenbrunner, 79 ans, neveu de l'ex-patron SS de la Gestapo Ernst Kaltenbrunner pendu en 1946, relancent



Les traces d'un crime de guerre britannique exhumées en Inde

Au moins 282 crânes, des morceaux d'ossements... Telle est la macabre découverte faite par des archéologues indiens dans le « puits des martyrs » d'Ajnala (près d'Amritsar, au Penjab). Ces

restes, selon toute vraisemblance, appartiennent à environ 500 soldats d'un régiment de l'armée indienne soulevés contre Londres lors de la grande révolte de 1857 (voir notre article sur les sikhs

dans G&H n° 16, p. 82). Le 30 juillet de cette année, les mutinés tuent deux de leurs cadres britanniques avant d'être capturés à Ajnala. Près de 200, entassés dans une pièce sans fenêtre,

meurent d'asphyxie. Les autres sont fusillés, puis jetés dans le puits où leurs restes ont été trouvés. Le 6 mars dernier, ces reliques ont (enfin) été incinérées selon la coutume (photo). ■ P. G.

En chiffres

85000. C'est le nombre de films mis en ligne gratuitement depuis le 17 avril par Pathé News

(ou « British Pathé »), la branche britannique créée à Londres en 1902 par le père (français) des actualités au cinéma, Charles Pathé (1863-1957). La collection présentée couvre les années 1896-1976 et... tous les conflits. La rubrique « War & Revolution » comprend pas moins de 18586 clips. Et la Grande Guerre a droit à une rubrique spéciale. Le monument se visite là : www.britishpathe.com/search/recordcategories/War++Revolution ■ P. G.

La Chine fait saisir un bateau japonais pour un différend datant de 1936

Un tribunal de Shanghai a ordonné le 19 avril dernier la saisie d'un navire de commerce japonais, la *Baosteel Emotion*, au titre d'indemnités de guerre jamais acquittées par la société nippone de fret Mitsui OSK. Le prédécesseur de celle-ci, Daido Shipping, avait en 1936 loué puis réquisitionné des navires chinois, finalement coulés par les Alliés en 1944. Et Mitsui OSK refusait depuis 2007 de payer les 21 millions d'euros réclamés... Le Japon a aussitôt protesté contre ce jugement qui ravive encore les tensions entre les deux pays, à fleur de peau depuis trois quarts de siècle. L'affaire contrevient en effet aux accords de normalisation des relations diplomatiques de 1972, mettant un terme au paiement d'indemnités de guerre. ■ M. P.

les spéculations sur un trésor nazi englouti dans le lac Töplitz, en Autriche ••• La Chine veut faire inscrire par l'Unesco au patrimoine de l'humanité les anciens locaux de la sinistre Unité 731, laboratoire d'expérimentation biologique et chimique japonais installé près d'Harbin (Mandchourie) de 1935 à 1945 ••• Face aux agissements russes en Ukraine, deux journaux allemands, *Bild* et *BZ*, ont envoyé en avril au Bundestag une pétition réclamant l'enlèvement des deux T-34 qui gardent le mémorial de l'Armée rouge à Berlin.



Suez 1956, un port trop loin

Le 26 juillet 1956, Nasser annonce qu'il nationalise le canal de Suez, considéré par les Franco-Britanniques comme leur propriété. L'intervention qu'ils décident alors, sous un prétexte branlant, commence en succès militaire... et finit en fiasco diplomatique.

Par Michel Goya

19 novembre 1956, Port-Fouad, sur la rive est du canal : du matériel est débarqué depuis un *Landing Ship Tank* (LST). La ville est administrée de fait par les forces françaises pendant six semaines, depuis sa conquête le 6 novembre jusqu'au départ de la dernière unité le 22 décembre. Envisagé un temps comme base d'une éventuelle reprise des hostilités, Port-Fouad est considéré comme un laboratoire par les forces françaises qui s'efforcent d'y gagner, assez vainement, l'adhésion de la population. Quelques semaines après cette photo, ces parachutistes s'engagent dans la bataille d'Alger. Pour beaucoup d'entre eux, l'Égypte n'est qu'une autre face du même combat. La France considère Nasser comme le pilier essentiel du Front de libération nationale (FLN) algérien. En réalité, affirme l'historien Guy Pervillé, indépendantistes algériens et Égyptiens sont loin d'être alignés. Le FLN se plaint du manque de soutien du Caire. Et Nasser pousse plutôt les Algériens à la négociation, avant de tenter, en leur expédiant des armes début 1956, de détourner sur eux l'effort militaire français au moment où il s'apprête à saisir le canal.



HULTON-DEUTSCH COLLECTION/CORBIS



ROGER VOLLET

Le 29 octobre, des fantassins israéliens (en haut à gauche), armés de fusil allemands Mauser 98k, se ruent à l'assaut des positions égyptiennes dans le Sinaï. Inquiet de l'aide soviétique croissante aux régimes arabes, Israël monte une attaque préventive, de concert avec Paris et Londres. Habilement menée par Moshe Dayan, l'opération livre le Sinaï et la bande de Gaza en une centaine d'heures. Cette invasion éclair, qui « menace » le canal, sert de prétexte à l'intervention franco-britannique. Le 5 novembre à 15h 15 (en bas à gauche), le lieutenant-colonel Fossey-François est largué par les Nord 2501 « Noratlas » au sud de Port-Fouad avec 506 soldats du 2^e régiment de parachutistes coloniaux (RPC). L'unité est accrochée dès sa mise au sol mais parvient à se dégager et, une heure plus tard, à s'emparer de la caserne de police. Dans la nuit du 5 au 6, Port-Fouad est pratiquement aux mains du 2^e RPC. Leur action est complétée par mer : appuyé par les Corsair des porte-avions *Arromanches* et *La Fayette*, le 1^{er} régiment étranger de parachutistes (REP) et trois commandos marine débarquent (ci-contre) de leurs *Landing Craft Vehicle and Personnel* (LCVP), directement sur la ville de Port-Fouad. Ils rencontrent peu de résistance au contraire des Britanniques débarquant simultanément à Port-Saïd, qui fait face à Port-Fouad sur la rive ouest du canal.



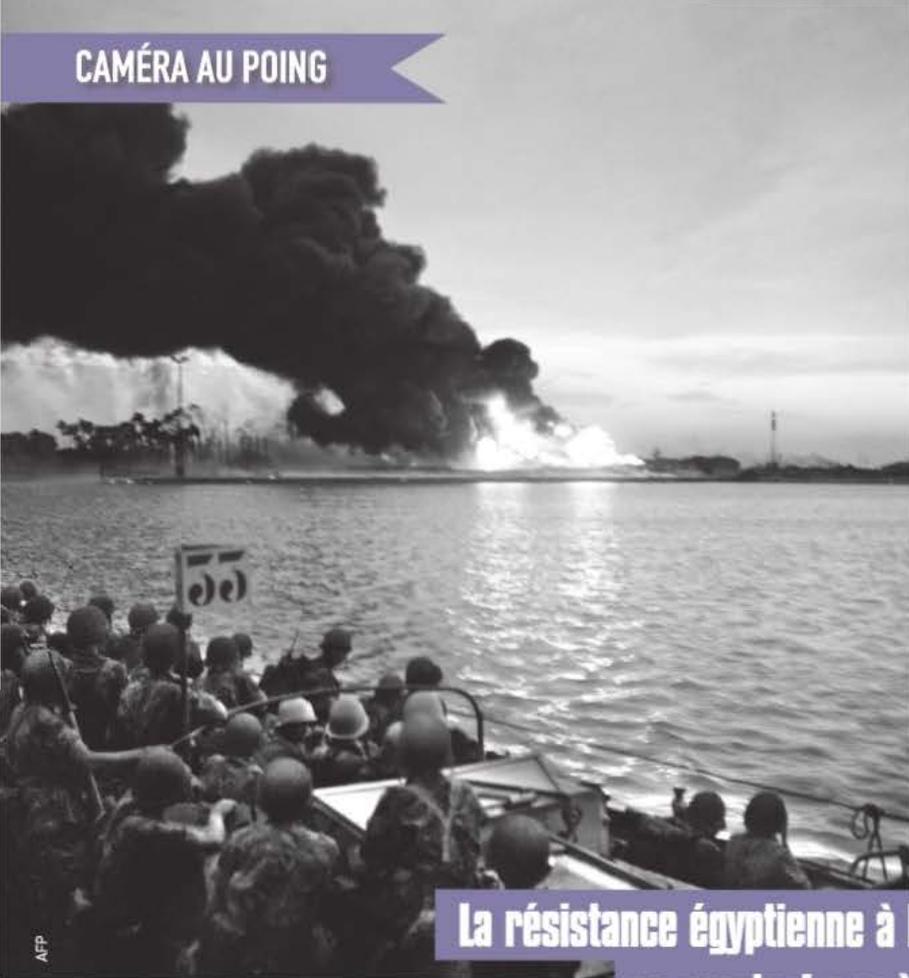
**Dans la nuit du 5 au 6 novembre,
en moins de vingt-quatre heures, Port-Fouad
est quasiment aux mains du 2^e RPC.**



**L'opération Mousquetaire combine projections
de troupes par largage, débarquement d'assaut
ou, grande première, héliportage depuis la mer.**



Les chars légers AMX-13 (*en médaillon*) de l'escadron du 2^e régiment étranger de cavalerie (REC) sont installés dans des *Landing Craft Tank* (LCT). Ils sont prêts à être débarqués après la sécurisation des abords de Port-Fouad par les commandos marine et le 1^{er} REP auquel il est rattaché. L'AMX-13, depuis peu en service dans les armées française et israélienne, combine un puissant canon de 75 mm avec une masse de seulement 14 tonnes. L'opération Mousquetaire, qui réunit 20 navires de la Marine nationale, est la plus importante opération amphibie française depuis la Seconde Guerre mondiale. C'est aussi une opération interarmées et interalliée d'une grande complexité, combinant avec brio des projections de troupes par largage, débarquement d'assaut ou, grande première, hélipontage depuis la mer (*ci-contre*) : le 6 novembre, plus de 400 hommes du 45^e commando des Royal Marines et 23 tonnes de matériels sont ainsi déposés à Port-Saïd en 90 minutes à partir de deux des cinq porte-avions déployés par la Royal Navy. Dont le HMS *Theseus*, d'où décolle cet hélicoptère de transport Westland Whirlwind avec cinq commandos à bord.



AFP

La résistance égyptienne à Port-Saïd

ne parvient pas à empêcher la saisie de
l'entrée du canal par les Franco-Britanniques.



KEYSTONE-FRANCE/GAMMA-KEYSTONE/GETTY IMAGES





La deuxième vague française attend de débarquer (*en haut à gauche*) à Port-Fouad, observant l'incendie des dépôts de carburant touchés dès les premiers accrochages. Si des centaines de combattants égyptiens sont faits prisonniers par les paras français (*en bas à gauche*), l'affaire n'est pas une promenade. Avant le début de l'opération, les forces égyptiennes se limitaient localement à six bataillons d'infanterie appuyés par quelques canons d'assaut soviétiques SU-100. Elles opposent une forte résistance le 5 novembre au 3^e bataillon para britannique et au 2^e RPC au sud de Port-Saïd, les deux unités alliées qui subissent le plus de pertes. Le 6, la résistance continue à Port-Saïd mais elle est plutôt le fait de miliciens armés par le régime de Nasser. Rien ne peut empêcher cependant la saisie de l'entrée du canal, qu'il s'agit de dégager. Large de moins de 200 m et profonde de 11 m, elle est obstruée par 21 navires égyptiens sabordés (*ci-contre*). Les Britanniques engagent un navire spécialisé dans le renflouement mais les opérations de dégagement ne s'achèveront qu'en avril 1957, sous l'égide de l'ONU.



Le 2 décembre, des fantassins britanniques saluent les Danois de la force d'intervention d'urgence des Nations unies (FONU), venus les relever sur le canal. Les 6 000 casques bleus issus de huit nationalités vont ensuite s'interposer entre Israéliens et Égyptiens. Ces derniers exigent leur retrait en mai 1967.

Fin 1956, Royaume-Uni et France sont ravalés au rang de puissances mineures.



En 1952, le lieutenant-colonel Gamal Abdel Nasser installe en Égypte un régime nationaliste et autoritaire qui s'oppose à la fois à Israël et aux puissances coloniales. En 1956, les tensions s'accroissent brusquement, avec Israël tout d'abord, qui se voit interdire l'accès au canal de Suez par le blocage du golfe d'Aqaba. Avec les États-Unis ensuite qui reprochent à Nasser de se rapprocher des puissances communistes et annoncent le 19 juillet le retrait du financement du grand barrage d'Assouan. Le 26 juillet, dans un grand discours à Alexandrie, Nasser proclame la nationalisation de la Compagnie universelle du canal maritime de Suez, aux capitaux franco-britanniques, qui gère le canal de Suez depuis 1869.

Cette décision suscite la colère du Royaume-Uni et de la France, qui voit en outre en Nasser le principal soutien au Front de libération nationale (FLN) algérien. En pleine campagne électorale, les États-Unis sont plutôt embarrassés par cette crise qui ne les touche pas directement. Après plusieurs mois de tergiversations, une action de force est décidée à Londres et Paris, en liaison avec Jérusalem. À partir de fin août, un corps expéditionnaire regroupant 45 000 Britanniques et 34 000 Français est rassemblé à Chypre, sur plus de 150 bâtiments de guerre. Le plan stratégique, défini par un accord secret passé à Sèvres, prévoit une attaque des forces égyptiennes au Sinaï par l'armée israélienne, suivi d'un ultimatum franco-britannique intimant aux belligérants de se retirer de part et d'autre du canal. Le refus attendu de l'Égypte servira de prétexte à une occupation militaire de la zone par les Alliés. Israël attaque le 29 octobre et ses forces s'emparent facilement du Sinaï. Le 31, l'Égypte refusant comme prévu d'évacuer le canal, l'opération Mousquetaire est déclenchée. En deux jours, 500 avions alliés mettent la marine et l'aviation de Nasser hors de combat. Amilcar, seule opération aéroportée interalliée d'importance postérieure à 1945, est lancée le 5 novembre avec pour but de prendre les villes jumelles de Port-Saïd et Port-Fouad, verrous du canal. Le 3^e bataillon de la 16^e brigade parachutiste britannique est largué sur le terrain de Gamil, à 10 km à l'ouest de Port-Saïd. Côté français, le 2^e régiment de parachutistes coloniaux

(RPC) et une compagnie du 11^e Choc sautent au sud de Port-Saïd et de Port-Fouad. Après de violents combats, les paras français obtiennent la reddition de la plupart des forces égyptiennes de Port-Fouad alors qu'à Port-Saïd, la résistance reste vive. Les Égyptiens parviennent par ailleurs à couler des navires pour bloquer le canal. Le 6 novembre, l'opération aéroportée est complétée par une opération amphibie sur les deux ports. À Port-Fouad, trois commandos marine et le 1^{er} régiment étranger de parachutistes (REP), sur véhicules blindés, s'emparent de la ville sans grande résistance. La situation à Port-Saïd est plus difficile pour la 3^e brigade commando et la 16^e brigade parachutiste mais les objectifs sont atteints dans la soirée. Bilan : 33 tués et 130 blessés franco-anglais (auxquels s'ajoutent 231 morts et 899 blessés israéliens) contre 1 500 à 3 000 tués côté adverse (dans le Sinaï pour l'essentiel). Le 6 novembre, 13 500 Britanniques et 8 500 Français s'apprentent à dévaler le long du canal quand les colonnes sont stoppées dans la nuit du 6 au 7... Les réactions internationales n'ont en effet pas tardé après le début de l'intervention. L'URSS évoque la possibilité d'une riposte nucléaire, les États-Unis exigent un arrêt immédiat des opérations. Londres s'incline, suivi par Paris. Le 22 novembre, les casques bleus de l'ONU relèvent les ex-conquérants. Leur sourire (*photo ci-dessus*) ne peut masquer la dure réalité : France et Royaume-Uni sont ravalés au rang de puissances mineures. ■



EN 14-18,
ASSOCIER «FEMME»
ET «OBUS»
N'AVAIT RIEN
D'UNE GROSSIÈRE
MÉTAPHORE.

DÉCOUVREZ
CE QU'AUCUN
HOMME
N'AURAIT
JAMAIS DÛ
CONNAÎTRE

MUSÉE
PAYS
DE LA
GRANDE
GUERRE



Alger, janvier 1957. Opération de fouille par l'armée française.

Des armées qui se structurent pour l'emporter dans des conflits insurrectionnels sont-elles encore aptes à gagner des guerres dites « conventionnelles » de haute intensité ?

ALEXANDRE PRUDHON, LYON (69)

Cette question, au cœur de la réflexion actuelle de nombre d'armées, repose surtout sur une distinction artificielle. Une insurrection n'est pas une forme de guerre mais un fait politique et c'est dans ce domaine – et non militairement – que se joue son issue. La seule solution purement militaire connue à une insurrection est l'élimination non seulement des insurgés mais des populations qui les soutiennent, ou tout au moins leur confinement dans des camps (« de concentration », ainsi que les ont baptisés les Britanniques, inventeurs du procédé contre les Boers d'Afrique du Sud au tournant du ^{xx} s.). La méthode, difficilement compatible avec les droits humains et les principes d'une démocratie

contemporaine, ne garantit même pas le résultat. Autrement dit, si une armée, sans aller à ces extrêmes, s'adapte réellement à la contre-insurrection, cela signifie qu'elle doit agir socialement et politiquement contre l'insurrection. À terme, elle y perd son efficacité, et son identité militaire même change : la guerre cesse d'être « son cœur de métier », au profit de l'action politique armée. Une alternative, limitée : s'adapter à la contre-guérilla, sans vraiment changer de structure et de méthodes. Le risque est alors de perdre la capacité à mener des opérations d'envergure et de haute intensité. Mais il n'y a rien là qu'un entraînement intensif ne puisse *a priori* corriger, à condition bien sûr qu'il soit mené à temps. ■ B. B.

La citation

« C'est beaucoup que de se battre en méprisant la guerre, d'accepter de tout perdre en gardant le goût du bonheur, de courir à la destruction avec l'idée d'une civilisation supérieure. »

Albert Camus, Lettres à un ami allemand, 1948.

A partir de quand et pourquoi les obus ont-ils remplacé les boulets ?

JACQUES DECONINCK, ARMENTIÈRES (59)

L'obus – projectile creux rempli d'explosif – existe depuis le ^{xiv} s. au moins : on en trouve trace dans des traités chinois de l'époque Ming et son usage est attesté en Europe, par les Vénitiens, dès 1376. Ce n'est toutefois qu'au cours du ^{xix} s. que l'obus s'impose face au boulet, qui n'est vraiment supplanté qu'à la fin des guerres napoléoniennes dans les combats terrestres, et jusqu'à la généralisation du blindage des navires dans le domaine naval, soit après 1850 (*ci-contre, un obus de 37 modèle 1888*). Ce primat tardif de l'obus s'explique non par méconnaissance de ses qualités de destruction, supérieures à celles du boulet et plus variées – destruction de zone et de cibles en dur – mais bien par les limites de la technique : avant la révolution industrielle, les procédés de fabrication ne permettent pas de doter les obus de moyens efficaces pour contrôler le déclenchement de leur explosion. Celle-ci dépend d'une amorce difficile à régler et il n'existe pas de fusées (au sens « dispositif de mise à feu réglable ») capables de faire exploser un obus à l'impact ou à une distance (ou une hauteur) prédéterminée. Le problème n'est résolu efficacement qu'avec la découverte en 1800 du di-fulminate de mercure, qui explose par effet de choc, et sa stabilisation relative qui permet de l'employer sur le champ de bataille. Les progrès de l'usage font le reste, assurant le triomphe de l'obus. ■ B. B.



Y a-t-il un lien entre le drapeau blanc que l'on utilise pour se rendre ou négocier et le drapeau blanc du royaume de France ?

VINCENT QUILLIEN, BEYNOST (01)

Non, sinon une raison indirecte. Le blanc est associé depuis l'Antiquité et par de nombreuses civilisations à l'idée de paix et de neutralité : considéré comme une « non-couleur », il indique une « non-appartenance » à un camp ou à un autre, au moins provisoirement. Et peut donc servir à signifier un cessez-le-feu, une trêve, une reddition. Le blanc est aussi évoqué dans le Nouveau Testament comme symbole de la non-violence du Christ et de la soumission à la volonté de Dieu. Dans le cas de la couleur royale, c'est plutôt en référence à la pureté que le blanc est choisi, ainsi qu'au fait que le roi est considéré comme le « lieutenant de Dieu sur terre ». L'association commence au Moyen Âge, quand les soldats français arborent une croix blanche sur leur pourpoint (au contraire de la croix rouge des Anglais), puis s'étend à des étendards à la Renaissance, mais sans jamais vraiment tenir la place symbolique que prendra le drapeau tricolore, sauf peut-être pour les vaisseaux du roi. Il n'y a que sous la Révolution que les forces royalistes l'arborent pour rallier les adversaires du drapeau tricolore. ■ L. H.

& REPONSES

Comment les légionnaires romains reconnaissaient-ils amis et ennemis lors de combats au corps à corps durant les guerres civiles ?

LOUIS MONTAMBAULT, QUÉBEC (CANADA)

Bonne question, posée très tôt, et qui déclenchait les lamentations des auteurs contemporains. Lors des guerres civiles, les troupes romaines n'ont aucun moyen immédiat de se distinguer les unes des autres et il y a beaucoup de morts du fait d'attaques amies... Mais il ne faut pas imaginer un chaos total. La cohésion des unités est grande, ainsi que la capacité des hommes à reconnaître leur unité et celles des troupes qui les entourent. Chaque combattant romain est en effet identifiable individuellement grâce à l'épisème (motif qui entoure l'*umbo*, le renfort métallique central du *scutum*, le bouclier), et celui de son unité est généralement connu de tous les soldats de son armée. La question est sûrement plus compliquée pour les auxiliaires, parfois équipés d'armes récupérées à l'ennemi ou habillés selon les coutumes locales. Et cela devait être encore pire avec les cavaliers – César pendant la guerre civile emploie beaucoup de cavaliers germains et gaulois, dont sa garde rapprochée (ci-contre, à Munda, en -45, bataille qui lui donne la victoire finale). Ces cavaliers sont sans doute facilement identifiables par les Romains, quand ils n'interviennent que d'un côté. Mais la question demeure : comment ces cavaliers parvenaient-ils à distinguer les deux camps romains ? Pas par la langue en tout cas : la plupart ne parlent pas latin ! Notez que le problème se manifeste dans toutes les guerres civiles, et même au-delà : à Wagram en 1809, les Saxons de Bernadotte, en blanc, se font trouver par leurs alliés français, qui les prennent pour des Autrichiens. ■ É. T.





Pourquoi aucune armée, à part l'US Army avec le **Garand M1, n'a-t-elle adopté massivement de fusils semi-automatiques pendant la Deuxième Guerre mondiale ? Ces armes, déjà répandues en 14-18, auraient donné un avantage par leur cadence de tir.**

FABIEN ZONI, SAINT-ÉTIENNE (42)

Trois raisons principales se cumulent pour freiner l'adoption du fusil semi-automatique (c'est-à-dire avec réarmement automatique mais coup par coup). La première raison est technico-économique : les armes semi-automatiques, plus sophistiquées, coûtent plus cher. On leur préfère des armes éprouvées, et dont la cadence de tir n'est pas si médiocre si on les manie

bien et que l'on vise soigneusement – 30 coups par minute pour le Lee-Enfield britannique conçu en 1895, contre 40 à 50 au Garand M1 américain né en 1928 (photo, en 1942). Les armées de 1939 héritent en outre de stocks considérables de la guerre précédente, et conserver ces armes présente d'évidents avantages pour la production, les procédures d'entraînement, la maintenance...

La deuxième raison est tactique. Les sections d'infanterie, spécialement dans la Wehrmacht, s'organisent autour de mitrailleuses légères à très haute cadence de tir (jusqu'à 1 500 coups par minute pour la MG 42), l'emploi du fusil étant réduit de plus en plus à un rôle d'appoint. D'autres armes automatiques – fusils-mitrailleurs, pistolets-mitrailleurs... – couvrent

en outre tous les besoins du combat d'infanterie. La troisième raison est logistique : les généraux considèrent que le fusil semi-automatique encourage le gaspillage de munitions. Or, à raison de 88 cartouches dans son arme et ses cartouchières, un GI de 1944 équipé du Garand dispose en tout et pour tout de deux minutes de feu. ■ P. G.



Sans la violation de la neutralité belge par les Allemands en août 1914, les Britanniques seraient-ils entrés en guerre ?

ALEXIS LE PAPE, DOUARNENEZ, (29)

On peut en être presque certain. L'Allemagne déclare la guerre à la France le 3 août 1914, à la Belgique le lendemain, entraînant dans la foulée la déclaration de guerre du Royaume-Uni à l'Allemagne. Certes, Londres mentionne la violation de la neutralité belge comme *casus belli*. Mais deux jours auparavant, les Britanniques se sont déjà engagés auprès de leurs alliés français à les soutenir militairement en faisant protéger les côtes françaises par la Royal Navy. En dépit de l'existence d'oppositions à la guerre au Royaume-Uni, Londres n'a en effet pas l'intention de voir Berlin défaire la France et l'isoler en Europe et dans le monde. Les Britanniques entrent donc en guerre pour aider la France autant, sinon plus, que la Belgique. L'invasion de celle-ci n'est en réalité que le prétexte qui permet au gouvernement de poser l'Allemagne comme un agresseur violent les traités internationaux. Le cabinet britannique peut ainsi rallier les indécis et marginaliser les partisans de l'apaisement. Le tout en faisant une interprétation assez libre du texte du traité de Londres de 1839, par lequel la Belgique devient indépendante et neutre : l'Allemagne n'a pas « violé la neutralité » belge, pas plus que le droit international. Elle a déclaré la guerre à la Belgique, une déclaration en bonne et due forme qui annule son statut de neutre, qui, rappelons-le, signifie que la Belgique s'interdit de prendre parti contre l'un ou l'autre État ; ceux-ci peuvent, en revanche, parfaitement l'obliger à choisir son camp. ■ B. B.

Le mot : « crapahuter »

Ce verbe qui signifie « progresser en terrain difficile » vient de l'école des officiers de Saint-Cyr. Il dérive du mot « crapahut », attesté pour la première fois en 1939 pour les randonnées pénibles, par analogie avec la démarche accroupie du crapaud, le mot étant prononcé (« crapa-ü ») en séparant les voyelles finales. ■ P. G.



Rommel était-il réellement un officier apolitique ?

ELLIOTT CAMBUNET-DOUCET, GENÈVE (SUISSE)

On ne trouve guère d'opinion politique dans les propos et les écrits de Rommel, à l'instar de la ligne affichée par l'armée allemande qui cache mal un conservatisme nationaliste. Dès 1934, Rommel se lie par ambition à Hitler. Sans adhérer à l'idéologie nazie, comme le montre son échec en 1937 dans les Jeunesses hitlériennes (photo), il sert avec zèle et aveuglement la personne d'Hitler. Il est explicitement au courant des crimes nazis en Pologne en 1939, mais ne montre aucun état d'âme, et sa position de « favori » comme son empressement à répondre aux attentes du Führer lui valent une réputation excessive

de « soldat nazi », qui s'étend à la division de panzers qu'il commande en 1940, comme à l'Afrikakorps. En fait, Rommel se tient loin des questions politiques « civiles », réfugié dans la posture du professionnel « technicien de la guerre ». Il évite de penser à tout ce qui dépasse le militaire pour ne pas voir la véritable nature du régime nazi et de son Führer. Rommel n'a juste aucune conscience politique, ce qui le prive de la capacité à distinguer le bien du mal. Il sert jusqu'au bout le nazisme sans en saisir les conséquences politiques et humaines. ■ Cédric Mas, auteur, avec Daniel Feldmann, de *Rommel*, Economica, 2014

Pourquoi la course a-t-elle été interdite en 1856 ?

NATHAN LEINOT, LA ROCHELLE (17)

La déclaration de Paris du 16 avril 1856 ne met pas fin à la course, c'est-à-dire à l'attaque du commerce maritime ennemi, mais abolit la course *privée*, celle menée par des armateurs civils auxquels les États délèguent un droit contre argent. La déclaration de Paris, qui prévoit également que « les blocus, pour être obligatoires, doivent être effectifs, c'est-à-dire maintenus par une force suffisante pour interdire réellement l'accès du littoral de l'ennemi », représente en fait l'approfondissement du processus, à l'œuvre depuis la fin du Moyen Âge, d'imposition d'un monopole étatique sur la conduite de la guerre. Permise par le rapprochement entre la France et le Royaume-Uni (à l'avantage du second, que l'ampleur de son commerce maritime expose particulièrement), la déclaration

est proclamée en marge de la signature du traité de Paris, qui règle la guerre de Crimée (1853-1856). Elle est ensuite petit à petit ratifiée partout dans le monde. Mais l'abolition de la course privée va paradoxalement aggraver la vulnérabilité du commerce maritime : là où les corsaires, propriétaires de leurs navires, étaient souvent plus soucieux de leur sauvegarde que des pertes infligées au commerce ennemi et cherchaient surtout à capturer des prises juteuses, les navires, puis sous-marins et avions des marines de guerre qui leur succèdent, n'auront pas ces préventions et auront pour but la destruction pure et simple des navires marchands ennemis. Approche autrement plus efficace, qui explique aussi pourquoi cette « interdiction » a si rapidement fait l'unanimité... ■ B. B.

Les samouraïs

Légende et réalité



ILLUSTRATION: BRIAN PALMER/CRANSTON MILITARY ARTS

Ils ont dominé le Japon pendant un bon millénaire et restent pourtant bien méconnus en Occident. Hommes de guerre à l'origine, condamnés à la paix à leur apogée, ils ont rêvé eux-mêmes leur mythe et fini par y croire... La réalité ressuscitée par les historiens est bien différente.

d'une caste guerrière



Cette charge de samourais cuirassés rappelle furieusement celles des chevaliers occidentaux. Au Japon, la cavalerie lourde ne s'impose pourtant que brièvement pour le choc, au *xv^e* siècle. Et elle est stoppée net en 1575, sur ce champ de bataille de Nagashino, par une nouveauté révolutionnaire : l'arquebuse (voir p. 46).

Sept siècles de domination guerrière

Par Julien Peltier

De l'avènement du shogunat en 1192 à l'abolition de la caste des samourais en 1877, l'élite militaire japonaise a présidé aux destinées du pays près de sept siècles. D'abord partagé avec l'empereur, puis incarné par les dynasties successives de shoguns, le pouvoir des samourais est devenu l'un des mythes fondateurs du Japon. Retour sur les jalons de leur ascension.

Le terme générique d'**Emishi** désigne les tribus autochtones du Nord-Est insoumises à l'autorité de la Cour. Leur origine, controversée, serait liée à l'une des premières vagues de peuplement venues du continent. Les Emishi sont traités en barbares, au sens hellénique du terme, parce qu'ils résistent à l'expansionnisme impérial. Mais nombre de transfuges s'intégreront ensuite aux institutions impériales.

Cette estampe de 1851 exalte la bravoure du samouraï Kusunoki : battu en 1348 à Shijonawate, il s'ouvre le ventre plutôt que de se rendre.

TROUPES D'ÉLITES ET FAUTEURS DE TROUBLES

660 av. J.-C. C'est en cette année que

la légende situe la fondation de l'Empire japonais par le mythique Jimmu, descendant de la déesse Amaterasu, divinité solaire et créatrice de l'agriculture. En fait, Jimmu Tenno (ce second terme signifie « empereur ») incarne l'arrivée dans l'archipel nippon de cavaliers nomades venus d'Asie centrale. Ces vagues d'immigrants apportent avec elles d'importants traits socioculturels : une structure

clanique, la riziculture, la métallurgie du fer... S'installe ainsi dans la plaine du Yamato, au sud de la grande île de Honshu, un pouvoir centralisé dont la puissance déborde progressivement jusqu'à maîtriser tout le Sud de l'archipel pendant l'époque dite Yamato qui va de 250 à 710, période pendant laquelle le bouddhisme coréen s'implante (on date de 538 son introduction officielle).

701 L'empereur Mommu structure le Japon

à la façon chinoise à travers les codes de l'ère Taiho. Ces codes prévoient le découpage du pays en 66 provinces, ancêtres des actuelles préfectures. Ils établissent aussi la propriété impériale sur les rares terres arables, allouées de manière équitable à chaque foyer. L'application de ces dispositions théoriques se heurte d'emblée à des difficultés pratiques et se cantonne au Kansai, la plaine centrale environnant les capitales de Nara puis Heiankyo (à partir de 794, la future Kyoto ; voir carte p. 36). Sur le plan militaire, le modèle chinois est aussi en vogue. Mais les armées pléthoriques (un tiers des individus mâles) de paysans fantasmas conscrits, envoyées dans l'Est afin d'étendre le territoire impérial, ne font pas le poids face aux redoutables tribus du Nord-Est, les **Emishi**.

792 L'empereur Kammu suspend la conscription.

Le *kondeisei*, force de cavalerie levée en 733 et d'abord vouée à encadrer l'infanterie impériale surclassée, s'impose comme le principal outil militaire de la Cour. L'historien américain Karl Friday, de l'université de Géorgie, voit dans ces cadets de familles, majoritairement issus de la prospère plaine de Kanto, récemment conquise et favorable à l'élevage équestre, l'élite paraprofessionnelle

qui sert de matrice aux samourais (terme dérivé du verbe *saburau*, « servir »). En guerroyant contre les « barbares » qu'ils parviennent enfin à soumettre, les *kondei* développent l'archerie montée et adoptent la lame courbe. William Wayne Farris (voir entretien p. 40) valide cette filiation en observant une relative constance des effectifs de ces cavaliers jusqu'au ^{XII} siècle (quelques milliers), ce qui indique que la production agricole, durement frappée par des épidémies et catastrophes naturelles, n'a pas connu d'évolution notable et ne pouvait alors supporter l'entretien d'un plus grand nombre de ces coûteux combattants.

935-940 Le rebelle Taira no Masakado

se déclare empereur. Opérant depuis sa base du Kanto, il contribue à y structurer les maisons guerrières en quête d'émancipation. Fait rarissime en dehors des cabales au sein de la famille impériale, le soulèvement de Masakado, suivi de sa répression par un groupe rival, montre le quasi-monopole sur l'usage de la force dont disposent désormais les samourais. L'épisode cristallise en outre leur frustration à l'égard du pouvoir des aristocrates civils, qui emploient les guerriers à défendre leurs riches et lointains domaines mais leur refusent toute influence politique. Avec la pacification des derniers Emishi au siècle précédent, l'adversaire n'est bien souvent qu'un autre *bushidan*, ces proto-clans louant leurs épées au plus offrant ou se livrant au brigandage. Une « conscience de classe » se fait jour, illustrée par la « Voie de l'arc et du cheval », système de valeurs d'abord transmis oralement qui deviendra le creuset du **bushido**, le code guerrier auquel se réfèrent les samourais.





MINAMOTO ET HOJO CANNIBALISENT LES INSTITUTIONS CIVILES

1180-1185

Le conflit larvé entre clans

Taira et Minamoto dégénère en guerre ouverte, dite de Genpei (voir G&H n° 3, p. 72). À force de mariages et d'intrigues, ces deux clans issus de branches collatérales de la famille impériale se sont rendus indispensables sur l'échiquier politique. Après une période indécise durant laquelle une partition du pays est envisagée, les Minamoto lancent une grande offensive en 1183. Chassés de la capitale, traqués jusque dans leurs bastions de la mer Intérieure, les Taira sont finalement anéantis lors de la bataille navale de Dan-no-ura en avril 1185. Conflit fondateur, la guerre de Genpei marque durablement les esprits et inspire un nouveau genre littéraire épique, révélateur de l'évolution



culturelle. En 1192, Minamoto no Yoritomo, seigneur du clan vainqueur, reçoit le titre de *shogun*, « généralissime », chef suprême des guerriers, qui acquiert une valeur permanente. Yoritomo règne depuis Kamakura, dans la plaine du Kanto, à 60 km de l'actuelle ville de Tokyo — un changement important car il déplace ainsi le centre de gravité du pays. Il y fonde

une sorte de régime militaire, le *bakufu*. En appointant dans chaque province un gouverneur militaire, le premier shogun Minamoto double l'administration civile, qui commence à perdre du terrain. Peu après le décès de Yoritomo, la famille de sa veuve, les Hojo, fait main basse sur le pouvoir. En 1232 est rédigé le *Règlement de la justice shogunale*, qui fixe les droits et devoirs vassaux.

1274-1281

Kubilaï, petit-fils de Gengis

Khan et conquérant de la Chine, exige la soumission du Japon. Éconduit, il ordonne

une reconnaissance en force en 1274, suivie d'un débarquement à grande échelle en 1281 qui échoue (voir G&H n° 11, p. 58), la flotte étant dispersée par un typhon opportun. L'invasion manquée plante cependant le premier clou dans le cercueil de l'idéal martial farouchement individualiste des samourais : ils ont subi de lourdes pertes face à l'implacable

Duel d'archers à Ichino-Tani en 1184 pendant la guerre de Genpei (ci-dessus) ou ronin de la bande des fameux « 47 » de 1702 : ces images nostalgiques, datant respectivement des XVIII^e et XIX^e siècles, mythifient les samourais alors qu'il leur est désormais interdit de combattre.

La « Voie du guerrier », ou *bushido*, est un code d'honneur protéiforme, variant selon le clan et la période. D'abord transmis de manière orale, il subit l'influence confucianiste et se cristallise au cours du XVI^e siècle autour de sept vertus cardinales : droiture, courage, bienveillance, courtoisie, sincérité, honneur et loyauté absolue.

Le *bakufu*, littéralement « gouvernement sous la tente », est une profession de foi qui rappelle les origines guerrières du régime shogunal : un camp militaire.

■ Empereur, shogun... Qui détient le pouvoir ?

Depuis l'avènement des samouraïs, la problématique de l'exercice du pouvoir est très complexe au Japon, où le souverain en titre n'est presque jamais celui qui gouverne effectivement. Dès le x^e siècle, l'empereur retiré s'appuie sur les guerriers pour manipuler son successeur, tirant les ficelles en coulisses depuis sa retraite dorée monastique selon la « loi du cloître », *Insei*. En 1192, le shogun s'arroge une bonne part des leviers du pouvoir, tout en dépendant toujours d'une investiture formelle du monarque. Au début du xiii^e siècle, le jeu des paravents se complique encore avec l'apparition du *shikken* – « régent », un poste créé par les Hojo pour régner au nom des Minamoto –, tandis que sous la dynastie Ashikaga au xiv^e siècle, le shogunat devient le jouet des grands féodaux. Au xv^e siècle, Hideyoshi insère un nouvel écran en réhabilitant l'ancienne fonction de *taiko*, « régent retiré », restée étroitement liée à son nom. Si les Tokugawa n'innovent pas, l'inraisemblable millefeuille politique redevient plus simple avec le retour aux affaires du souverain, sous l'ère Meiji. Mais la vieille et fâcheuse tendance des militaires à se réclamer de l'empereur, quitte à interpréter très librement ses volontés, aura de graves conséquences au xx^e siècle.

discipline collective des Mongols. En orchestrant la mobilisation contre ce péril mortel, le shogunat a étendu son bras jusqu'à Kyushu, mais au prix d'un effort financier qui va précipiter sa chute. L'école bouddhique du zen, introduite au Japon en 1192 et qui prône une ascèse martiale, gagne une influence considérable sur la caste guerrière.

1333 Criblé de dettes, discrédité par le népotisme, le régime des Hojo, le shogunat de Kamakura, s'écroule sous les coups des partisans de l'empereur Go-Daigo (1319-1338), qui entend redorer le blason de la Cour. Mais les temps



ont changé. S'estimant lésés, les samouraïs qui avaient soutenu la révolte déposent bientôt l'ambitieux. En 1336, le félon Ashikaga Takauji

écrase les loyalistes impériaux à la bataille de la rivière Minato avant de s'emparer du shogunat et d'installer

La ruse de guerre n'est pas considérée comme indigne du samouraï, bien au contraire. À Kurikara, en 1183, pendant la guerre de Genpei, le clan Minamoto attache des torches aux cornes de bœufs afin de tromper l'ennemi Taira sur ses effectifs. Comme toujours, l'estampe (ici du début du xix^e siècle) est très postérieure aux combats.





COLL. PARTICULIÈRE - CARTE : ANYFORMS DESIGN POUR « G&H »

un autre empereur à Kyoto. Go-Daigo fuit sa capitale et installe dans les montagnes de Yoshino une cour concurrente dite « cour du Sud ».

LES ASHIKAGA, MÉCÈNES ET MARIONNETTES

1378 En s'établissant à Kyoto, Ashikaga Yoshimitsu, petit-fils de Takauji et shogun depuis 1368, entérine le rapprochement entre les maisons impériale et shogunale. Il parvient en 1392 à réintégrer la turbulente cour du Sud dans le giron de sa sœur aînée. C'est la fin du *Nanbokucho Jidai*, la « Période des cours du Sud et du Nord », véritable guerre civile permanente. Bien que les institutions militaires continuent de phagocytter l'administration civile, la paix règne enfin, favorisant le développement culturel et économique du pays ainsi que de fructueux échanges avec le continent. Le somptueux Pavillon d'or, joyau du palais de Yoshimitsu, en est le précieux héritage.

1467-1477 La guerre d'Onin déstabilise le shogunat des Ashikaga,

devenus les pantins de seigneurs opulents. Après avoir réduit en cendres la moitié de la capitale, le désordre gagne les provinces, annonçant le début de la période Sengoku [« États combattants », en référence à la période chinoise antique des « Royaumes combattants »]. De talentueux chefs de guerre s'y taillent des principautés à la pointe du sabre ; des ligues populaires, les *ikko-ikki*, se révoltent et optent pour l'autogestion en renversant l'ordre établi. Des clans entiers disparaissent, pendant que des gouverneurs à l'illustre lignage parviennent à se muer *in extremis* en *daimyo* (littéralement « grands noms »), grands féodaux à la fois seigneurs de guerre, mécènes et réformateurs qui vont dominer un archipel éclaté durant plus d'un siècle. L'effondrement du pouvoir central favorise une mobilité sociale sans précédent. L'historien britannique Stephen Turnbull évoque un « âge de fission », un état de guerre permanent débouchant sur une véritable révolution militaire [voir p. 48]. Paradoxalement,

AU JAPON, LE FEU DE LA TERRE MODÈLE LA GUERRE DES HOMMES

Né de la collision de quatre plaques tectoniques, le Japon est – littéralement – une terre de conflits, bouleversée par les séismes (près de 400 recensés entre 599 et 1872) et les volcans (près de 120 en activité). Le relief tourmenté qui en découle joue un rôle politico-militaire important : les centres du pouvoir se concentrent dans deux zones de plaines favorables au peuplement et à la riziculture, la plaine du Yamato (région d'Osaka) et celle du Kanto (région d'Edo, future Tokyo). Logiquement, l'essentiel des grandes batailles, notamment celles de la grande époque du *xvi^e* et *xix^e* siècles (Shimabara, Aizu, Shiroyama) se retrouvent en périphérie. À noter que le Nord de l'archipel, très peu peuplé, est conquis tardivement : l'île de Hokkaido (anciennement Ezo) n'est véritablement colonisée et appropriée qu'après 1868, quand le gouvernement impérial nouvellement rétabli prend conscience de la menace russe en Extrême-Orient. Il faut aussi souligner la proximité avec la péninsule coréenne, à 125 km seulement de Kyushu. Ce qui explique les nombreuses incursions japonaises et les tentatives d'invasion mongoles de 1274 et 1281.



En 1543, un navire portugais s'échoue sur l'île de Tanegashima avec, à son bord, des **arquebuses** portugaises. En quelques années, ces armes sont produites en masse au Japon, où elles entraînent des changements militaires décisifs. À cette occasion, le **christianisme** débarque également dans l'archipel. Propagé par les jésuites, il connaît d'abord un grand succès populaire, tout en séduisant certains daimyos soucieux de s'attirer les faveurs de puissants alliés ibériques.

Avant-dernière dynastie impériale chinoise, les **Ming** chassent en 1368 leurs prédécesseurs mongols, les Yuan. Bâtisseurs de la Grande Muraille et isolationnistes, ils ratent le coche de l'expansion coloniale au **xv^e** siècle. En 1644, les Ming sont renversés par de nouveaux conquérants, les Qing mandchous.

l'époque est également caractérisée par un remarquable essor artistique sous le patronage des princes.

NOBUNAGA, HIDEYOSHI, IEYASU : LES TROIS UNIFICATEURS

1560 Bataille d'Okehazama.

Contre toute attente, Oda Nobunaga (1534-1582), daimyo mineur, taille en pièces l'armée bien supérieure en nombre des Imagawa qui marchait sur la capitale. Fort de ce succès, le jeune Nobunaga entre à Kyoto en 1568, accompagné du dernier des shoguns Ashikaga. L'étoile montante des Oda brise ensuite la force militaire du clergé bouddhiste en rasant en 1571 l'influent monastère du mont Hiei. Tacticien de premier ordre et politicien dénué de scrupules, Nobunaga ferraille contre *ikko-ikki* et féodaux, unifiant tout le centre du pays.

1575 À Nagashino, Nobunaga, aidé de son allié Tokugawa Ieyasu, élimine son principal concurrent, le clan Takeda, en dressant des fortifications de campagne à l'abri desquelles ses arquebusiers déciment la redoutable cavalerie ennemie. Pour l'historien britannique Geoffrey Parker (voir p. 49), il s'agit du premier cas documenté d'**arquebuses** tirant en volées massives et successives. Les méthodes impitoyables de Nobunaga lui valent cependant d'être trahi par l'un de ses généraux, qui force son suzerain

à se donner la mort en 1582 dans l'incendie du temple où il avait trouvé refuge. Le génial Hideyoshi (voir encadré ci-dessous) abat le traître et finit par s'imposer comme le successeur de Nobunaga en écartant les autres prétendants.

1592-1598

Toyotomi Hideyoshi, qui a réuni le pays sous sa coupe

et rêve de bâtir un empire panasiatique, lance ses armées à l'assaut de la Corée, intégrée à l'Empire chinois des **Ming**. 160 000 Japonais débarquent à Pusan et entament une campagne éclair vers la frontière chinoise, balayant les troupes régulières péninsulaires. Les lignes de communication maritimes sont toutefois coupées par la marine coréenne, qui isole un corps expéditionnaire déjà aux prises avec une guérilla acharnée. L'entrée en lice des Chinois rejette les samourais à la côte. Rendu furieux par cet échec militaire et ce camouflet diplomatique, le maître du Japon ordonne en 1597 une seconde invasion, entachée par une escalade de la violence et dont l'objectif est de s'assurer des gages territoriaux. La mort de Hideyoshi en 1598 sonne le glas des hostilités. Cette première tentative impérialiste purge l'archipel d'une partie de l'excédent de guerriers, voire affaiblit, selon Stephen Turnbull, les daimyos convertis au **christianisme**, que le régime redoutait de voir former une cinquième colonne. Elle montre aussi les limites de l'invincibilité supposée du samourai. Quant au projet d'évincer la Chine à la tête d'un Extrême-Orient sino-centré s'ouvrant au commerce

mondial, hypothèse soutenue par l'Américain Kenneth Swope, elle s'évanouit dans un bain de sang.

PAX TOKUGAWA, LE GANT DE FER DES DERNIERS SHOGUNS

1603 Après son triomphe à Sekigahara trois ans plus tôt face au parti de Hideyoshi, Tokugawa Ieyasu devient shogun (voir p. 47). Si le clan Tokugawa hérite du système mis en place par son prédécesseur, son avènement n'en signe pas moins le retour en force du *bakufu*, dont témoigne le transfert du pouvoir shogunal à Edo (voir p. 51). Homme d'État avisé et patient, Ieyasu transmet sa charge à son fils dès 1605, indiquant ainsi ses ambitions dynastiques. Ne reste plus qu'à se débarrasser de l'encombrante maison Toyotomi. C'est chose faite en 1615 avec la prise d'Osaka, où se suicide Hideyori, fils et héritier de Hideyoshi. Les Tokugawa instaurent un régime décentralisé, s'appuyant sur un réseau de vassaux dont les fiefs tiennent les axes stratégiques, encerclent les daimyos à la loyauté douteuse et servent de glacis protecteur aux domaines shogunaux. La pacification du pays et le contrôle étroit des clans se poursuivent avec le démantèlement de toutes les places fortes, à l'exception d'une par fief. Le *sankin-kotai*, qui oblige les grands féodaux à séjourner à la capitale shogunale un an sur deux, est institué en 1635. Les lourdes dépenses somptuaires qui en découlent empêchent efficacement la reconstitution d'armées...

1637-1638 La révolte messianique

de Shimabara éclate à Kyushu par suite des persécutions dont sont victimes les catholiques japonais. Le shogun écrase le soulèvement, dernier soubresaut des guerres civiles, et saisit ce prétexte pour en finir avec les chrétiens qui s'étaient associés aux défenseurs d'Osaka. Décrétée en 1641, la politique isolationniste du *sakoku* interdit toute sortie du pays sous peine de mort et restreint les échanges avec l'extérieur à quelques vaisseaux hollandais (les protestants sont jugés plus accommodants) et chinois.

1702 La vendetta sanglante perpétrée par 47 ronins contre le haut fonctionnaire de la cour

Hideyoshi, un « singe » visionnaire

Personnage clé du *Sengoku Jidai*, la période des États combattants, Toyotomi Hideyoshi en incarne à lui seul les bouleversements. Le « singe », comme le surnommait son suzerain Oda Nobunaga pour moquer son physique disgracieux, serait le fils d'un fantassin né en 1536. Brillant général, Hideyoshi entre au service des Oda puis gravit les échelons jusqu'à devenir le bras droit de Nobunaga. À la mort de son maître en 1582, Hideyoshi en capte l'héritage et parachève son œuvre – il reçoit en outre de l'empereur son patronyme de Toyotomi. Afin d'engranger les dividendes de la paix, il ordonne un arpentage général, qui donne lieu à une refonte du système fiscal. Dès 1588, il entreprend une « chasse aux sabres » – *katana gari* – prélude à l'édit de séparation des classes publié en 1591, qui somme tout combattant occasionnel de choisir entre l'épée et l'agriculture. Hideyoshi parvient ainsi – bel exploit – à pacifier un pays débordant d'armes après des siècles de chaos endémique. Bien que désormais stipendiés (en *koku*, unité de mesure du riz équivalant à la consommation annuelle d'un adulte) et ainsi plus dépendants de la Cour, les samourais sont les grands bénéficiaires du système qui leur offre le monopole de la force militaire. Promoteur de l'exploitation minière et du commerce avec l'Europe et la Chine, celui que l'historien américain Edwin Reischauer qualifie de « plus extraordinaire et éminent personnage politique au monde durant le **xv^e** siècle » déploie une activité frénétique, jetant les bases d'un État moderne. Hideyoshi meurt de la peste le 18 septembre 1598, rongé par l'échec coréen et la hantise de voir son fils bien-aimé dépossédé. Crainte fondée : les réformes profitent surtout aux Tokugawa, qui violent leurs serments et évincent l'héritier de la jeune maison Toyotomi.





impériale qui a causé la mort de leur suzerain, divise l'opinion. Partagés entre la popularité des auteurs d'un crime d'honneur et le devoir de rendre justice, les magistrats shogunaux autorisent les coupables à pratiquer la *seppuku*, suicide rituel par éviscération (voir encadré p. 56). L'épisode illustre le sentiment d'injustice éprouvé par les guerriers que la privation d'emploi contraint de repenser leur position au sein d'une société apaisée. Il met également en relief l'ambivalence du régime face à ses obligés, alors même que les penseurs **néoconfucianistes** élaborent une idéologie d'État justifiant un ordre social strictement figé. Quelques décennies plus tôt, Yamaga Soko avait en effet forgé le concept du *bushido*, la « Voie du guerrier », pont jeté entre traditions orales préexistantes et valeurs morales chevaleresques désormais inculquées aux samourais.

DE MEIJI À HIROSHIMA : LE CRÉPUSCULE AVANT L'APOCALYPSE

1854 À la barre de ses « vaisseaux noirs » américains, le commodore Perry revient à Edo. Il y force la main du shogun, qui consent à rouvrir le pays (voir p. 51). Dans les années qui suivent, le Japon paraphe des traités avec les autres grandes puissances. La prise

de conscience du retard technologique accumulé produit un choc énorme. Il signe l'arrêt de mort du shogunat, renversé en 1868 par une coalition de clans du Sud favorables à la restauration du pouvoir impérial incarné par le jeune Mutsuhito (futur Meiji ; voir p. 53). Politique d'industrialisation, abrogation des restrictions de classes, processus constitutionnel : le nouveau gouvernement aux mains d'une oligarchie se lance dans une série de réformes visant à moderniser l'archipel à marche forcée, afin que celui-ci ne subisse pas le sort de la Chine, dépecée par les puissances coloniales.

1876 Après le rétablissement de la conscription, l'interdiction du port du sabre équivaut de facto à l'abolition de la caste des samourais. Devant cette disparition programmée, Saigo Takamori (1828-1877) mène une ultime révolte de guerriers, écrasée par une armée de conscrits plus moderne (voir p. 52). Quinze ans après son suicide, le « dernier samourai » est néanmoins réhabilité, transformé en parangon des valeurs traditionnelles martiales japonaises. Ce choix funeste, fait au nom de la réconciliation nationale, sème les graines d'une militarisation de la société, d'autant que les samourais ont toujours la haute main sur l'institution militaire et plusieurs **zaibatsu**, ces grandes firmes émergentes. Le slogan alors en vogue proclame



d'ailleurs « *Fukoku Kyohei* » : « Pays riche, armée puissante ! »

1947 Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les Alliés imposent au Japon une nouvelle constitution. Devenus repoussoirs, symboles des vieux démons militariste et nationaliste du pays, la figure du samourai et les ouvrages relatifs au *bushido*, largement instrumentalisés avant et pendant le conflit, sont frappés d'anathème par l'occupant. Le farouche guerrier n'a cependant jamais quitté l'imaginaire et l'inconscient collectif nippons. ■

Les châteaux forts, faute d'artillerie, sont quasiment inexpugnables. Celui d'Akasaka (ci-dessus), brillamment défendu en 1331, tombe cependant quand ses sources en eau sont coupées... À gauche, l'un des 47 ronins, héros d'une vendetta suicidaire érigée en modèle.

Littéralement « hommes vagues », les **ronins** sont des guerriers qui ont perdu leur suzerain ou que les expropriations consécutives au remaniement des fiefs jettent sur les chemins. Ils sont 400 000 en 1650 à vivre d'expédients ou de vol, au ban d'un système où ils n'ont plus de place.

Courant philosophique élaboré par le Chinois Zhu Xi au XII^e siècle, le **néoconfucianisme** prône une stricte hiérarchie des classes, appuyée sur l'« ordre cosmique ». Désireux de fournir un cadre moral à leur politique de contrôle social, les Tokugawa l'adoptent comme doctrine officielle.

Les **zaibatsu** sont les grands trusts apparus à la faveur du développement d'une industrie nationale au XIX^e siècle. Ils constitueront la colonne vertébrale du complexe militaro-industriel durant la Seconde Guerre mondiale.

Ces « hommes forts » enfantés

Propos recueillis et traduits de l'anglais par Maurin Picard

Les samourais ne sont pas apparus subitement en 1192, avec l'avènement de la féodalité au Japon. Pour l'historien **William Wayne Farris**, spécialiste du Japon d'avant le shogunat, ils naissent au contraire d'une longue évolution depuis le VI^e siècle, influencée par d'importants apports étrangers.



William Wayne Farris est professeur d'histoire et de culture traditionnelle

japonaises à l'université d'Hawaï à Manoa. Diplômé de Harvard en 1981, il s'est vite affirmé comme l'un des tout meilleurs experts mondiaux du Japon féodal et des samourais, dont il défend une apparition progressive et non soudaine, comme le soutient son compatriote Karl Friday. Auteur de nombreux livres (voir bibliographie p. 57), on lui doit l'ouvrage de référence sur l'émergence des samourais : *Heavenly Warriors: The Evolution of Japan's Military, 500-1300* (Harvard Univ. Press, 1992).

G&H: Pourquoi les origines des samourais sont-elles si controversées ?

Tout dépend de la définition historique que vous donnez au terme samourai. Si vous privilégiez la dimension de la science du combat ou plutôt celle, plus sédentaire, de propriétaire terrien. Dans le premier cas, vous remonterez au VI^e siècle de notre ère, lorsque les Wa (nom que se donnent alors les Japonais) apprennent à combattre à cheval, avec arc et flèches (voir p. 42). Dans le second cas, si l'on préfère définir les samourais comme des propriétaires terriens, alors ils n'ont pas existé avant l'an 1050, voire 1100. Ces origines sont floues, car les récits fiables sont rares. De 800 à 1100, notamment, une période cruciale pour l'émergence des samourais, c'est le trou noir.

Qui sont ces premiers samourais ?

En l'an 500, ceux que j'appelle les « hommes forts locaux » (*kuni*

no miyatsuko) sont au nombre de 120 tout au plus. Ils règnent sur un bailliage (*kuni*), possèdent des terres et pratiquent l'archerie montée. Leur statut est inférieur à celui des aristocrates civils (*kuge*) des cours impériales de Yamato puis de Heian. Mais ils vont devenir des guerriers professionnels pour servir dans l'armée impériale lors d'expéditions en Corée, ce qui leur permet aussi de mieux exercer leur autorité sur les paysans de leur *kuni*. Je subodore qu'ils sont rétribués de leur loyauté par le produit des pillages en Corée et la légitimité que leur confère l'alliance avec la cour de Yamato.

Ces proto-samourais bénéficient-ils autant de l'art de la terre que celui de la guerre ?

En effet, ils guerroyaient et en tiraient profit, mais s'assurent aussi d'autres sources de revenus : ils reçoivent un salaire et des indemnités liés à leurs fonctions de combattants

et d'administrateurs locaux. Et ils s'adonnent à des activités économiques, comme la production de sel et de chanvre. À partir du VIII^e siècle apparaissent des magistrats de district, puissants officiels locaux, cette fois au nombre de 550 dans l'archipel. Si personne aujourd'hui ne s'aventure à les qualifier de samourais (car on en sait très peu sur eux), ils tiennent leurs juridictions d'une même poigne de fer et utilisent des techniques de combat tout à fait comparables à celles des samourais : l'art du cheval et de l'archerie, du sabre et du combat individuel.

Comment acquièrent-ils cette science du combat ?

L'influence étrangère est évidente. Les expéditions des Wa en Corée, dès les IV^e et V^e siècles, visent à protéger les royaumes alliés de Paekche et Kaya qui fournissent tout ce dont l'archipel manque cruellement : le fer, les chevaux, le savoir-faire militaire, les outils agricoles, la joaillerie, l'or, la céramique et l'idée même d'écriture. C'est un véritable transfert de technologie. Mais cela tourne mal en 400, quand une expédition vire au désastre face au royaume coréen de Koguryo, plus au nord de la péninsule. C'est un traumatisme pour les Wa et une révélation : leurs fantassins sont mis en déroute par des masses de cavaliers vêtus de lourdes cuirasses – comme nous l'indique la stèle du roi coréen Kwanggaet'o (voir p. 43), sur le fleuve Yalu.

Une révélation ?

Oui, car désormais les Wa du VI^e siècle appliquent les principes stratégiques de contre-riposte et de symétrie, qui les incitent à bâtir des systèmes militaires semblables à ceux de leurs rivaux. L'archerie montée érigée en art de la guerre trouve son origine dans ces affrontements avec les guerriers, craints et hais, du Koguryo. L'équitation devient un « droit acquis » des *bushi* (guerriers). Le règne sans partage du cheval durera jusqu'au XIV^e siècle et l'apparition des *yari*, ces longues piques capables d'empaler

par la guerre et la terre

les chevaux et donc de contester la suprématie de ces archers montés.

La science du combat n'évolue-t-elle donc pas sensiblement ?

À partir de l'an 600, elle ne bougera plus guère jusqu'à l'avènement du shogunat en 1192 (voir *chronologie p. 35*). Équipement, armement et tactiques sont déjà en place : les guerriers combattent comme des archers montés et commandent des fantassins recrutés sur leurs propres terres. De nouveaux revers en Corée (660-663) face à la dynastie chinoise des Tang entraînent des améliorations tactiques : le recours à une infanterie de ligne disciplinée, une vraie marine de guerre, des mouvements terrestres et navals coordonnés. Les sabres, eux, s'incurvent (*wakizashi*) au contact des rebelles Emishi de Honshu (au nord-est ; voir *p. 34*) entre 770 et 810, selon le chercheur italien Carlo Giuseppe Tacchini. Les cuirasses s'allègent. Les talents équestres se peaufinent. Mais guère plus.

La menace chinoise des Tang qui pèse sur le Japon à la fin du VII^e siècle a-t-elle d'autres conséquences plus profondes ?

Elle entraîne une concentration du pouvoir, voulue par l'empereur Temmu (672-686), et une militarisation du régime, certes toujours dominé par des aristocrates civils. Les réformes structurelles engagées seront inscrites dans les codes Taiho (en 701 ; voir *p. 34*), d'inspiration chinoise, qui portent création d'une vraie armée, d'une garde aux frontières. Les descendants des *kuni no miyatsuko* s'intègrent dans ce nouveau dispositif. En 670, un recensement de la population a même déjà été décrété pour une mobilisation plus rapide de 100 000 à 120 000 hommes en cas d'invasion.

La tradition politico-militaire japonaise, qui engendrera près de sept siècles de règne samouraï et le militarisme nippon du XX^e siècle, serait-elle d'inspiration chinoise ?

Sur le papier seulement car, dans les faits, c'est une autre histoire. Il y a des différences majeures entre le modèle politico-militaire chinois ultracentralisé et la « copie » japonaise du VIII^e siècle : les Chinois visent

à restreindre ou éliminer l'influence des potentats locaux, les empêcher de jouer un rôle militaire majeur, car ce sont eux qui ont causé beaucoup de troubles durant l'âge de la désunion, entre dynasties du Nord et du Sud (220-589). L'armée japonaise de l'ère Heian (794-1192), elle, s'appuie sur ces magistrats de district qui exercent un contrôle complet sur leurs juridictions et combattent eux-mêmes comme archers montés. Mais une grande partie des innovations tactiques de masse sera oubliée après l'an 800. La principale conséquence des codes Taiho est de mettre en exergue le rôle des magistrats de district, qui deviennent représentants armés du pouvoir central.

Cette influence chinoise va décliner et laisser place à une période de troubles et d'instabilité (800-1100). Comment cela se produit-il ?

L'ensemble des règles d'inspiration chinoise (et pas seulement militaires) sur la base des codes Taiho se désagrège sous l'effet d'une très mauvaise conjoncture économique, avec son cortège de calamités : famine et épidémies, guerres civiles provoquées par des notables locaux et magistrats de district moins obéissants, baisse subséquente de la démographie, réduction de la base fiscale et explosion des dépenses publiques.

Les futurs samouraïs émergent-ils de ce désordre ?

Jusqu'en 1100, ces guerriers n'ont jamais possédé un sens politique suffisant

pour déposer la cour impériale.

Au X^e siècle, Taira no Masakado a bien essayé de bousculer la hiérarchie en 935-940, mais il y a laissé la vie. L'affrontement entre les familles Minamoto et Taira, durant la guerre de Genpei (1180-1185), sonnera le glas de la prédominance du pouvoir civil aristocratique sur les grandes familles de guerriers. Mais pas en 1185, comme le suggèrent d'autres chercheurs : les samouraïs vont mettre un bon siècle à s'imposer définitivement, à la fin du XIII^e siècle, en jouant un rôle décisif dans le refoulement des invasions mongoles (1274 et 1281 ; voir *p. 44*). ■

La genèse des samouraïs en tant que combattants démarre à l'époque Azuka (538-710). Les guerriers y apprennent le maniement du grand arc appelé *yumi*. L'archer cuirassé monté (ci-dessous) est une importation de Corée, là où de tels guerriers ont infligé une terrible défaite aux fantassins Wa armés de lances de tradition antérieure. L'époque Heian (794-1192) consolide l'emprise des seigneurs propriétaires terriens (page de gauche). L'arc et la flèche restent l'apanage de cette élite de premiers samouraïs, servie par des fantassins recrutés sur leurs domaines.



Plume, acier et plomb : les trois

Par Éric Tréguier

Pas de samouraï sans son sabre ? Sans doute, mais c'est oublier que jusqu'à la fin du XIII^e siècle, ces guerriers ont été avant tout des archers montés, comme les cavaliers mongols. Et que l'arquebuse, à la fin du XVI^e siècle, a changé à son tour la physionomie des batailles. Retour sur sept siècles d'évolution tactique et trois arts du combat fort différents.



Ce qui définit le samouraï avant le sabre ou l'arquebuse, c'est le *yumi* : un arc composite – bois et bambou (au centre, un modèle du XVIII^e siècle) – long de 2 m, dont la poignée est placée à hauteur du tiers inférieur.

1 – DES ORIGINES AU XIII^e SIÈCLE : L'ARC ET LA FLÈCHE

Dans l'imaginaire occidental, le samouraï est vu comme un chevalier médiéval européen : protégé par une lourde armure et expert dans le maniement de l'arme blanche. Certes, son sabre, dont le plus connu est le *katana* (voir encadré p. 45), est plus recourbé, son armure n'est pas d'acier brillant, mais l'amateur des films de samourais imagine les batailles rangées au Japon un peu comme des Bouvines, des Courtrai ou des Azincourt à la sauce soja.

La réalité, on s'en doute, est fort différente et varie dans le temps (comme en Occident, d'ailleurs). Il n'existe pas un seul art de la guerre des samourais mais une série d'évolutions successives, que l'on pourrait résumer en trois grandes phases : l'archer monté, le cavalier de choc et le capitaine de mousquetaires. La première de ces trois époques commence à la fin du I^{er} siècle. C'est la période dite Yamato (250-710) : le Japon est alors largement

sous l'influence — religion, écriture et cérémonial de cour compris — du modèle continental chinois (voir p. 34). L'armée impériale est ainsi constituée de fantassins levés dans les villages : tous les adultes de 20 à 59 ans sont susceptibles d'y être enrôlés. Le Japon est aussi en contact étroit avec les trois royaumes de la Corée voisine (voir p. 40), et notamment celui de Paekche qui alimente l'archipel en acier et en artisans qualifiés. Or, ce précieux allié se retrouve en lutte

mues du samourai

contre les États voisins rivaux de Silla et Koguryo. En 400, une armée japonaise envoyée en soutien se fait écraser par l'armée du puissant roi **Kwanggaet'o** de Koguryo, richement pourvue en cavaliers...

Les Wa (voir p. 40), qui n'utilisent pas d'unités montées, retiennent cette dure leçon et les importent dans l'archipel. Cette réforme tactique va porter ses fruits dans l'interminable guerre d'usure que les troupes impériales mènent contre les Emishi, ces tribus rebelles du centre du Japon (voir p. 34) dont les troupes d'archers montés sont rapides et insaisissables. Pour les soumettre, il ne suffit pas cependant d'adopter leurs méthodes de combat. L'empire doit aussi améliorer l'inefficace appareil militaire.

Vers 730, l'empereur met en place un système qui perdurera plusieurs siècles et sera perfectionné par les pouvoirs successifs: en échange de leur service armé, il accorde des droits aux différents clans qui contrôlent les terres les plus éloignées de Kyoto. Le système fonctionne à merveille: les clans,

articulés autour de guerriers professionnels appelés *tsuwamono* ou *bushi*, repoussent les Emishi et finissent par les soumettre au IX^e siècle. Ils sont, en fait, les premiers « samourais », mot dérivé du verbe *saburau* qui signifie servir et désigne au début les gardes des demeures des notables.

L'ère du combat individuel

Mais en déléguant l'autorité militaire aux premiers samourais, le pouvoir central joue aussi avec le feu: les clans distingués en profitent pour acquérir prestige et fortune, en privatisant des terres qu'ils mettent en culture... ou en s'arrogeant celles d'autres familles ou communautés. Le résultat est la montée des rivalités entre clans, et les conflits, inévitables, qui s'ensuivent.

Les samourais de ces premières guerres claniques ne combattent pas seuls. Chacun d'eux fait partie d'un

ie, une « maison », d'une manière qui rappelle, mais en partie seulement, la chevalerie européenne. Il est protégé par une armure (un *dô*; voir ci-contre) et entouré de suivants, eux aussi protégés par des armures, mais plus rudimentaires (les *dô maru*). Ces *ashigaru* (« pieds légers ») sont coiffés, d'abord, d'un simple chapeau de feutre puis, à partir de la guerre d'Onin (1467-1477; voir p. 37), d'un casque *jingasa*. Jusqu'au XIII^e-XIV^e siècle, les armées japonaises sont des regroupements de *ie*: quelques centaines d'hommes, voire quelques milliers, qui combattent en petits groupes, selon un rituel bien précis. Les troupes à pied se disposent généralement derrière de grands panneaux de bois à l'épreuve des flèches. De ces remparts sortent alors les samourais qui viennent défier, en annonçant nom, pedigree et exploits, ceux du camp d'en face. Rituel essentiel: la récompense attribuée à la fin de la bataille — terres, riz, soieries... — dépend de la qualité de l'ennemi vaincu. Il y a gros à gagner en battant l'adversaire le plus redoutable. Une fois que celui-ci s'est fait connaître, le combat peut commencer. Le corps à corps est rare: il s'agit surtout d'une succession de duels d'archers à cheval, où chacun démontre sa prouesse au tir.

Les cavaliers étant bien protégés, le combat s'achève souvent par un retrait (« honorable »)

des parties, l'issue étant proclamée par accord mutuel. Si, cependant, un samourai est tué, son adversaire (et les *ashigaru* qui courent à ses côtés) peut lui couper la tête et la rapporter comme trophée (voir encadré p. 44).

Ce modèle de guerre très formalisé se perpétue tout au long des rudes conflits qui secouent le Japon du XI^e au XIV^e siècle, à commencer par la guerre



■ Dô, la boîte à guerrier

Les guerriers sont protégés par des *dô*, armures qui vont évoluer par étapes. Les plus connues, les *yoroi*, pèsent environ 30 kg et sont des assemblages savants, des sortes de « boîtes » de bois, de fer, de cuir, de coton et de soie. Leur élément principal est une plaque ventrale en fer, avec deux renforts dans le dos et une jupe d'armes, formée de trois plaques de bois ou de cuir articulées, les *kusazuri*. L'armure est complétée par des plaques d'épaules (*sode*) et un casque, le *kabuto*, constitué d'une douzaine de plaques rivetées ensemble. Efficace et relativement léger, le *yoroi* a cependant un défaut: il réduit les mouvements. Tirer à l'arc à cheval n'est possible que du côté gauche et sur 45° maximum! La cuirasse évolue donc pour mieux s'ajuster au corps et s'adapter à l'évolution de l'armement: les plaques ventrales en acier seront renforcées au XVI^e siècle pour arrêter les balles d'arquebuse et les *sode* considérablement réduites, pour libérer les mouvements d'escrime.

de Genpei (voir p. 35) qui oppose les deux grands clans émergents, Taira et Minamoto. Brutal, mais intelligent, le vainqueur Minamoto no Yoritomo, renforce la hiérarchisation de la société et récompense les clans alliés en leur concédant davantage encore d'autorité qu'ils n'en avaient jusqu'alors. Il fonde aussi un nouveau régime, le shogunat, qui relègue peu à peu l'empereur (associé aux Taira vaincus) à un rôle de pontife religieux.

Conquérant méconnu, le Coréen **Kwanggaet'o** (374-413) sort de son royaume de Koguryo (recouvrant l'actuelle Corée du Nord et le nord de la Corée du Sud) pour soumettre le sud de l'actuelle Mandchourie. Il vainc successivement les royaumes coréens du Sud — Paekche, Silla et Kaya — et leur impose sa loi.

Le *toppai jingasa* est un casque conique en peau renforcée et laquée ou en plaques de fer rivetées. Il devient emblématique des fantassins *ashigaru* lors des guerres de l'époque Sengoku à la fin du XVI^e siècle.





Ce paravent somptueux décrit la bataille de Sekigahara, qui en 1600 consacre pour deux cent cinquante ans la victoire du clan Tokugawa. Même à cette époque tardive, les têtes coupées (en bas du 2^e panneau en partant de la droite) restent un trophée de choix.

2 – DU XIII^e AU XVI^e SIÈCLE : LE SABRE ET LA LANCE

Avec Yoritomo, les samouraïs sont désormais, et jusqu'à l'aube du xx^e siècle, les maîtres du Japon. C'est aussi l'époque où ils bâtissent leur légende, par le biais d'une littérature abondante où ces coupeurs de têtes aiment se présenter en preux chevalier. Ce qui transparaît dans ces récits confirme la prééminence de l'arc sur l'arme blanche. L'un des premiers

gunki (récits de guerre), la chronique *Shomonki monogatari* écrite vers l'an 1000 et qui liste de multiples batailles, ne fait que deux allusions à des combats au sabre. Et le *Heike monogatari*, chronique plus tardive de la guerre de Genpei, n'évoque qu'un unique épisode de combat monté au sabre. Le changement, à nouveau, vient de l'extérieur : en 1274, des milliers (peut-être 25 000, le chiffre est controversé) de soldats mongols, chinois et coréens débarquent dans la baie de Hakata, à Kyushu. Ils viennent conquérir l'archipel.

L'attaque a été décidée par le Mongol Kubilai. Il veut soumettre le Japon qui refuse de payer tribut. L'affaire débute mal pour les orgueilleux samouraïs : les envahisseurs ne respectent pas les règles du jeu. Le *Hachiman Gudokun*, un traité composé une génération après l'invasion, sous le règne de Hanazono (1308-1318), s'en plaint : « Dans notre façon de combattre, nous devons d'abord appeler

quelqu'un dans les rangs ennemis pour l'attaquer en combat singulier. Mais ils ne respectaient pas ces usages : ils se précipitaient en avant tous ensemble, saisissant n'importe qui et le tuant ! » Faisant fi des exploits individuels, les fantassins coréens et chinois et les cavaliers mongols, avec leurs grosses bottes et leurs longs manteaux renforcés de cuir et de métal, manœuvrent en masse, au son du tambour. Pire : ils utilisent des armes indignes, comme des catapultes et des explosifs incendiaires, qui paniquent hommes et chevaux.

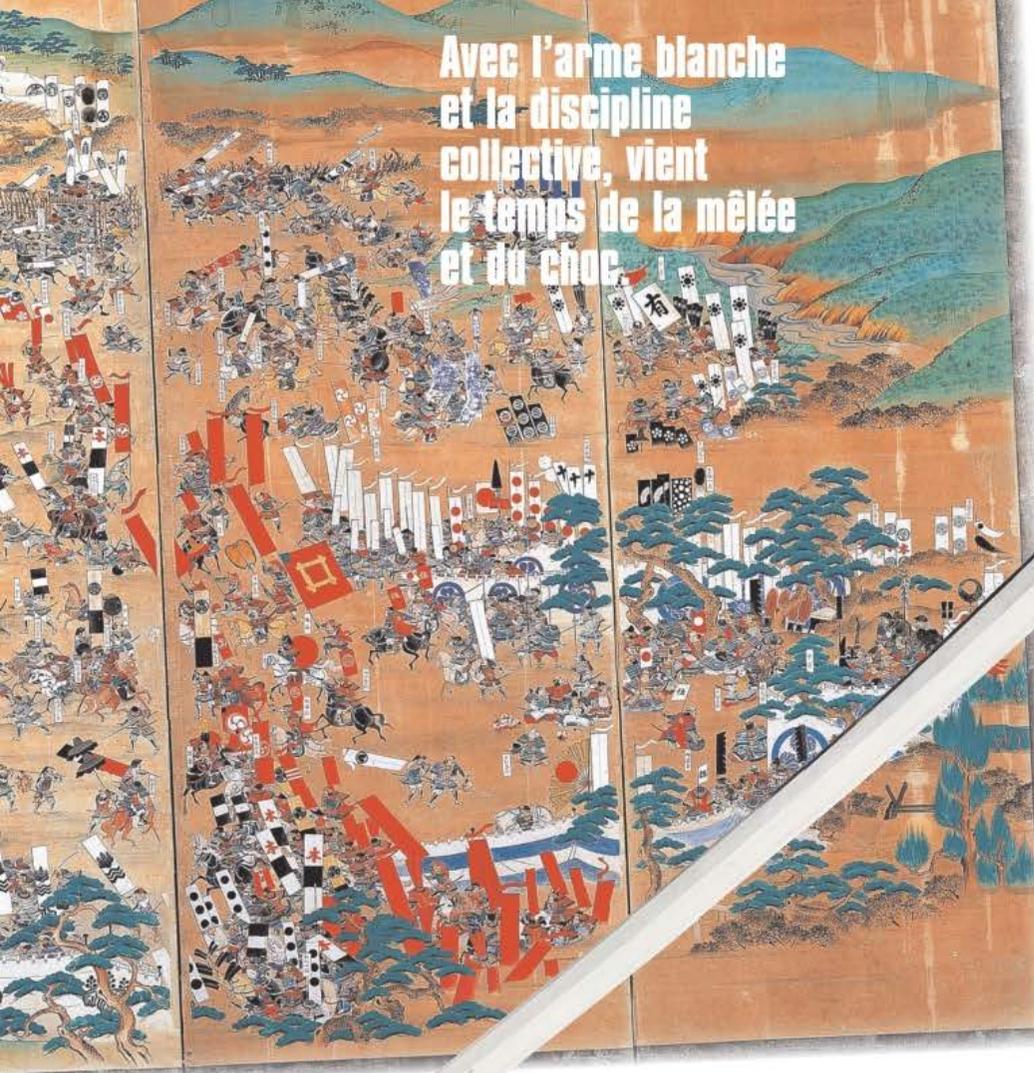
Des archers montés aux cavaliers lourds

Heureusement, un coup de vent opportun (uniquement mentionné dans les sources chinoises) disperse la flotte ennemie. Les envahisseurs s'en vont. Mais c'est pour mieux revenir : en 1281, ils sont 140 000 (chiffre d'origine chinoise et sans doute

■ Ne surtout pas perdre la tête !

Pour les samouraïs victorieux, couper la tête de l'adversaire est le but ultime du combat. Dûment étiquetés au nom du vainqueur, les trophées sont exposés avec un soin jaloux : lavés, peignés, visages composant des rictus codifiés. Devant le général, les têtes peuvent ainsi s'aligner sur plusieurs mètres... Pour le vaincu, son clan et sa famille, perdre la tête signifie une perte de rang et tout est bon pour éviter ce déshonneur. Dans le *Heiji monogatari*, récit des premiers affrontements entre clans Taira et Minamoto en 1159-1160, un samouraï, Takiguchi Toshitsune, est touché à la gorge lors d'une bataille. Gravement touché, il glisse de son cheval, agonisant. Son maître ordonne alors à un vassal : « Ne laisse pas la tête de Takiguchi être prise par l'ennemi. Apporte-la moi ! » En entendant cela, le blessé tend alors son cou et dit au soldat qui lève son sabre : « Me voilà rassuré. Vas-y ! »

Avec l'arme blanche
et la discipline
collective, vient
le temps de la mêlée
et du choc.



■ Le katana, symbole du samouraï

Le *katana daito*, au *xv^e* siècle, désigne un sabre à tranchant unique, destiné à frapper d'estoc et, surtout, de taille, évolution du *tachi* plus ancien, plus long et plus fin (*ci-contre, tachi de cérémonie du milieu du xvii^e s.*). Sa longueur est d'environ 90 cm. Il apparaît au moment où l'arc décline et entraîne l'apparition d'une escrime très particulière, où la rapidité et l'adresse sont décisives, portée à la perfection par le légendaire Miyamoto Musashi (v. 1584-1645).

La lame est le fruit d'une métallurgie très sophistiquée, où l'acier, plié et replié, est progressivement purgé de ses impuretés et renforcé, sur son tranchant, par un acier plus dur. Il est accompagné d'un sabre plus court, le *wakizashi*.

Petit-fils de Gengis Khan, Kubilai Khan (1215-1294) succède à son frère Möngke en 1260. Vainqueur de la guerre civile qui agite alors l'Empire mongol, Kubilai soumet la Corée en 1260, puis fonde en 1271 la dynastie impériale chinoise des Yuan, avec pour capitale Cambaluc (Pékin). Grand constructeur, bon militaire et fin politique, Kubilai achève la conquête de la Chine du Sud en soumettant la dynastie Song en 1276. Mais il échoue par deux fois au Japon en 1274 et 1281.

exagéré) à toucher le rivage, exactement sur le même site. Mais les défenseurs ont appris la leçon... « Après la première invasion, les Japonais ont fortifié Hakata. Ils ont construit le fameux mur qui barre toujours la plage et ont mis en place d'autres obstacles : des fossés, garnis de pointes. Et ces obstacles vont parfaitement remplir leur office », précise l'historien français Robert Calvet, spécialiste des samourais. À Hakata, face aux Mongols, les samourais n'ont d'autre choix que de se battre à pied, au milieu de simples soldats. Et ils font preuve d'initiative : ils harcèlent à bord d'une nuée de barques les lourds navires mongols. Pour ces abordages, les sabres japonais, qui n'ont pourtant pas encore atteint leur légendaire perfection, sont à la fête : ils découpent avec

facilité les lourdes brigandines (vestes de cuir renforcées de lames de métal), au grand étonnement des Mongols, dont les épées chinoises sont moins affûtées. Les exploits des samourais n'auraient sans doute pas suffi, si une tempête opportune, le fameux *kamikaze* (« vent divin », n'avait anéanti la flotte d'invasion (voir G&H n° 11, p. 58). Le choc mongol toutefois est rude et révèle les limites des anciennes tactiques. Entre l'invasion mongole, la guerre de Nanbokucho (1379-1399) et celle d'Onin (1467-1477), les archers montés vont donc céder la place, progressivement, aux cavaliers lourds. Armés de sabres et surtout de *yari*, lances de bois laqué d'environ 3 m, ils s'entraînent spécialement à charger en groupe les flancs des unités de fantassins et prennent goût au combat à pied. Avec la guerre d'Onin, les *ashigaru*, autrefois simples figurants et auxiliaires, ont conquis une importance cruciale sur le champ de bataille, avec la création d'unités au recrutement régional, entraînés à manier la pique, comme les envahisseurs sino-mongols de jadis. En 1467, Hatakeyama Masanaga, avec une

« phalange » de 2000 hommes, stupéfie le Japon en écrasant une armée de... 6000 à 7000 cavaliers, parmi lesquels nombre de samourais. Or, des *ashigaru*, il est possible d'en lever beaucoup, et de plus en plus, grâce à une démographie galopante : entre le *xv^e* et le *xvi^e* siècle, la population japonaise passe de 6 à plus de 10 millions ! Avec l'arme blanche et la discipline collective, le combat change radicalement : fini le temps des duels à distance, voici venu celui de la mêlée et du choc. « Lances et piques deviennent les armes principales du champ de bataille, confirme Thomas D. Conlan, professeur d'histoire du Japon à Princeton. Au *xiv^e* siècle, elles n'infligent encore que 7 % des blessures au corps à corps. Mais ce pourcentage passe à 74 % au *xv^e* siècle et même à... 98 % autour de 1600. » Cette année-là, à la bataille décisive de Sekigahara (voir p. 47), l'arc est devenu si rare que les chroniqueurs s'étonnent que le général Shimazu Yoshihisa ait pris la peine de s'en équiper... Mais l'avènement du sabre n'est pas tout : au milieu du *xvi^e* siècle intervient un changement plus radical encore.

3 – DU XVI^e AU XVII^e SIÈCLE : L'ARQUEBUSE

En 1543, un navire portugais est drossé par la tempête près de Tanegashima, au sud de Kyushu. Son capitaine rencontre le seigneur du lieu, Shimazu Tokitaka, auquel il vend une poignée d'engins aussi meurtriers que remarquables : des arquebuses à mèche dernier cri. Tokitaka est fasciné par l'arme, légère et bien plus précise que les modèles grossiers utilisés en Corée depuis 1377, et déjà connus des Japonais. De plus, il suffit d'une grosse semaine d'exercice pour la manier, contre deux à cinq ans d'entraînement pour l'arc... « Les Japonais s'enthousiasment aussitôt pour cette nouvelle arme et, deux ans après son arrivée, les forgerons sont capables de la copier, de la produire de façon quasi industrielle

et même de l'améliorer, en inventant un petit cache, qui protège le bassinet rempli de poudre et permet de tirer, même sous la pluie », explique Robert Calvet. Un marchand portugais de l'époque, Fernão Mendes Pinto (1510-1583), s'étonne aussi de cet engouement pour cette arme qu'il explique par l'attrait « naturel des Japonais pour la guerre, à laquelle ils prennent plus de plaisir que toute autre nation... »

Les ashigaru au pouvoir

L'arrivée de l'arquebuse, baptisée *teppo*, accélère les changements en cours et bouleverse l'ordre tactique et social en renforçant encore l'importance des *ashigaru*. Car les progrès accomplis par les daimyos

dans l'exploitation agricole vont permettre de lever des armées quasi-permanentes. Cela sera facilité par le système de conscription, qui permet à tout seigneur de calculer précisément le nombre d'hommes que chaque vassal doit lui fournir, en fonction de la richesse qu'il tire de ses terres. Ce système fascine François Caron, un jésuite présent au Japon vers 1590 : « Celui qui a un millier de *koku* par an doit fournir, lorsqu'on lui demande, vingt fantassins et deux cavaliers. Ainsi le seigneur de Hirado [une île près de Nagasaki], qui a 60000 *koku* annuels

À Nagashino, en 1575, l'alliance d'Oda Nobunaga et de Tokugawa Ieyasu doit la victoire à une innovation tactique : tirant en salves, abrités par des palissades, 3000 arquebusiers brisent les charges de cavalerie lourde du clan Takeda. L'arquebuse, ou *teppo*, présentée à droite est plus tardive : elle date du XVIII^e siècle, période de paix.

ILLUSTRATION : ANGUS MC BRIDE/OSPREY



doit fournir, ce qu'il fait facilement, 1200 fantassins et 120 cavaliers, plus les équipages du train nécessaires. »

Les armées ainsi rassemblées sont gigantesques: il n'est pas rare, pendant la période Sengoku, de voir plus de 60 000 soldats sur un même champ de bataille! Dans les années 1590, Hideyoshi en enverra même 160 000 en Corée. « *Au même moment, en Europe, l'armée espagnole, la plus puissante du continent, ne peut aligner que 30 000 hommes dont quelques centaines d'arquebusiers* », relève Robert Calvet. Manier de telles armées et leur faire exécuter des manœuvres compliquées requiert un degré d'organisation considérable... Or, au XVI^e siècle, les Japonais sont parvenus à un niveau de maîtrise du commandement, de l'intendance et des communications qui ne sera atteint,

en Europe, qu'avec la Révolution française. Cette organisation, combinée à l'introduction des manœuvres de masse, des armes à feu et à la création de châteaux (voir G&H n° 15, p. 90), engendre au Japon l'équivalent d'une révolution militaire (voir p. 48).

Des armées servies par une immense logistique

Le XVI^e siècle, véritablement, marque l'apogée de l'art de la guerre japonais et d'une logistique comme on n'en a jamais vu. Chaque *ashigaru* transporte environ dix jours de riz avec lui. Mais il faut aussi pourvoir à la nourriture des chevaux, au transport des tentes, des flèches et des armures. Le système de conscription mis en place permet de lever des armées énormes, comme à **Sekigahara** et **Osaka**, où les combattants

Les samouraïs, descendus de cheval, se sont intégrés à la troupe.

arrière de la ligne de front, mais bien en vue de ses troupes. Il est signalé par les bannières de tous les clans alliés présents. « *Protégé par sa garde personnelle — les hatamoto*

—, il est entouré de ses généraux qui relaient ses ordres », précise Robert Calvet. Des ordres transmis à l'aide de tambours (comme les grands *taiko*), de conques (*horogai*) et parfois de signaux graphiques (drapeaux de couleurs diverses), lorsque les manœuvres ont pu être prévues à l'avance. Sinon, l'état-major envoie des courriers (*tsukai-ban*) à cheval,

distingués par d'immenses *sashimono*, bannières accrochées à leur dos. Dans les armées de fantassins qui se sont imposées depuis la guerre d'Onin, une

grande partie des samouraïs sont descendus de cheval pour s'intégrer à la troupe. Ils encadrent les *ashigaru* ou sont déployés en masse, comme unités de choc. Ne pas s'y tromper cependant : à la fin de l'époque Sengoku, ce sont les dizaines de milliers de fantassins, et non les samouraïs, qui permettent au trio Nobunaga, Hideyoshi

Un **koku** est une mesure de riz supposée nourrir une personne pendant un an, soit environ 278 litres ou 150 kg.

La **bataille de Sekigahara** (21 octobre 1600) oppose Tokugawa Ieyasu à une alliance de capitaines loyaux aux dernières volontés du défunt Toyotomi Hideyoshi. Cette colossale bataille rangée oppose 170 000 soldats et samouraïs autour d'un carrefour stratégique au centre du pays, jusqu'à ce qu'une trahison donne la victoire à Ieyasu, sacré shogun en 1603.

La **campagne d'Osaka** (novembre 1614 à juin 1615) marque le dernier épisode de la conquête du pouvoir absolu par Tokugawa Ieyasu. À Tennoji, le 3 juin 1615, les 55 000 soldats de Toyotomi Hideyori, fils de Hideyoshi et ultime chef de clan encore en lutte, sont écrasés par les 150 000 hommes de Ieyasu. Hideyori, assiégé, sans espoir de secours, dans le château d'Osaka, se suicide. Son fils de 8 ans est décapité et les Tokugawa s'emparent du shogunat. Ils le conserveront jusqu'en 1868.

ne représentent que deux tiers des effectifs déployés. Sur le terrain, les unités combattantes ont besoin d'être à la fois bien coordonnées et bien déployées. Les formations en « aile de grue » ou en « écailles de poisson », décrites par les lettrés tardifs de l'ère Tokugawa (du XVII^e au XIX^e siècle), ne sont souvent que des élucubrations savantes tirées de manuels militaires chinois. Une étude minutieuse des paravents des XV^e et XVI^e siècles n'en montre pas moins une disposition des unités pas très lointaine de ce qui se fait en Europe et qui tient compte du terrain, de la fidélité de leur commandant et de leur spécialisation : des unités d'arquebusiers derrière des boucliers, protégées par des lanciers, des cavaliers sur les ailes... Point central de ce déploiement : la place des généraux. Membres de la famille ou alliés, ils sont signalés par de grandes bannières, qui jouent le rôle de point d'ancrage pour les troupes... et signalent aussi parfois l'opportunité d'une belle prise pour l'ennemi. Le commandant en chef établit son camp en

et Ieyasu d'unifier le Japon. Une nouvelle ère de paix s'ouvre alors. Avec le début du shogunat Tokugawa, le samouraï va devoir apprendre à troquer l'arc, le sabre et l'arquebuse pour d'autres armes, presque aussi redoutables : le pinceau du fonctionnaire et le boulier du comptable. ■

Le teppo, l'arme à feu née sur l'archipel

L'arquebuse japonaise, ou *teppo*, est une version améliorée et allégée du mousquet européen. Elle ne pèse que 7 à 8 kg, épargnant l'usage d'une fourche au moment du tir. Plus pragmatiques que les Européens, les Japonais standardisent bien avant eux calibres et balles (8,5 g environ). Le fonctionnement de ce *teppo* est simple. La détente actionne un ressort qui fait tomber la mèche sur un réservoir placé sur le côté du canon où se trouve la poudre d'amorçage. Laquelle enflamme, via un trou, la charge placée à l'intérieur de l'arme. La portée utile est d'environ 50 m, supérieure à celle de l'arc. Et avec un énorme pouvoir destructeur : en 1600, les *teppo* sont responsables de 80 % des blessures par projectiles.



La révolution militaire du XVI^e

Par Laurent Henninger

Naissance d'une infanterie populaire, irruption des armes à feu... À première vue, les mutations militaires survenues dans l'archipel nippon au XVI^e siècle ressemblent fort à ce qu'il se passe en Europe. Cette ressemblance est en fait plus apparente que réelle.



Princesse Mononoké, chef-d'œuvre d'animation de 1997 signé Miyazaki, fait de l'arquebuse un symbole de la révolution aussi puissant qu'un AK-47. Dans un décor planté au XVI^e siècle, l'arme est la clé de la défense de la « Ville du fer » dirigée par Dame Eboshi (ci-dessous). Héroïne de la modernité dans un monde féodal masculin, Eboshi rassemble sous son aile des lépreux et d'anciennes prostituées, force prolétaire de la forge opposée à l'archaïsme destructeur des samourais. C'est magnifique !



Pavie, 1525 : la cavalerie lourde de François I^{er} est surprise par les mousquetaires de Charles de Lannoy. Le roi de France est capturé, ses plus grands chevaliers capitaines sont morts. Autre temps, autre lieu : à Nagashino, en 1575, les salves d'Oda Nobunaga étrillent la cavalerie lourde de Takeda Katsuyori et tuent huit de ses célèbres « vingt-quatre généraux ». Pavie, Nagashino, même combat ? Quelle fascinante ressemblance, en effet. Comme si, à 10 000 km et un demi-siècle de distance, et sans liaison apparente, était intervenue la grande mutation que l'historien britannique

Geoffrey Parker (voir encadré) qualifie de

« révolution militaire ». Le phénomène observé au Japon mérite-t-il pour autant l'appellation ?

Sur le plan des origines, en tout cas, le parallèle est frappant. Comme en Europe (voir G&H n° 10, p. 34), l'apparition des armes à feu — centre de gravité technologique de la « révolution » — est précédée au Japon par une mutation socio-politico-militaire qui voit apparaître et monter en puissance une infanterie

populaire, les *ashigaru* (voir p. 43). Ces derniers étant paysans ou artisans, il s'ensuit une importante ouverture sociale. Car pour assurer l'encadrement de ces nouvelles masses d'hommes, l'aristocratie samourai ne suffit plus : la promotion d'hommes du peuple devient indispensable et l'aristocratie des cavaliers archers, lointain héritage steppique, y perd le monopole de la guerre. Pas rien !

L'arquebuse se répand telle une traînée de poudre

C'est sur cette base commune à l'Europe et au Japon qu'intervient le second épisode fondateur : l'irruption de l'arquebuse en 1543 (voir p. 46). Les Japonais connaissent certes déjà la poudre, par le biais des Coréens. Mais leur arsenal complexe n'a rien de comparable avec l'arme simple et rationnelle qui tombe entre leurs mains et qui répond idéalement à leur besoin : armer vite et bien des masses énormes de fantassins incultes quant au maniement des armes traditionnelles. Même si l'arc reste utilisé en parallèle, l'arquebuse, copiée et rationalisée par les excellents artisans locaux, se répand à une vitesse fulgurante. L'arquebuse n'est pas seulement facile à répliquer et à manier : elle

s'intègre au mieux dans la culture japonaise du combat, déjà centrée sur les armes de jet. Bien conscients de leur vulnérabilité, les *ashigaru* compensent la lenteur du rechargement en mettant au point des techniques de « feu roulant » (un rang tire pendant que les autres rechargent). Les Japonais innovent ainsi dès Nagashino ce principe tactique fondamental que les Européens ne formaliseront systématiquement que vingt ans plus tard.

Si l'usage de la mousqueterie est en avance au Japon, l'artillerie rencontre en revanche moins de succès. Sans doute les métallurgistes locaux ont-ils plus de mal à fabriquer des tubes de gros calibre. Mais il peut s'agir également d'un choix : l'arme à feu collective répond bien moins à un besoin urgent que l'équipement de masses de fantassins. Ce double frein n'exclut pas l'acquisition de pièces (auprès des Chinois ou des Portugais), ne serait-ce que pour les sièges des forteresses. Ces dernières évoluent d'ailleurs — trait « révolutionnaire » important selon Parker — pour encaisser la menace : construites sur des soubassements inclinés invulnérables, elles absorbent le choc des projectiles (voir G&H n° 15, p. 90). Ces fortifications énormes abritent d'importantes garnisons, là encore comme en Europe.

siècle fait long feu



■ La révolution militaire, moteur de l'histoire mondiale selon Parker

Né en 1943, l'historien britannique Geoffrey Parker s'est d'abord fait connaître comme un spécialiste des armées du XVI^e siècle, avant de publier en 1988 un ouvrage devenu référence, *La Révolution militaire : l'innovation militaire et l'essor de l'Occident, 1500-1800* (rééd. Folio, 2013). Sur cette période de trois siècles qui voit apparaître les armes à feu, Parker explique comment la guerre forge les États modernes, forcés d'organiser et de financer par un système fiscal efficace des armées dont la taille et le coût ne cessent de croître jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. Parker raconte également comment la technologie, navale notamment, ouvre aux Européens les espaces océaniques, pavant le chemin du colonialisme. Et formatant la planète sur laquelle nous vivons.

Mais elles n'entourent jamais de villes, au contraire de ce qui se pratique communément en Occident et systématiquement en Chine. La ressemblance avec la révolution militaire européenne ne s'arrête pas à l'intégration des armes à feu. Parce que l'équipement, l'organisation, le déplacement, le ravitaillement et la manœuvre d'armées de plus en plus nombreuses l'exigent, les campagnes et les opérations se complexifient. Comme sur le Vieux Continent, les ressources du pays sont presque totalement mobilisées, même de façon temporaire, tandis qu'apparaissent des corps de soldats spécialisés dans la logistique ou le génie. L'art du commandement s'enrichit de ceux de la planification, de la concentration des forces et de l'acquisition de la mobilité stratégique... Tout cela entraîne l'essor du réseau routier, mais aussi des classes sociales des artisans et des marchands. Parallèlement à l'évolution de la logistique, la tactique elle-même mue sur le champ de bataille, avec des conséquences profondes sur la structure sociale du Japon. Dans le but principal d'optimiser le feu, il faut qu'arquebusiers, fantassins porteurs de *naginata* (lances halberdes), archers et cavalerie samouraï apprennent à manœuvrer et combattre ensemble. Or, cette coordination passe par

l'éclatement des liens féodaux au profit d'une identité militaire plus liée à l'État (ou ce qui tend à le devenir) qu'à des individus, même prestigieux. Hideyoshi (voir encadré p. 38), le grand successeur de Nobunaga en 1582, doit une partie de son succès à sa capacité à mélanger dans ses unités des hommes d'origines diverses, qui n'étaient plus organisés et regroupés en fonction de liens féodaux, c'est-à-dire locaux, historiques ou familiaux. Même la chaîne hiérarchique perd ses caractéristiques de fière indépendance féodale pour devenir une machine de transmission automatique subordonnée au commandement.

La peur des masses

La liste des ressemblances, impressionnante, s'arrête cependant ici. Car la « révolution militaire » japonaise, à la grande différence de ce qu'il se passe en Europe, avorte au début du XVII^e siècle. Les élites japonaises finissent par redouter le monstre qu'elles ont engendré : la constitution de masses d'infanterie a beau être contrôlée, elle n'en produit pas moins un terreau fertile pour une possible révolution sociale, *a fortiori* dans un environnement politico-stratégique très mouvant. Cette crainte renforce la détermination de l'aristocratie à finir au plus vite les guerres civiles.

Avec la paix de 1615 vient d'abord l'unification politique sous l'égide du shogun Tokugawa Ieyasu. L'aristocratie de type féodal, turbulent et violent, devient un rouage de l'appareil d'État, désormais sous contrôle, et les samourais se fonctionnarisent, tout en s'emparant du droit exclusif de porter les armes (voir p. 38). Et le processus de modernisation s'arrête. Il ne reprendra que deux cents ans plus tard, à l'ère Meiji (voir p. 50). Ainsi, la « révolution militaire » au Japon ne dépasse-t-elle guère le cadre martial, différence fondamentale, incontournable, avec ce que l'on observe en Occident. Au pays du shogun, pas de naissance du capitalisme, pas d'émergence de nouvelles classes sociales comme la bourgeoisie, pas d'ouverture sociale capable d'accoucher d'une représentation populaire (même limitée). Et pas non plus de ces bouleversements anthropologiques qui conduisent par exemple en Europe à redéfinir progressivement la nature du courage guerrier. Enfin, on n'observe pas au Japon (ni en Asie, d'ailleurs) de réflexion intellectuelle et théorique sur la technique ni d'apparition de la pensée scientifique qui aboutissent à ce que les Occidentaux appellent « ingénierie ». Mot appelé pourtant à un bel avenir au pays du Soleil-Levant. ■



Des cendres du shogunat à celles d'Hiroshima

Par Bruno Birolli

La caste des samourais est dissoute, non sans combats, à la fin du XIX^e siècle à la faveur de la restauration impériale. Ils ne disparaissent pas pour autant : saisissant les commandes de l'armée nouvelle de conscrits, c'est eux qui conduisent le Japon au désastre ultime de 1945.

Photographiés à la fin du XIX^e siècle, ces anciens samourais arborent fièrement les attributs d'un passé révolu. Leur caste a perdu le pouvoir depuis l'ultime révolte de 1877. Mais leur esprit va renaître au sein de l'armée impériale qui a causé leur perte.

On les appelle *kurofune*, les « bateaux noirs », et leur apparition le 8 juillet 1853 devant Edo n'augure rien de bon pour le shogun Tokugawa Ieyoshi. Le commodore américain Matthew Perry a l'impudence de réclamer l'ouverture du Japon au commerce étranger, interdit depuis le début du XVII^e siècle. Et l'Américain a de quoi appuyer ses exigences : ses

navires sont armés de canons obusiers tirant des obus explosifs — alors que le Japon en est resté aux bombardes du XVII^e siècle — et, grâce aux machines à vapeur, s'affranchissent du vent. Il y a pire encore : le moindre matelot américain a le droit de porter un fusil. Dans l'archipel où le métier des armes est l'apanage d'une minorité jalouse de ses privilèges, cette égalité choque profondément. Ieyoshi meurt le 28 juillet, laissant son faible successeur, Tokugawa Iesada,

devant une alternative : le Japon doit-il distribuer lui aussi des armes à tous les hommes en âge de servir ou en réserver le monopole aux seuls samourais ? Ce choix dépasse le cadre de la stricte défense nationale : une armée de conscription impose une refonte globale de la société, à la fois sociale, politique et même économique puisqu'il faut appuyer une armée moderne sur une industrie. C'est pourtant cette option qui est préférée, non sans résistances.



Le bouleversement qui intervient est incompréhensible sans mesurer à quel point le Japon de 1853 semble à l'écart du temps. Depuis la grande défaite des insurgés chrétiens en 1638, tout contact avec l'étranger est puni de mort, toute idée neuve condamnée comme dangereuse. Dans ce monde apparemment figé, le pouvoir appartient à des groupes bien hiérarchisés. Tout en haut, les daimyos, grands seigneurs, gèrent leurs domaines comme de petits États indépendants. Tous ne sont pas égaux : les fiefs des *fudai*, alliés aux Tokugawa, encerclent ceux des *tozama*, les vaincus de Sekigahara. Le shogun, lui, compte directement sur la fidélité de ses généraux, les *hatamoto* (« sous la bannière »), et des troupes qu'ils entretiennent. Les *gokenin*, chefs de guerre de rang inférieur, ne méritent pas les audiences du shogun. Enfin, il y a les samourais, au service de ces différents chefs : probablement trois millions, soit 10 à 15 % de la population. Des guerriers, ces samourais ? Même s'ils portent toujours les deux

sabres, symbole d'appartenance à la caste, et qu'ils commandent un *kumi* (groupe de combattants), ils n'ont pas combattu en plus de deux siècles de paix civile. Ils jouent, en fait, un rôle de fonctionnaires. Juges, maîtres d'école ou collecteurs des innombrables taxes qui écrasent les paysans, ils s'occupent aussi de commerce, d'agriculture ou de l'entretien des routes. En l'absence du daimyo, contraint de passer un an sur deux à Edo sous la surveillance étroite du shogun, ils jouissent d'une entière latitude pour remplir les caisses du fief. Ils sont lettrés mais le savoir ne les intéresse qu'à condition de trouver des solutions pratiques qui donnent des résultats immédiats dans l'exercice de leurs tâches.

Gare à l'impression d'immobilisme : la société des samourais, avant même l'arrivée de Perry, est en crise latente. L'insuffisance de la production agricole et le commerce en circuit fermé épuisent le pays, ce qui stabilise la démographie paysanne. Mais le nombre des samourais, à qui la nourriture est garantie, ne cesse, lui, de croître. Non seulement leurs clans sont appauvris par les dépenses somptuaires, mais un grand nombre d'entre eux se retrouvent sans emploi et se déclarent *ronins* (« sans maître » ; voir p. 39). Concentrés dans les villes, à Osaka et Edo (déjà riche d'un million d'habitants), les ronins y ressassent échec et amertume. Une minorité, les plus ouverts, s'initie aux « sciences hollandaises », à travers les livres importés clandestinement. Le plus grand nombre, pétris de morale confucéenne, glose sur les classiques chinois ou épouse la mystique ultranationaliste de l'école de Mito (voir p. 53) La majorité végète dans les écoles d'arts martiaux ou vit d'expédients, voire du crime.

Le shogun contesté

Confusément persuadés que les Tokugawa sont responsables de leur déchéance, les déclassés rêvent de les renverser pour retrouver leur place au sommet. Le shogun lesada commet donc une erreur en sondant les daimyos sur l'attitude à adopter face à Perry. Cet aveu de faiblesse rallume la volonté de revanche des *tozama*. Avec une certaine duplicité,

ces derniers se déclarent hostiles à tout accord avec les étrangers. Mais, conscients que le Japon est incapable militairement de leur résister, ils défendent l'émergence d'un pouvoir fort autour de l'empereur, au détriment du shogun et au grand bénéfice de l'aristocratie de la cour de Kyoto, réduite au silence depuis des siècles. Les ennemis les plus extrêmes du shogunat se recrutent à Mito ainsi qu'au sud, dans les fiefs de Choshu (pointe sud de Honshu) et Satsuma (sud de Kyushu).

En deux siècles de paix civile, les samourais, souvent déclassés, n'ont plus combattu.

Mais le conflit dépasse le cercle étroit des grands daimyos pour embrasser la caste entière des samourais : il n'oppose plus seulement les seigneurs au shogun, mais aussi les

jeunes samourais de bas rang à l'establishment des clans. Commencent vingt ans de revirements, d'assassinats et de guerres civiles qui vont redistribuer les cartes du pouvoir. Le coup d'envoi du jeu de massacre est donné en 1858-1859 lorsque Naosuke Li, homme lige du shogun, purge dans le sang l'opposition aux traités d'ouverture au commerce étranger, signés en 1854 et 1858, ainsi que le parti pro-impérial. En représailles, Naosuke est pourfendu le 24 mars 1860 par un groupe de ronins venus de Mito et Satsuma. Malgré la répression féroce, les attentats similaires se multiplient



Frère d'Oliver, héros de la guerre de 1812 contre le Royaume-Uni, **Matthew Perry** (1794-1858) est l'un des principaux avocats de la vapeur dans l'US Navy. Il combat contre le Mexique en 1846-1847. En 1853, il force, sous la menace de ses canons, les Japonais à « étudier » un message du Président Fillmore réclamant un traité de commerce.

En 1603, Tokugawa Ieyasu abandonne Kyoto, où demeure la cour impériale, et décide d'établir à **Edo** le gouvernement shogunal. Au XVIII^e siècle, la ville prend de l'importance et atteint un million d'habitants. En 1868, Edo, sous le nouveau nom de Tokyo (« capitale de l'Est »), devient la capitale du Japon moderne, au sens où elle est la résidence du nouvel empereur Meiji.



Yamagata, le père de l'armée impériale

Né d'une famille de samourais de Hagi, capitale du fief Choshu, Yamagata Aritomo (1838-1922) est un jeune officier distingué par Omura Masujiro, organisateur de l'armée de Choshu. Envoyé en Allemagne en 1869, où il est ébloui par le modèle prussien, il devient à son retour conseiller personnel de Meiji puis, en 1873, ministre de la Guerre. Grand vainqueur de la rébellion Satsuma en 1877, il est persuadé que la puissance japonaise repose sur une religion d'État et pousse à l'établissement du culte impérial. Il accroche ce culte dans l'armée à une mystique dérivée de l'héritage des samourais... dont il a pourtant fait démanteler la caste tout en faisant entériner ses décisions par les civils pour se protéger. Conscient de ses limites, il laisse l'initiative à ses subalternes, créant une culture où les grades inférieurs jouent les premiers rôles – on retrouvera cette faiblesse de l'armée nipponne au moment de Pearl Harbor. Yamagata, enfin, obtient que l'état-major central, sur le modèle allemand, soit indépendant du gouvernement et que les ministres de la Guerre et de la Marine soient des militaires. Autonome, l'armée peut mener sa propre partie, en l'absence de contre-pouvoir impérial, ce qui conduit tout droit aux options belliqueuses catastrophiques des années 1930. Premier ministre plusieurs fois à partir de 1889, maréchal en 1898, il pousse en 1904 à la guerre contre la Russie, dont l'issue victorieuse en fait un héros.



À Tokyo vers 1900, l'armée modernisée démontre au gouvernement le maniement des mitrailleuses.

au cri de « *Sonnō jōi* » (« Vénérez l'empereur, chassez les barbares »), frappant partisans de l'ouverture et étrangers : résidents, diplomates, marins, commerçants...

En juillet 1863, la campagne terroriste prend un nouveau tour avec l'ultimatum posé aux étrangers par l'empereur Komei, contre l'avis du

shogun. Le clan Choshu ouvre le feu sur l'escadre internationale qui croise dans le détroit de Shimonoseki (voir carte p. 36). Les navires ripostent et détruisent les redoutes japonaises, tandis que la Royal Navy mène un raid punitif contre Satsuma. Ces combats, limités, convainquent surtout les daimyos de Choshu et Satsuma qu'ils ne pourront vaincre qu'en copiant les militaires occidentaux hier tant abhorrés. Le « *jōi* » (« chassez les barbares ») passe derrière le « *sonnō* » (« rétablir l'empereur »). Et c'est à un roturier — incroyable revirement ! — que le clan de Choshu confie la modernisation de ses forces. Fait samouraï, le médecin Omura Masujiro, qui parle allemand et anglais, crée des régiments sur le modèle prussien, les premières troupes formées hors de la caste des samouraïs depuis Sekigahara. Ces *kiheitai* (« troupes de choc ») en uniforme de laine s'arment de 3000 fusils Enfield issus de la guerre de Sécession.

La formation des *kiheitai* défie Tokugawa Iemochi (shogun de 1858 à 1866), successeur de Iesada, qui

menace Choshu en 1864 d'une expédition punitive. Les anciens du clan plient. Révoltés par cette capitulation, de jeunes samouraïs guidés par un officier formé par Omura, Yamagata Aritomo (voir encadré p. 51), renversent le daimyo de Choshu, tandis qu'un même mouvement chasse son homologue à Satsuma. Les grands seigneurs sont ainsi les premiers à disparaître de la scène, cédant la place à de jeunes samouraïs dans leur vingtaine.

Espoirs déçus de la jeunesse samouraï

L'année 1867 est décisive, avec l'émergence d'un empereur encore adolescent, Meiji, et d'un nouveau shogun, Tokugawa Yoshinobu. Ce dernier, conscient de son retard technologique, obtient de Napoléon III une mission militaire et plus de 100 000 fusils. Mais le 27 janvier 1868, c'est le choc : les *kiheitai* de Choshu et Satsuma, armés de canons Krupp et mitrailleuses Gatling, déciment à Toba-Fushimi (voir carte p. 36) les 10 000 soldats du shogun.



■ Satsuma, 1877 : la dernière charge

La « guerre de restauration » qui démarre le 29 janvier 1877 oppose 40 000 samouraïs concentrés à Satsuma autour de Saigo Takamori (photo), héros de la guerre

de Boshin et ex-partisan de Meiji, à 300 000 soldats impériaux de Yamagata Aritomo. Si les samouraïs dominent le combat à l'arme blanche, ils manquent de canons, de fusils modernes et de munitions face à un ennemi bien armé et doté d'une stratégie intelligente : au choc frontal hasardeux, Tokyo préfère multiplier les débarquements qui enferment l'adversaire dans des poches, réduites ensuite par l'artillerie aux tirs réglés par ballon. Conscient du complexe d'infériorité de ses conscrits face aux terribles samouraïs, Yamagata fait creuser, comme en Crimée ou pendant la guerre de 1870, des retranchements sophistiqués et ordonne de tirer sur les unités qui reculent. Peu à peu usés, les rebelles se réduisent à la fin de l'été à un dernier carré de 300 survivants. Ils se suicident le 24 septembre à Shiroyama (extrême sud de Kyushu) après une ultime charge. Saigo, blessé, est achevé par un de ses lieutenants. La guerre a coûté 70 000 morts.



La guerre de Boshin (« guerre de l'année du Tigre ») est jouée. La résistance suicidaire du fief Aizu, ultime soutien des Tokugawa au nord de l'archipel, n'y change rien. Le shogunat est fini. Mais les samourais qui soutiennent Meiji vont bien vite être déçus.

Le grand dessein de l'empereur et d'Omura Masujiro, promu ministre de la Guerre, est de doter rapidement le Japon d'une défense forte et moderne, reposant sur une industrie de l'armement de type occidental. Il s'agit donc bien de confier des armes aux fils de paysans. Furieux, les samourais victorieux de la guerre de Boshin tuent Omura en 1869. Ce qui n'arrête pas les réformes. En 1870, un décret impérial instaure la conscription des hommes de 20 à 30 ans (puis de 17 à 40 ans en 1872), à qui l'on enseigne la doctrine modernisée par Yamagata Aritomo façon prussienne.

Parallèlement à l'ouverture de l'armée, Meiji et ses réformateurs s'attachent à neutraliser les samourais. Rabaissés au niveau des autres classes, ils perdent l'impunité

judiciaire et le droit de donner la mort aux roturiers irrespectueux. Le chignon, symbole de la caste, est interdit. À Kyushu, ancien bastion de la lutte contre le shogun, la réaction se concentre autour de très jeunes chefs. Des insurrections sérieuses éclatent, mais le gouvernement ne cède pas. En 1876, les allocations annuelles que perçoivent les samourais sont transformées en capital versé en une fois (et en obligations d'État, dévaluées aussitôt par l'inflation). Et le port du sabre est désormais passible de prison. Outrage suprême.

Cette fois, c'est le *casus belli*. À Kagoshima, capitale du fief Satsuma, les samourais déçus se concentrent. La rébellion éclate début 1877 (voir encadré p. 52). Ses revendications sont obscures, ses proclamations vagues. Son chef, Saigo Takamori, compte simplement marcher sur Tokyo, persuadé que l'empereur lui donnera raison. Imbu du mépris de sa caste envers l'armée nouvelle, Saigo n'a pas de plans de bataille. La surprise qui l'attend est rude. Sa troupe de bretteurs est écrasée et les samourais suicident symboliquement leur caste en ultime charge.

Une armée trempée dans le sang du dernier samourai

La fin de la révolte de Satsuma en 1877 est, officiellement, le chant du cygne des samourais. Mais ils n'ont pas perdu tout pouvoir. Celui de nuire, tout d'abord : les assassinats inaugurés en 1860 s'enracinent dans la vie politique. En 1878, le ministre de l'Intérieur et grand réformateur, Okubo Toshimichi, membre du clan de Satsuma et passé dans le camp de l'empereur, est tué. En février 1889, jour de la proclamation de la constitution Meiji, c'est au tour du ministre de l'Éducation Mori Arinori, originaire de Kagoshima, de tomber. Or, plutôt que de réprimer, le gouvernement choisit la réconciliation. En 1891, Saigo est pardonné et anobli à titre posthume. Par un curieux renversement voulu par le ministre de la Guerre Yamagata,

Le jusqu'au-boutisme, prétendument hérité du code de l'honneur guerrier, aboutit en 1945 au corps des kamikazes. Ultime avatar des samourais ?

c'est Okubo, ministre assassiné, qui devient le traître, et Saigo un héros de la restauration, loyal jusqu'à la mort...

Ce que veut Yamagata, c'est forger un esprit de corps au sein de l'armée impériale en la dotant d'une morale. Il se tourne alors vers le mythe du samourai, sans égard pour la réalité historique. Et la survie des fameux guerriers n'est pas seulement assurée par la légende. L'Académie militaire moderne fondée en 1875 sur le modèle de Saint-Cyr a été confiée à d'anciens samourais. Par cooptation logique, le nouveau corps des officiers tend à sélectionner des membres de la caste

en principe disparue, d'autant que le gouvernement, dans son optique de réconciliation, favorise le recrutement massif des anciens vaincus de la guerre de Boshin. Ces familles de samourais du Nord du Japon fournissent une grande partie des officiers, parmi lesquels des ténors comme Ishiwaru Kanji, âme de l'armée du Kwantung qui saisit la Mandchourie contre la volonté impériale en 1931 (voir G&H n° 17, p. 74), ou l'amiral Yamamoto Isoroku, l'instigateur de Pearl Harbor (voir dossier dans G&H n° 4). Ces hommes, animés par un cocktail idéologique combinant *bushido*, ultranationalisme, terrorisme et fascisme, vont mener le Japon au désastre de 1945, ultime épisode suicidaire d'une histoire multiséculaire. ■



Second fils de l'empereur Komei qui règne de 1846 à 1867, Mutsuhito (1852-1912) lui succède en 1867 sous le nom de Meiji Tenno (« gouvernement éclairé »). Son pouvoir restauré grâce à la guerre de Boshin et son trône transféré de Kyoto à Tokyo en 1868, Meiji orchestre, avec la constitution promulguée le 11 février 1889, la transformation de l'État féodal en monarchie parlementaire, sous supervision étroite d'une oligarchie de grands personnages, les *genro*.

Centre de la réflexion antishogun, l'école de Mito (à 100 km au nord d'Edo) élabore au début du XIX^e siècle une théorie refusant l'influence étrangère et appuyant la restauration impériale.



Samourai, un mythe sans

Par Benoist Bihan

Forgé par des guerriers interdits de combat, identifié au Japon alors qu'il se nourrit sans cesse d'apports extérieurs, défendant la rébellion au nom de la loyauté, le mythe du samourai est celui de tous les paradoxes, caméléon sans cesse assorti aux couleurs de la politique.

Le terme de « jingoïsme » est tiré de l'expression « *We don't want to fight but by Jingo if we do...* » (« on ne veut pas se battre, mais par Jingo – mot évitant le nom tabou de Jésus –, si on doit... »), utilisée dans une chanson populaire anglaise à l'époque de la guerre russo-turque de 1878. Il qualifie une politique diplomatique appuyée par un bras (lourdement) armé.

C'est un guerrier lettré, aussi habile avec un pinceau de calligraphie qu'un *katana*; un maître juste et serviteur loyal, vivant pour le respect des obligations édictées par le « code du guerrier », le *bushido* (voir p. 35). Il est prêt à mourir pour maintenir ou restaurer son honneur, face à l'ennemi ou, au besoin, de sa propre main, par *seppuku* (voir encadré p. 56). Voici résumée, en quelques mots, la

figure convenue du samourai, déclinée en innombrables pages, puis en kilomètres de pellicule, depuis la fin du XIX^e siècle. Une figure qui n'a, en fait, pas grand-chose de commun avec les guerriers des époques épiques de Genpei ou de Sengoku évoquées dans les pages qui précèdent. La réinvention mythique de la caste guerrière japonaise débute en fait dès le XVII^e siècle, sous la domination des shoguns Tokugawa (voir p. 38). Dans un Japon quasi isolé du monde, enfin calmé après une interminable guerre civile, les guerriers désœuvrés sont dans une situation paradoxale : socialement dominants et devenus une caste en théorie fermée, seuls habilités à porter les armes et dotés d'un droit de vie et de mort sur les individus des castes inférieures, ils sont simultanément privés de leur vocation première, la guerre. Relais du pouvoir, courtisans, mais aussi pour les plus pauvres — ou ceux des clans vaincus à Sekigahara (voir p. 47), exclus des cercles du

pouvoir — professeurs enseignant les classiques de la philosophie chinoise, érudits ou médecins, les samourais apparaissent aux yeux de plusieurs d'entre eux comme décadents. Leur activité martiale se réduit alors aux écoles d'arts martiaux qui se multiplient et deviennent les creusets d'une première réinterprétation de « l'état de samourai ».

Guerriers condamnés à la paix

Cette réinterprétation intervient au travers d'écrits généralement pétris de morale confucéenne. Le *Budo Shoshin-shu*, rédigé par un ronin (samourai sans maître; voir p. 39) devenu exégète des classiques chinois de l'art militaire, Daidoji Yuzan (1639-1719), publié au début du XVIII^e siècle, et le *Hagakure* de Yamamoto Tsunemoto (1659-1719), rédigé à la même période, en constituent sans doute les exemples les plus emblématiques. À l'inverse des traités antérieurs à l'avènement des Tokugawa, qui insistaient simplement sur les vertus militaires des *bushi*, les nouveaux manuels justifient, par les vertus qu'ils prêtent aux samourais, leur statut social supérieur incarné désormais par leur constitution en une caste distincte. Le *bushido*, présenté comme caractéristique des samourais de toute éternité alors qu'il vient d'être formalisé, légitime le tout. L'objectif des traités est double : mythifier (déjà) la caste mais aussi réguler son fonctionnement. Sans renoncer à l'idéal martial d'une caste de guerriers occupée à faire tout sauf la guerre, il s'agit en effet d'en policer le comportement turbulent, y compris au prix d'injonctions paradoxales entre, par exemple, l'honneur et la loyauté — la résolution des contradictions étant en général apportée par la mort, souvent par suicide rituel.

Posant un samourai intemporel, hors de tout contexte historique, ces « codes » fournissent un siècle et demi plus tard une précieuse matière première aux promoteurs d'un nationalisme japonais après l'écrasement de l'ultime révolte de Satsuma, en 1877 (voir p. 52). Cette fois, il ne s'agit plus de légitimer la supériorité d'une caste, que le gouvernement impérial a dissoute. L'opération vise d'abord à réunifier un pays divisé par plus d'une décennie de troubles et, ensuite, à lui trouver une nouvelle identité compatible avec les projets de modernisation, et bientôt d'expansion agressive, du nouveau régime de Tokyo.

Renaissance nationaliste

Dans ce nouveau programme, la figure du samourai devient alors paradoxalement le relais de l'occidentalisation du Japon. Le *bushi* magnifié de l'ère Edo (celle des Tokugawa) fusionne avec le chevalier idéalisé de l'Europe du XIX^e siècle, toute à la redécouverte romantique de sa féodalité. Il se colore en

même temps de militarisme prussien et de jingoïsme britannique, rapportés de leurs séjours en Europe par les élites nouvelles de l'ère Meiji qui commence. L'armée impériale, sous la houlette de son ministre Yamagata Aritomo (voir encadré p. 51), se fait rapidement le creuset de cet « esprit samourai » appuyé sur le mythe de la classe théoriquement défunte pour en faire la clé de voûte de l'identité nationale du Japon moderne. C'est ainsi qu'après avoir symbolisé l'ancien régime du shogunat, le samourai, encore un paradoxe, est invoqué comme figure tutélaire de la nouvelle ère.

Inspiré par Yamagata, l'empereur Meiji fait ainsi proclamer en 1882 un « Rescrit impérial aux soldats

Symbole du shogunat, le bushi devient la figure tutélaire de la nouvelle ère Meiji.



Des samourais au service de paysans ? Improbable ! Mais grâce aux *Sept Samourais* de Kurosawa (1954), les guerriers japonais retrouvent dans le monde une image positive.

cesse renouvelé



Le mythe du samouraï s'enrichit en allers-retours incessants entre Japon et Occident. Avec les films *Kagemusha* (1980) et surtout *Ran* (1985), directement inspiré du *Roi Lear*, Kurosawa Akira intègre la tragédie shakespearienne à l'épopée guerrière japonaise. En 2003, l'Américain Edward Zwick fait carrément de Tom Cruise (en bas) le dernier samouraï.





Présenté souvent comme un solitaire amateur de duels et ne courant qu'après les honneurs, le samouraï apparaît assez peu au cinéma sous sa vraie nature de militaire. *Kagemusha*, qui reprend la trame de la lutte entre clans Takeda et Tokugawa autour de 1575, est l'un des rares films à rendre cette dimension.

et aux marins » (*Gunjin Chokuyu*) qui fait sien nombre des préceptes du *bushido* de l'ère Edo mais les mêle à des éléments de chevalerie occidentale, tels que décrits dans les « romans courtois » du *xv^e* siècle européen : loyauté absolue envers l'empereur, mais également respect des « inférieurs » (« la veuve et l'orphelin »), frugalité personnelle, ainsi qu'une reprise du thème de la « mort légère », déjà résumé dans le *Hagakure* dans l'aphorisme « la voie du guerrier est la mort ». S'y ajoute, en 1890, un « Rescrit impérial sur l'éducation » (*Kyoiku ni Kansuru Chokugo*) qui relaie les mêmes thèmes, en particulier la loyauté à l'empereur — dont la personne remplace les daimyos, grands

seigneurs de jadis — et le sacrifice de l'individu au salut de l'État. Ce nationalisme montant éclate aux yeux des pays européens et de l'Amérique lors des deux guerres du Japon de l'ère Meiji, la guerre sino-japonaise (1894-1895) et surtout la guerre russo-japonaise (1904-1905) qui voit le triomphe apparent de « l'esprit samouraï » combiné aux armements modernes. Ces conflits, en effet, marquent le début d'une troisième étape dans la construction du mythe : c'est désormais à l'extérieur du Japon qu'il va prendre son essor et se renforcer, avant de venir réalimenter l'imaginaire japonais. Car si l'affrontement en Corée entre Russie et Japon marque le succès de Yamagata, et le début du basculement de l'archipel nippon dans le militarisme, il fournit également une audience internationale aux discours des réformateurs.

Nitobe cuisine le *bushido* à la sauce américaine

Un livre y joue un rôle clé. Il est écrit en anglais par Nitobe Inazo, un Japonais converti au christianisme, marié à une Américaine et installé en Pennsylvanie. *Bushido: The Soul of Japan* (*Bushido, l'âme du Japon*), publié en 1900, est un condensé des traités de l'ère Edo, remaniés par l'auteur pour mieux correspondre à l'audience

occidentale. Paradoxalement critiqué lors de sa parution au Japon, l'ouvrage devient un best-seller mondial, spécialement aux États-Unis. Il est lu en particulier par le Président Théodore Roosevelt, qui négocie alors la paix entre Japon et Russie. « Teddy » Roosevelt, lointain cousin du Roosevelt de Pearl Harbor, n'est pas le seul captivé par Inazo. Son livre alimente de plus le « japonisme » croissant au sein des élites artistiques, politiques mais aussi militaires américaines et européennes. Ces dernières s'emparent en effet de cet idéal martial, qui fait écho à leurs propres obsessions, et se retrouvent, particulièrement dans les milieux conservateurs, dans l'idée d'une identité nationale intemporelle en butte à une modernité décadente ; de leur côté, artistes et esthètes adhèrent à l'idéal d'un guerrier poète ou calligraphe à ses heures perdues, un contraste qui correspond pleinement à celui d'une Europe artistique dont la vitalité angoissée se reconnaît dans les aphorismes sur la fragilité et la brièveté de l'existence. Plus prosaïquement, le samouraï sert à distinguer, dans la culture populaire, le Japon d'un autre Extrême-Orient bien plus vaste : la Chine. Et la forme sophistiquée de barbarie perçue dans le *bushido* explique non seulement comment les Japonais ont vaincu l'armée du tsar mais aussi comment Tokyo parvient à échapper aux griffes

Le suicide, de l'option à l'obligation

Appelé *seppuku*, le suicide rituel des samouraïs est accompli devant témoins, l'ouverture du ventre par un *wakizashi* (dague) étant généralement suivie de la décapitation par un assistant afin d'écourter l'agonie. Destiné à éviter au vaincu le déshonneur de la captivité, le *seppuku* est attesté de longue date, mais reste rare jusqu'à la chute des shoguns au *xix^e* siècle, et n'a rien d'obligatoire, même en cas de défaite. C'est seulement pendant la Seconde Guerre mondiale que le *seppuku* devient systématique, plus à cause de l'endoctrinement de type fasciste qu'à cause d'une réelle tradition. Le *seppuku* disparaît quasiment après 1945, mais conserve son pouvoir de fascination. C'est ainsi que, le 25 novembre 1970, l'écrivain Yukio Mishima se donne la mort après avoir incité les soldats japonais à (re)prendre le pouvoir. À noter qu'il existe une version féminine (par égorgement) du *seppuku* appelée *jigai*.

des impérialistes. La succession d'emprunts effectués par les Japonais aux discours européens permet en outre à chaque pays de s'y retrouver. Ainsi, les Britanniques, rivaux des Russes, voient dans l'archipel nippon une version extrême-orientale de leur. Et les Allemands y puisent la validation d'un modèle militariste calqué sur celui de Berlin, lui-même appuyé sur de nombreuses références médiévales.

Le samouraï devient idole fasciste

Dans les années 1920, les connotations militaristes de l'« esprit samouraï » version Meiji prennent une tournure fascinante. Le mythe du guerrier nippon méprisant (ou désirant) la mort et communiant dans un nationalisme tragique — où réapparaissent, en décalé, les angoisses de la modernité européenne d'avant 1914 — devient le socle d'une variante locale des totalitarismes en gestation dans le Vieux Monde. Cette nouvelle déviation du mythe ne fait qu'en exposer

plus clairement les contradictions. Ainsi les vertus du *bushido* servent surtout de paravent à l'insolence et à la brutalité avec lesquelles de jeunes officiers radicalisés imposent leurs vues, au nom de l'honneur et de la loyauté à un empereur dont ils trahissent pourtant ouvertement le gouvernement légitime. Le mythe samouraï, utilisé comme contrepoids au succès populaire du socialisme puis du communisme, sert non seulement à justifier la prise de pouvoir de ces défenseurs de l'État autoproclamés mais aussi, au sein de l'armée, à mettre en place un « gouvernement par le bas » exercé par les officiers subalternes. Ainsi, le respect formel de la hiérarchie masque en réalité la marginalisation des structures de commandement au profit de coteries rivales, fiefs autonomes au sein d'un État dont la modernité n'est finalement qu'apparente.

Le drame est que, tout à leur japonisme, Européens et Américains ne comprennent rien à l'évolution du pouvoir à Tokyo. La fuite en avant agressive, que sont la conquête de la Mandchourie puis le début de la deuxième guerre sino-japonaise en 1937, est ainsi perçue non comme l'œuvre d'une clique

militaire mais d'une nation entière de fanatiques dévoués à l'empereur. Cette erreur est encouragée, il est vrai, par la propagande officielle de Tokyo, qui caricature les préceptes du *bushido*, afin de simplifier l'idéal samouraï et le transformer en idéologie destinée à endoctriner un peuple entier. Fanatisme et incantations martiales ne font cependant que cacher le désarroi d'une nation trop vite précipitée dans la modernité.

Avec les atrocités commises en Chine, la fascination du mythe samouraï fait place à un effroi aux relents racistes, particulièrement après le début de la guerre du Pacifique, le 7 décembre 1941 : seul le *bushido* peut expliquer en effet les succès remportés par une nation barbare sur les armées occidentales. Ainsi la propagande alliée (aidée encore une fois par le discours de Tokyo) forge-t-elle une nouvelle image du samouraï. Mépris de toute

vie humaine, y compris de la sienne, barbarie généralisée et fanatisme nationaliste forment les piliers de cette légende noire, perpétuée

aujourd'hui par l'usage abusif mais systématique du terme de *kamikaze* pour toute forme d'attaque suicide.

Le masque noir s'éclaircit à nouveau

L'image sulfureuse associée aux crimes du militarisme nippon, ne dure guère au-delà de 1945 : la guerre froide limite au Japon le travail mémoriel et l'expurgation du militarisme sous tutelle américaine. Le mythe samouraï rebondit à nouveau, et toujours depuis l'étranger : le miracle économique nippon des années 1960-1970 est alors mis sur le compte d'un esprit spécifique aux cadres de l'industrie, *corporate warriors* (littéralement, « guerriers d'entreprise »), à qui la calculatrice tient lieu de *katana*. Et pendant que le *bushido* est promu dans les manuels comme méthode de management, le succès universel des arts martiaux achève de donner au samouraï la figure qu'il

a actuellement, au Japon comme en Occident : un guerrier romantique, exotique et picaresque, selon des codes inspirés de ceux du western, ultime contribution de l'Amérique au mythe qu'elle a tant porté.

Cette image sympathique (quoique toujours brutale) va-t-elle perdurer ? Voire. Nombre des contradictions présentes à l'orée de l'ère Meiji n'ont pas disparu. À l'heure où les rivalités s'intensifient en Asie — notamment entre Japon, Chine et Corée du Sud — renaît à Tokyo un nationalisme militant qui redonne une crédibilité politique à l'idée d'une « nation de samouraïs ». Pas tout à fait par hasard, cette réémergence masque un profond désenchantement : natalité atone, rupture générationnelle, crise culturelle entre tradition spécifique et occidentalisation... Comme dans les années 1920, la crise politique profonde se conjugue à un regain d'intérêt pour une histoire nationale mythifiée et volontiers résumée au *bushido*. Depuis les années 1980, l'ouvrage de Nitobe Inazo, enfin traduit en japonais, est devenu un best-seller dans l'archipel, tandis que de nouveaux avatars se multiplient outre-Pacifique. Après le tueur contemplatif incarné par Forrest Whitaker (dans *Ghost Dog, la voie du samouraï*, de Jim Jarmush en 1999), Keanu Reeves joue les Bilbo nippons auprès de *47 Ronins* (Carl Rinsch, 2013) égarés chez Tolkien... Protéiforme, véritable hybride culturel, la figure du samouraï refuse obstinément de retourner dans l'Histoire. ■

Pour en savoir + sur le dossier

- *Hired Swords, The Rise of Private Warrior Power in Early Japan*, Karl Friday, Stanford Univ. Press, 1992.
- *Samurai, Warfare and the State in Early Medieval Japan*, K. Friday, Routledge, 2003.
- *The First Samurai: the Life and Legend of the Warrior Rebel Taira Masakado*, K. Friday, John Wiley & Sons, 2008.
- *Hideyoshi*, Mary Elizabeth Berry, Harvard University Press, 1989.
- *Warriors of Medieval Japan*, Stephen Turnbull, Osprey, 2005.
- *The Samurai: A Military History*, S. Turnbull, Macmillan, 1977.
- *Histoire du Japon médiéval, le monde à l'envers*, Pierre-François Souyri, Perrin, 2013.
- *Le Crépuscule des samouraïs*, Julien Peltier, Economica, 2012 (2^e éd.).
- *Weapons and Fighting Techniques of the Samurai Warrior, 1200-1877 AD*, Thomas Conlan, Metrobooks, 2008.
- *Heavenly Warriors: the Evolution of Japan's Military 500-1300*, William Wayne Farris, Harvard Press, 1992.
- *Samurai: An Illustrated History*, Mitsuo Kure, Tuttle Publishing, 2002.
- *Une histoire des samouraïs*, Robert Calvet, Larousse, 2013 (rééd.).



ENCYCLOPÉDIE DE L'ARMEMENT MONDIAL

Plus de 3000 armes dans 190 pays!

L'encyclopédie de l'armement mondial décrit avec toutes les précisions techniques utiles, et un nombre impressionnant d'illustrations en couleur, les armes légères (individuelles et collectives) utilisées dans le monde depuis 1860 dans 190 pays différents.

L'encyclopédie de l'armement mondial

AUTEUR : JEAN HUON.
ALBUM RELIÉ.
DIM. 21 x 29,7 CM.
320 PAGES SUR PAPIER GLACÉ.

LE TOME À PARTIR DE

52€
FRAIS D'ENVOI OFFERTS



Jean Lopez
Lasha Otkhmezuri

JOUKOV

L'homme qui a vaincu Hitler

-5%

26,60€
SEULEMENT
AU LIEU DE 28€



Par le rédacteur en chef de Guerres & Histoire!

S'il est un soldat qui mérite qu'on s'arrête sur son action durant la Seconde Guerre mondiale, c'est le maréchal soviétique Joukov. En voici sa première biographie, rédigée par Jean Lopez, notre rédacteur en chef, à partir des archives ouvertes après la chute du communisme.

JOUKOV. L'homme qui a vaincu Hitler

FORMAT : 15,4 x 24 CM.
732 PAGES.
PERRIN.



La Commune pouvait-elle battre

Propos recueillis et compilés par Vincent Bernard

Du 18 mars au 28 mai 1871, la Commune dure deux mois et demi, avant de s'achever dans un bain de sang. Événement politique, cette insurrection est également une aventure militaire, dont on ne retient à tort que la fin apparemment inéluctable. Et pourtant... Les communards avaient plus de chances qu'on ne croit, comme le montre ce dossier réglé en dix questions clés par les meilleurs spécialistes français.

1 - La Commune a-t-elle des armes ?

Le siège de Paris par les Prussiens (voir encadré p. 64) a laissé à la Commune des dépôts pleins d'armes, des millions de cartouches et des arsenaux improvisés — au Louvre par exemple — qui continuent à fonctionner. Au moins 400 000 fusils y sont disponibles, dont de nombreux et excellents chassepots, et même plusieurs dizaines de mitrailleuses (Reffye, Montigny et même Gatling). S'y ajoutent jusqu'à 1 740 canons

(de 4 et de 12 rayés principalement), avec des parcs d'artillerie établis sur les hauteurs (Montmartre, Buttes Chaumont, Ménilmontant). Du fait d'une organisation défaillante et de sabotages par des agents versaillais infiltrés, parfois à haut niveau, à peine plus de 300 pièces sont cependant utilisées par les fédérés, et uniquement sur les remparts ou les barricades. La Commune dispose enfin de quelques « locomotives blindées » (batteries sur rail) et de canonnières sur la Seine, vite neutralisées.

2 - A-t-elle des soldats ?

Avec les armes disponibles, la Commune aurait dû ou pu mettre sur pied une force redoutable, d'autant que les hommes de la garde nationale (la milice populaire qui regroupe l'essentiel des forces militaires dans Paris), s'ils n'ont pas reçu de réelle instruction militaire, ont connu des mois de siège prussien sous l'uniforme, et même, pour certains, subi l'épreuve du feu à Buzenval. Tout le problème est que, dans le désordre ambiant,



Versailles ?

la Commune se montre incapable de construire un outil militaire cohérent et efficace. Elle ne met pas sur pied une armée mais un agglomérat de bataillons réunis administrativement en « légions d'arrondissement ». Ces unités, commandées par des officiers élus, dépendent en théorie du délégué à la guerre de la Commune, lui-même soumis à la commission de la guerre. En pratique, ces légions se montrent très rétives à l'autorité et intéressées surtout à la défense locale. Cette structure très peu centralisée est-elle compensée par les effectifs ? En théorie, l'armée insurgée devrait s'appuyer sur un peu moins de 200 000 gardes mobiles soldés. Mais seuls 41 500 répondent à l'appel le 5 avril, selon **Gustave Cluseret** (délégué à la guerre du 6 au 30 avril), la réalité tournant seulement entre 25 000 et 30 000.

Louis Rossel, chef d'état-major de Cluseret, puis son remplaçant comme délégué à la guerre, essaie bien de créer une réserve de régiments de campagne permanents et disciplinés, mais la dispersion de l'autorité militaire fédérée, la méfiance des vieux révolutionnaires et l'esprit farouchement

local des légions d'arrondissement l'interdisent. « *Tout le monde délibère [...], personne n'obéit* », résume Rossel — qui sera pris et fusillé en novembre 1871.

3 - Les légions communardes ont-elles des cadres ?

Cluseret et Rossel, les chefs, sont respectivement général (de l'armée américaine pour le premier) et colonel. Mais les vrais militaires sont rares. Jaroslaw Dombrowski, révolutionnaire polonais et ancien officier de l'armée russe, est tué au combat le 23 mai. Charles Lullier, le « général fou », est vite écarté, prétendant tour à tour « *s'abattre comme la foudre sur Versailles pour écraser la réaction dans son antre* », puis « *balayer la Commune, coffrer les braillards, les satrapes de l'Hôtel de Ville* ». Au-delà, l'encadrement est quasi nul. Certes, nombre d'ouvriers ont été militaires (et parfois médaillés) mais à des postes subalternes. Ils suffisent à peine à donner un semblant d'instruction à des bataillons fédérés rétifs à tout règlement. Les postes clés, électifs, sont souvent confiés à des hâbleurs ou à des personnalités politiques dont le courage physique ne pallie pas l'incompétence. Certains forment des corps de francs-tireurs en essayant d'inculquer les vertus de la discipline, tel Charles Monplot, ancien sous-officier du 8^e bataillon de chasseurs à pied, avec son bataillon de la fédération artistique, mais avec peu de succès. D'autres, comme Louis Barron (auteur de la chanson *Sous le drapeau rouge*) ou le comte de Beaufort, sympathisants mais étrangers aux milieux politiques, servent dans les états-majors de Cluseret et de Rossel, sans influence

La **garde nationale mobile** (les « moblots » en argot) naît en 1868 comme une armée auxiliaire destinée à appuyer l'armée régulière dans la défense des places. La débâcle de l'armée régulière en 1870 en fait un pilier de la défense de la République en 1871, notamment à Paris où elle se politise et se radicalise. Le terme de **fédérés** désigne ainsi les combattants de la Commune car ils sont issus de la Fédération républicaine de la garde nationale qui regroupe les différents bataillons de Paris.

Dernière bataille du siège de Paris par les Prussiens, la seconde sortie de **Buzenval** (19 janvier 1871) dans l'Est parisien est imaginée par le général Trochu, commandant des assiégés, pour « calmer » les ardeurs bellicistes des gardes nationaux. Après des succès initiaux, l'affaire tourne au fiasco (plus de 4 000 tués, blessés et disparus) et exacerbe les tensions entre gouvernement et garde nationale.

Drapeau rouge contre tricolore. Le combat d'une armée politique contre une armée régulière tourne à la lutte à mort dès le début avril. Et pourtant... Lorsque l'insurrection démarre à Montmartre le 18 mars, les soldats sont loin d'être hostiles aux communards : ils mettent symboliquement la croix en l'air (ci-dessous) pour ne pas avoir à tirer sur la foule.



Le piètre encadrement des insurgés interdit pratiquement les actions offensives. Mais les communards se défendent en revanche bravement.

Soldat dans l'âme, aventurier ambitieux et idéaliste, **Gustave Cluseret** (1823-1900) lutte avec Cavaignac contre les révolutionnaires de 1848, puis en Crimée et en Algérie. Déçu par le manque d'avancement, il passe dans le camp révolutionnaire chez Garibaldi en Italie, puis devient général nordiste pendant la guerre de Sécession... et délégué à la guerre (ministre) de la Commune. Rescapé et exilé en 1871, il finit sénateur socialiste (mais farouche antidreyfusard) du Var.

Gloire militaire du Second Empire, **Patrice de Mac-Mahon** (1808-1893) se distingue en Crimée (1855) puis contre l'Autriche à Magenta (1859), où il gagne son bâton de maréchal. Vaincu et fait prisonnier en septembre 1870 par les Prussiens, il est libéré grâce à l'intervention de Thiers et reçoit en avril 1871, fort de son aura de brillant chef militaire, le commandement de l'armée de Versailles. Ce monarchiste succède à Thiers à la présidence de la République, espérant une restauration. Mais il ne peut empêcher l'ancrage progressif de la République et démissionne en 1879.



sur la base. Quelques exceptions notables, cependant : Brunel, ancien sous-lieutenant au 4^e chasseurs d'Afrique, Napoléon La Cécilia, ancien garibaldien, ou Maxime Lisbonne, ex-zouave, qui mènent leurs hommes convenablement.

4 – Quel est le rapport de force au début de l'insurrection ?

De Versailles, où s'est réfugiée depuis le 10 mars l'Assemblée, le chef du gouvernement Adolphe Thiers comprend dès le début qu'il ne pourra pas faire face à l'insurrection parisienne du 18 mars qu'il a contribué à provoquer (voir encadré p. 64). Il évite très intelligemment la prise au piège de l'armée en chargeant le général Joseph Vinoy, son commandant à Paris, de faire évacuer les garnisons (y compris celle des forts de ceinture) et les soldats désarmés qui errent en ville pour les rassembler à Versailles.

Vinoy prône une attaque immédiate... Mais Thiers et de nombreux généraux préfèrent l'attente. Le moral des troupes est en berne, l'indiscipline règne et leur comportement est pour le moins

imprévisible, alors que les Parisiens jouissent encore du nombre et de l'enthousiasme. Comme l'écrira à juste titre Karl Marx, le Comité central de la garde nationale (« gouvernement » de l'insurrection jusqu'au 28 mars et la proclamation officielle de la Commune de Paris après des élections) commet une « faute décisive en ne marchant pas aussitôt sur Versailles, alors entièrement sans défense ». Vinoy confirme : « Il est incontestable que le Comité central commit une grande et irréparable faute en ne cherchant pas à poursuivre immédiatement les avantages inattendus qu'il avait remportés ; toutes les chances étaient alors pour lui. » Thiers lui-même reconnaîtra qu'en cas d'attaque de Paris, il n'aurait pas « voulu répondre de la solidité de l'armée ». Mais les fédérés ne bougent pas... Et le 6 avril, le maréchal de **Mac-Mahon** constitue une armée dite « de Versailles ». La fenêtre d'opportunité se referme pour la Commune.

5 – Pourquoi les fédérés ne marchent-ils pas sur Versailles ?

D'abord, parce que bien des Parisiens, imaginant le gouvernement définitivement discrédité, pensent qu'il va tomber tout seul. En outre, le Comité central doit, pour s'imposer, parlementer avec certains maires d'arrondissement et députés de Paris (dont Clemenceau, partisan d'une médiation avec

Thiers, dans le 18^e arrondissement). Ces discussions, appuyées par des manifestations d'opposition comme celle des Amis de l'ordre des 21 et 22 mars, offrent à Versailles un précieux répit pour réorganiser son armée. Par ailleurs, certains craignent qu'une sortie massive ne laisse le champ libre aux « réactionnaires ». Enfin, nombre de révolutionnaires, soucieux de leur réputation comme le journaliste Auguste Vermorel (élu le 26 mars au Conseil de la Commune), refusent d'apparaître comme les agresseurs.

6 – Comment la Commune perd-elle l'initiative ?

Dès le 2 avril, les Versaillais entament un premier mouvement offensif sur Courbevoie. C'est le prétexte pour les fédérés d'opérer (enfin) la sortie que beaucoup demandent mais que personne ne prépare. Le soir même, les « généraux » Eudes, Bergeret et Duval annoncent spontanément pour le lendemain une « grande sortie », dans laquelle trois colonnes doivent converger sur Versailles (voir carte). Mais ces ex-politiciens sans compétence militaire ignorent totalement sur quel effectif ils peuvent compter — peut-être 60 000 hommes au total. Aucune reconnaissance sérieuse n'est organisée, ni avant-garde, réserve ou ligne de bataille... La promenade militaire à laquelle ils s'attendent tourne court dès que les fédérés débouchent brutalement en rase campagne face à un adversaire résolu. L'écrasante





Notre enquête s'appuie sur les réponses des meilleurs spécialistes français. **Maxime Jourdan** est chercheur au Centre d'histoire culturelle des sociétés contemporaines de Versailles. Il est l'auteur d'un ouvrage consacré au journal de Jules Vallès, *Le Cri du Peuple* (L'Harmattan), et l'éditeur des *Cahiers rouges* de Maxime Vuillaume (La Découverte), un des grands participants et témoins de la Commune. Historien et collectionneur, **Olivier Peynot** étudie en particulier la garde nationale de la Seine. Le commandant **Michaël Bourlet** dirige le cours d'histoire militaire aux Écoles militaires de Saint-Cyr Coëtquidan. Spécialiste du XIX^e siècle (et de 14-18), il a notamment travaillé sur l'armée de Versailles pendant la Commune.

majorité des soldats de la Commune ignorent que les Versaillais tiennent le fort du mont Valérien, évacué en panique le 18 mars (sans que quiconque à Paris ne s'avise d'en profiter) mais réoccupé dès le 20. Or, il s'agit d'un verrou essentiel, dont les feux commandent les approches de tout l'Ouest parisien. La surprise est donc complète quand claquent les premiers coups de feu et de canon. Beaucoup crient à la trahison et déclenchent un mouvement de panique... Comme le souligne Cluseret, les hommes du rang sont de bonne volonté, mais l'encadrement est déplorable, à quelques exceptions près tel Duval, ex-ouvrier **socialiste** qui s'accroche un moment au plateau de Châtillon, où il est capturé et fusillé le 4 avril.

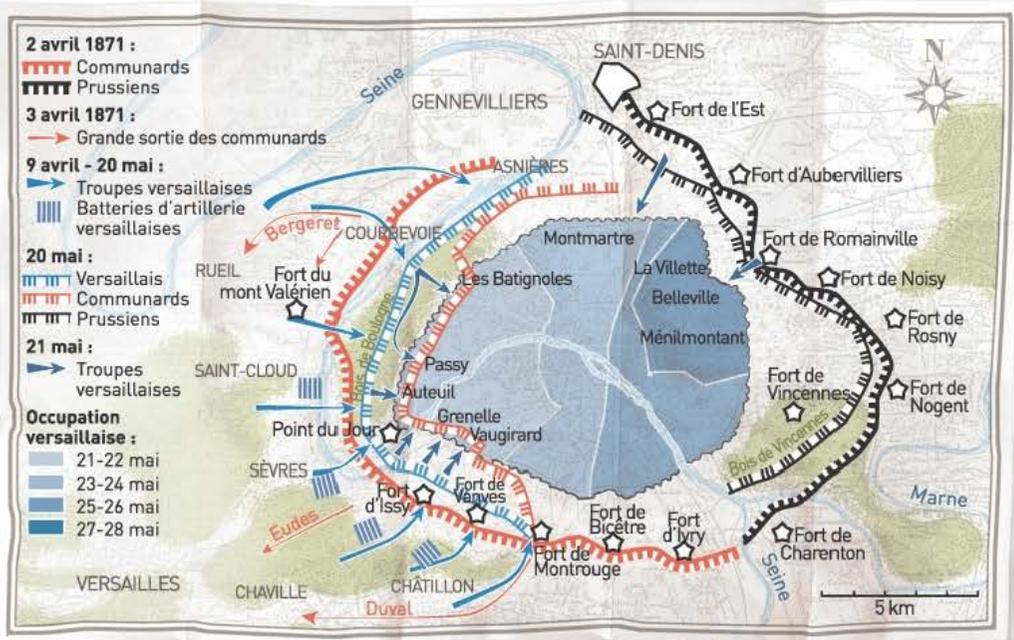
7 - Envisage-t-elle un plan alternatif ?

Parler de plan pour la « grande sortie » du 3 avril serait déjà audacieux ! Et de fait les fédérés n'ont rien prévu d'autre. Jean Allemane, un militant ouvrier et officier fédéré, imagine bien une opération ambitieuse mais sans suite. Vers le 22 mars, il infiltre les typographes employés au château de Versailles et propose (en vain) d'y rassembler 300 hommes dont le mot de passe serait « révolution et réservoirs » pour noyauter la troupe et attendre le secours de deux colonnes de fédérés de 10 000 hommes chacune. Ces « typos » parviennent à enclouer cinq pièces versaillaises. C'est tout.

8 - Le 3 avril, les Versaillais ont-ils déjà partie gagnée ?

Pas encore. Mais ils ont déjà sauvé la peau du régime et Vinoy peut préparer sa contre-attaque. Au noyau d'armée rassemblé au camp versaillais de Satory s'ajoutent rapidement remplaçants, rengagés, appelés provinciaux et surtout

60 000 prisonniers de l'armée de Napoléon III que Bismarck, qui n'a guère de sympathie pour les communards, accepte de libérer. Le moral, on l'a vu, est d'abord mauvais, car les ex-prisonniers comptaient rentrer dans leurs foyers. On s'inquiète également des soldats d'origine citadine, particulièrement les Parisiens, et



LA COMMUNE : UNE INSURRECTION DOUBLEMENT ASSIÉGÉE

Le drame de la Commune est d'être dès le début coupée de l'extérieur. D'abord par les troupes régulières à l'ouest, qui contrôlent la position clé du mont Valérien. C'est là qu'échoue la seule offensive des insurgés, la « grande sortie » du 3 avril. Sympathisants du régime de

Versailles, les Prussiens assurent la deuxième ceinture du siège. Dans ces conditions, écraser l'insurrection n'est qu'une question de temps : s'il faut une semaine de combats, du 21 au 28 mai, pour noyer la Commune dans le sang, l'issue ne fait dès lors plus de doute.



C'est la fin. Les insurgés capturés tombent sous les balles des mitrailleuses Reffye. Les derniers à se rendre, le 29 mai, sont les défenseurs du fort de Vincennes. Leur chef, le colonel Delorme, défie le commandant du peloton d'exécution : « Tâte mon poulx et vois si j'ai peur ! »

L'appellation **socialiste** désigne alors tous les mouvements qui revendiquent un rôle politique des classes laborieuses qui ne possèdent pas leur outil de travail, par opposition à la bourgeoisie. L'Association internationale des travailleurs (appelée aujourd'hui la 1^{re} Internationale), née en 1864 à Londres, apporte son soutien début mars 1871 au Comité central de la garde nationale.

Pour en savoir +

- *La Commune et la question militaire (Cluseret-Rosset)*, présenté par Patrick Kessel, UGE, 1971.
- *Paris insurgé. La Commune de 1871*, Jacques Rougerie, Gallimard, 2006.
- *La Commune de Paris*, William Serman, Fayard, 1986.
- *La Guerre de Paris*, Robert Tombs, Aubier, 1997.
- *Le Cri du peuple*, intégrale, J. Tardi (dessins), J. Vautrin (scénario), Casterman, 2011.



du risque de « contamination » au combat. On épure donc sévèrement. Les plus réfractaires (officiers et militaires du rang) sont envoyés en Algérie pour réprimer la révolte en Kabylie. Le 2 avril, le général Vinoy ordonne en outre d'exécuter sans jugement soldats et gardes mobiles passés à la rébellion. Mais le bâton est accompagné de la carotte : récompenses et promotions sont accordées, vivres et vin largement distribués. La troupe reçoit de plus une instruction solide, avec cours de tir et entretien physique obligatoire. Fin avril, le moral est rétabli et l'amalgame réalisé. La troupe, dont

la fidélité était douteuse au début, se montre loyale. Vers le 20 mai, l'armée compte 120 000 soldats, instruits, disciplinés et surtout encadrés, contrairement à leurs adversaires.

9 - Quand est-elle défaite ?

À partir du 9 avril, Mac-Mahon organise méthodiquement le siège. Il fait en sorte d'interdire toute sortie des fédérés vers Versailles alors qu'il prépare minutieusement l'assaut décisif. Son action se limite d'abord aux façades sud et ouest où l'armée prend tout de suite un ascendant tactique et moral. La capture du fort d'Issy le 9 mai 1871 (et dans une

moindre mesure de celui de Vanves) ainsi que l'occupation du Point du Jour (le plus vulnérable des fortifications parisiennes, au sud-ouest) parachèvent l'approche (voir carte). Le 21, les soldats, qui appréhendaient l'assaut et les combats de rues, pénètrent facilement dans la capitale, grâce à la complicité d'un ouvrier parisien indiquant aux assiégeants un bastion non défendu. Tout va ensuite très vite. Comme l'écrit Jean-Louis Dufour (*La Guerre, la Ville et le Soldat*, Odile Jacob, 2002), « la reprise de Paris est une lutte politiquement limpide entre deux camps bien définis, dont l'un se décompose rapidement ». La lutte est âpre. Mais, vu la supériorité numérique des assaillants et l'absence de coordination de la défense — on se défend quartier par quartier —, l'issue ne fait aucun doute. Les troupes de Mac-Mahon progressent méthodiquement vers l'est jusqu'à ce que tombe la dernière barricade de Belleville, le 28 mai, puis, le lendemain, le fort de Vincennes.

10 - Si elle avait marché victorieusement sur Versailles, avait-elle une chance ?

Sans plan d'ensemble et sans programme politique, à quoi eût bien pu aboutir une marche sur Versailles ? À rien de conséquent, sinon chasser l'Assemblée et le gouvernement pour qu'ils se reconstituent à Tours ou à Bordeaux. En outre, les Prussiens, qui occupent la moitié des forts entourant Paris (au nord et à l'est, à l'exception du fort de Vincennes tenu par les fédérés, on l'a vu, jusqu'à la fin) et tiennent aux clauses de l'armistice et aux cinq milliards de francs-or qu'elles promettent, auraient-ils laissé faire ? C'est fort douteux... Versailles était un « ennemi » autrement plus docile et solvable que le belliqueux Paris. ■

■ La Commune, dernière révolution française

L'insurrection dite de la « Commune de Paris » est le dernier des mouvements révolutionnaires qui secouent la capitale depuis la prise de la Bastille en 1789. Elle résulte de la conjonction de deux situations de crise. La première est politico-militaire. Le Second Empire de Napoléon III, qui a déclaré imprudemment la guerre à la Prusse le 19 juillet 1870 (voir G&H n° 6, p. 68), s'effondre sous le double coup de la défaite de Sedan (2 septembre) et de la proclamation de la république (4 septembre). Le gouvernement de Défense nationale qui prend la suite ne parvient pas à rétablir la situation, laissant les Prussiens assiéger Paris le 19 septembre. La défaite française est actée par un armistice signé le 29 janvier 1871. Les élections législatives du 8 février portent au pouvoir une majorité monarchiste, partisane de la paix et dirigée (logiquement) par un conservateur bourgeois, Adolphe Thiers. Ce gouvernement se trouve alors en porte-à-faux avec les milieux ouvriers parisiens et les soldats de la garde nationale, dont le siège prussien a accentué la détresse sociale. Ces ardents républicains, partisans de la guerre, sont également gagnés aux idées socialistes. Le 17 mars, Thiers, inquiet d'une possible insurrection, décide de faire saisir le lendemain les canons stockés à Montmartre. Mal conduite, l'affaire met le feu aux poudres. Capturés, les généraux Lecomte et Clément-Thomas sont pris puis fusillés le 19. Le gouvernement s'enfuit à Versailles, rejoignant l'Assemblée et laissant Paris au Comité central de la garde nationale.

Le 26 mars est élue une « Commune de Paris », proclamée officiellement le 28. Mais ce gouvernement insurrectionnel, divisé, n'est pas suivi par la petite bourgeoisie de la capitale. De Versailles, Thiers organise la résistance, puis la riposte, tout en composant avec l'occupant allemand. Le 10 mai, le traité de Francfort cède l'Alsace et la Moselle, plus une indemnité de 5 milliards de francs-or. Le 21, les Versaillais (avec la complicité des Allemands) entrent dans Paris. Le 27, 147 fédérés sont fusillés au Père-Lachaise. Le 28, la chute de la dernière barricade dans le 11^e arrondissement signe la fin de la « Semaine sanglante » et la mort de la Commune. Bilan : 1060 tués ou disparus, 6454 blessés chez les Versaillais — sans compter une cinquantaine d'otages — contre 3000 à 4000 adversaires tués au combat, auxquels s'ajoutent les exécutions sommaires (en tout 6000 à 7500 morts côté Commune, selon le Britannique Robert Tombs) et plus de 10 000 condamnations. P. G.

"UN RÉALISME ET UNE TENSION
IMPRESSIONNANTS."

LE PARISIEN

"UN FILM COUP DE POING !"

TÉLÉ 7 JOURS



D'APRÈS UNE HISTOIRE VRAIE

DU SANG ET DES LARMES

UN FILM DE PETER BERG

LA NOUVELLE RÉFÉRENCE DU FILM DE GUERRE
LE 26 MAI EN BLU-RAY, DVD ET VOD SUR **CANAL PLAY** VOD

W9

PREMIERE

jeuxvideo.com

metronews

RMC
INFO TALK SPORT

© 2012 TCYK, L.L.C. ALL RIGHTS RESERVED

DARK STAR

Le bazooka, l'arme antichar

Canon antichar ? Trop lourd. Fusil antichar ? Inefficace. Le bon équilibre est trouvé en 1943 avec le bazooka : simple, léger, assez puissant pour neutraliser un tank. Ce sont cependant les copieurs allemands, et non ses inventeurs américains, qui en font une arme redoutable, contre les blindés et (surtout) les fortifications.

① La charge creuse pour la destruction

Le bazooka repose sur le principe de la « charge creuse », observé dès 1792 par l'ingénieur des mines allemand Franz von Baader. Ce dernier remarque qu'une charge évidée en cône concentre l'effet de choc vers l'embouchure de l'ouverture. En 1894, le chimiste américain Charles Munroe, qui expérimente des torpilles pour le compte de l'US Navy, transforme ce principe en arme. Il enrobe d'explosif une boîte en fer. Idée fortuite, mais décisive. Car cette couche métallique intérieure solide est transformée par l'explosion en un dard de métal en fusion, dont l'extrémité atteint une vitesse phénoménale (jusqu'à 36 000 km/h) en quelques dizaines de microsecondes. Ce jet peut percer un blindage d'une épaisseur allant de 1,5 à 2,5 fois le diamètre de la charge, avant de dévaster l'intérieur d'un véhicule protégé : l'effet de choc projette des fragments de paroi, tandis que le métal brûlant met le feu aux munitions, au carburant...

En Afrique du Nord en 1943, les Allemands capturent quelques M1 et en perçoivent immédiatement l'intérêt.

④ Des débuts fumeux

Dès l'été 1942, 5 000 M1 et 25 000 roquettes M6 à charge creuse sont fabriqués d'urgence en vue du grand concert d'ouverture de l'armée américaine, le débarquement en Afrique du Nord, le 8 novembre 1942. Le résultat obtenu en Tunisie début 1943 n'est pas fameux. L'arme, improvisée, tombe souvent en panne, tandis que les projectiles explosent parfois dans le canon... À peine formés, les servants utilisent mal leur outil, tandis que le *back blast* soulève un nuage de poussière aussi révélateur que peu apprécié. Enfin, le calibre de 60 mm manque de puissance et la roquette, trop pointue, ricoche sur les blindages. Si le bazooka est utile contre les retranchements, son efficacité semble nulle contre les chars. C'est la déception et l'US Army suspend la distribution en mai 1943. En revanche, les Allemands, qui ont capturé quelques M1, en perçoivent tout de suite l'intérêt.

⑤ La Wehrmacht perfectionne l'instrument

Parce qu'ils ont expérimenté eux-mêmes les charges creuses dans les années 1930, les Allemands perfectionnent aisément le bazooka. Le *Raketenpanzerbüchse 43* (« fusil antichar à fusée » ou RPzB) qui sort à l'automne 1943 bénéficie d'un calibre de 88 mm, de façon à percer 100 mm de blindage contre 76 mm au M1. L'arme est plus lourde (9,25 kg contre 5,8 kg), plus encombrante (1,64 m contre 1,37 m) et produit un tel souffle que le servant doit être protégé par un masque, puis, sur le modèle 54 qui suit, par un bouclier qui porte le poids à 11 kg. Mais bien manié – de préférence en attaquant les flancs et l'arrière moins protégés des blindés –, le RPzB est dévastateur et hérite du surnom de *Panzerschreck* (« terreur du char »). La gamme est déclinée à 290 000 exemplaires. De leur côté, les Américains ont analysé les faiblesses du M1 et corrigé le tir. Le M1A1 plus fiable, expérimenté en Sicile, est remplacé en 1944 par le M9 plus puissant. C'est enfin le succès : 477 000 exemplaires sont produits, avec 15,6 millions de roquettes. Le M20, au calibre de 90 mm inspiré du *Panzerschreck*, arrive cependant trop tard.

en tube

Par Pierre Grumborg

② La fusée comme propulsion

Mal compris, l'effet de la charge creuse n'est cependant exploité militairement qu'à la fin des années 1930, en Allemagne mais aussi en Suisse, à Zurich, dans le laboratoire d'Henry Mohaupt. Intrigué par l'« effet Munroe », le chimiste travaille à des projets de grenades antichars, qu'il transmet aux Français et aux Britanniques lorsqu'éclate la Seconde Guerre mondiale. Passé outre-Atlantique en octobre 1940, Mohaupt y reprend ses recherches. La grenade M10 qu'il conçoit pour l'US Army fonctionne mais son poids de seulement 1,6 kg limite l'efficacité, tandis que le lancement à la main est suicidaire. La M10 est alors confiée à des spécialistes des fusées : le chercheur Clarence Hickman et le colonel Leslie Skinner. Tous deux ont étudié de près les expériences de Robert Goddard. Ce grand précurseur de l'aéronautique a expérimenté le 6 novembre 1918 une fusée lancée depuis un tube. Ces travaux, abandonnés par l'Army pour cause

d'armistice, sont repris par le colonel Skinner qui demande début 1942 au lieutenant Edward Uhl de les poursuivre. Ce dernier monte une M10 sur une fusée, puis trouve dans un dépôt un tuyau du bon calibre. Le 24 juin 1942, le lance-roquettes M1 est né.



Le bazooka modèle M1A1 de l'été 1943 mesure 1,37 m de long, pèse 5,8 kg et porte (en principe) à 300 m. La cadence de tir est de cinq coups par minute. La roquette M6A1 pèse 1,6 kg et perce 90 mm de blindage. Le grillage à l'avant du tube protège (fort mal) le tireur du souffle.

③ Le tube du fantassin

Le brigadier-général Gladeon Barnes, patron du département d'armurerie de l'US Army à qui l'engin est présenté, lui trouve une ressemblance flagrante avec le bazooka, un hybride de trombone et de tuyau de poêle dont joue Bob Burns, humoriste rural des années 1930. En vérité, l'arme est plus facile à manier que l'instrument. Il suffit d'insérer la roquette à l'arrière du tube, d'en ôter la goupille de sécurité et de connecter les fils au système de mise à feu électrique. Celui-ci est actionné par un mécanisme très simple et alimenté par deux piles, placées dans la crosse. Le recul est négligeable, mais le choc et la toxicité des gaz éjectés (le *back blast*) peuvent grièvement blesser jusqu'à 50 m et interdisent l'usage depuis l'intérieur d'un bâtiment. Le système de visée, rudimentaire, se limite à un œilleton ; un cadre à quatre repères (gradués par 100 m) donne le réglage de hausse pour la distance.

④ Une famille d'armes nouvelles

Avant le bazooka, la seule défense efficace des fantassins face aux blindés repose sur le canon antichar. Or, le 57 mm M1 standard de l'US Army en 1943 pèse 1 140 kg, autant que 150 M1 chargés ! Toutes les armées se convertissent donc en masse au lance-roquettes d'épaule. Dès 1943, les Britanniques s'équipent du PIAT (pour *Projector, Infantry, Anti Tank*) : il éjecte sa munition par ressort avant la mise à feu de la charge propulsive, ce qui évite le souffle et le rend plus discret. Les Allemands inventent l'antichar de masse avec le *Panzerfaust* (« poing antichar »), engin rudimentaire – mais efficace dans les conditions de combat urbain suicidaire de 1945 – distribué à 6 millions d'exemplaires ! L'après-guerre conforte encore le succès de ces armes à bas prix, à l'exemple du RP-7 soviétique (9 millions d'exemplaires) ou des armes à usage unique comme l'AT4 CS de Saab-Bofors (Suède) en dotation actuelle dans l'armée française. Cette arme légère (6,7 kg), compacte (1 m) et utilisable depuis un abri fermé grâce à un *back blast* réduit, perce 600 mm d'acier et 1450 mm de béton, au prix d'environ 1 100 euros.



1919 : la seconde guerre de Crimée des Français

Par Rémy Porte

Mal inspirée, coordonnée, exécutée, l'expédition alliée sous commandement tricolore qui tente de stopper l'offensive bolchevique au sud de la Russie aboutit logiquement à un fiasco... Que la glorieuse France de 1918 s'est empressée de balayer dans les oubliettes de l'Histoire.

La République populaire d'Ukraine qu'appuient les Alliés depuis Odessa a proclamé son indépendance le 25 janvier 1918, émergeant du chaos de la révolution russe. L'État est renversé le 28 avril avec l'aide allemande par un aristocrate cosaque nationaliste, antibolchevique, l'hetman Pavlo Skoropadsky. Mais ce dernier est chassé en novembre et la république est restaurée et réunie en janvier 1919 avec la République populaire d'Ukraine occidentale (proclamée en novembre). Elle disparaît en 1921, dépecée au profit de l'URSS et de la Pologne.

La Grèce a d'excellentes raisons de s'engager en Russie du Sud. Des Grecs ont colonisé les côtes de la mer Noire dès le VII^e s. av. J.-C. et se maintiennent tout au long de la période byzantine, puis de la construction de l'empire russe, contre les Turcs. Toujours peuplées d'importantes et dynamiques communautés, les cités de Théodosia, Eupatoria, Tauridia, Sébastopol en Crimée et d'Odessa en Ukraine sont de riches centres marchands qu'Athènes a tout intérêt à défendre.

Lorsque le clairon sonne la fin des combats le 11 novembre 1918 à 11 heures, l'armée française entière inspire à pleins poumons l'air pur de la victoire. La Grande Guerre est terminée et les 5 millions de soldats, parfois mobilisés depuis huit ans, s'apprentent à rentrer au foyer. Tous, hélas, ne sont pas égaux sous l'Arc de Triomphe. Pour une dizaine de milliers de poilus de la 156^e division d'infanterie (DI), vétérans de l'armée d'Orient qui a bouté la Bulgarie et l'Autriche hors de la guerre, les combats ne sont pas finis. Maintenus sous les armes après novembre alors que leurs camarades sont rentrés, ils s'apprentent le 15 décembre à embarquer de Roumanie pour un nouveau front... Leur destination : Odessa et Sébastopol, les grandes bases russes de la mer Noire (voir carte p. 71). Leur ennemi : non plus l'Allemand, le Bulgare, l'Ottoman ou l'Autrichien, mais le bolchevik. Si les pauvres troupiers de la 156^e DI apprennent au dernier moment leur destination, leur odyssee est prévue depuis un an. Dès le 23 décembre 1917, dans la foulée de la révolution d'Octobre, Paris et Londres ont décidé de soutenir le parti des « Russes blancs » tsaristes et se sont partagé des « sphères d'influence » en Russie. Les Français héritent ainsi de la responsabilité d'immenses territoires : l'Ukraine, le bassin du Donets,

la Crimée... Ce ne sont encore que des projets de papier. Mais la défaite allemande inéluctable fin octobre 1918 relance l'idée. Il s'agit, explique Georges Clemenceau, président du Conseil et ministre de la Guerre, de « réaliser l'encerclement économique du bolchevisme » et « la saisie de gages territoriaux pour garantir nos intérêts » avant de favoriser « la reconstitution de forces locales en vue de l'établissement d'un régime d'ordre favorable à notre cause ». Le plan est donc de soustraire des troupes à l'armée française d'Orient, qui occupe début décembre 1918 la Bulgarie et la Hongrie et se déploie en Roumanie sur les bords de la mer Noire, pour intervenir au sud de l'empire des tsars dans l'État ukrainien en gestation, toujours occupé par plusieurs divisions allemandes. Sauf que les moyens ne sont pas à la hauteur grandiose du projet. Au lieu des douze divisions jugées nécessaires, seules deux divisions d'infanterie françaises pourront être effectivement engagées. Pour compenser ce déficit, Paris obtient en particulier la participation de la Grèce et de la Roumanie et désigne le général Henri-Mathias Berthelot comme chef direct de l'opération, sans que Louis Franchet d'Espèrey, patron de l'armée d'Orient que Clemenceau déteste, ait son mot à dire. Berthelot, qui n'a sans doute qu'une confiance limitée dans la capacité opérationnelle de ses alliés, demande que leurs unités organiques lui soient





Les Français sont pris entre deux feux : la jeune Armée rouge et les civils armés.

À Kherson, le 9 mars 1919, une poignée de Français du 176^e régiment d'infanterie tente de résister à l'arrivée des bolcheviks aidés par la population.

S. Pava '14



Des soldats coloniaux, sans doute du 1^{er} régiment de marche d'Afrique de la 156^e DI, montent la garde à Odessa, fin mars 1919.

Atypique, souvent présenté comme l'un des principaux inspirateurs de la doctrine de l'offensive avant la Grande Guerre, **Henri-Mathias Berthelot** (1861-1931) est chef d'état-major de Joffre lors de la Marne en 1914. Il commande ensuite un corps d'armée puis aide à refonder l'armée roumaine en 1916 (ce qui lui vaut un statut de héros national à Bucarest). Rentré en France en 1918, il retrouve la Roumanie à la fin de la guerre et commande en Russie du Sud en 1919. Il intègre ensuite jusqu'en 1926 le Conseil général de guerre, sorte de directoire national des affaires militaires.

Un régiment d'artillerie en 1918 compte trois ou quatre **groupes** de 12 canons répartis en trois batteries.

Un des artisans de la victorieuse offensive Broussilov de 1916 contre l'Autriche, le général **Anton Ivanovitch Denikine** (1872-1947) commande le front sud-ouest en août 1917. Hostile aux bolcheviks, il forme une armée de volontaires dans le sud de la Russie, avec laquelle il défait l'Armée rouge et marche sur Moscou à l'automne 1919. Mais les bolcheviks reprennent le dessus et Denikine, vaincu, part en exil aux États-Unis.

affectées sans leurs états-majors et services logistiques, afin de pouvoir les intégrer totalement dans des groupements mixtes franco-roumains et franco-grecs. Il réclame aussi leur placement sous son autorité directe.

Des contingents alliés bien maigres

En pratique, quelques milliers de Franco-Grecs d'une flotte improvisée débarquent à Odessa le 17 décembre, à Sébastopol le 25. Les effectifs sont notoirement insuffisants. Pour couvrir un territoire grand comme la France, Berthelot disposera en tout des 156^e et 30^e DI, affaiblies par la maladie et les rapatriements, soutenues par quelques **groupes d'artillerie** équipés de 75 mm, plus une poignée de chars Renault FT-17. Soit au mieux 20 000 hommes, auxquels se joignent

trois divisions d'infanterie grecques incomplètes (20 000 hommes peut-être) et des contingents polonais, tchèques et roumains marginaux — les Roumains restent à l'arrière jusqu'au repli final sur leur frontière. S'ajoutent enfin des volontaires locaux (dont le nombre n'est encore pas évalué, sans doute quelques milliers) ukrainiens et russes blancs du général **Denikine**, surencadrés mais opérationnellement inefficaces. Le déploiement de ce contingent prend trois mois dans un climat de défiance total, jusqu'en février 1919. Les troupes pénètrent progressivement dans les terres, en particulier par les vallées du Dniepr et du Bug, au-delà d'Odessa, Nikolaïeff et Kherson. Mais elles se heurtent vite à la résistance puis aux contre-attaques de bolcheviks de plus en plus nombreux. Les effectifs, qui encadrent troupes régulières et irrégulières, ainsi que des civils armés sur les arrières, sont inconnus mais le rapport de force dans les principaux combats est de 2 à 5 contre 1, comme à Kherson, combat pivot de l'expédition en mars (voir encadré p. 71).

La situation des contingents alliés est d'autant plus délicate que l'Armée rouge hâtivement construite par Trotski bénéficie du soutien d'une grande partie de la population des principales villes. L'officier et historien Jean Bernachot (voir *bibliographie* p. 72) évoque en effet « toute une population tirant de toutes les fenêtres ». Commandant la place d'Odessa, le général Philippe d'Anselme télégraphie à son chef :

« *Tout le pays nous est hostile... Situation pourrait devenir très critique.* » Français, Grecs et Roumains se trouvent ainsi quasiment pris entre deux feux : les unités de l'Armée rouge naissante, appuyées par des trains blindés, les assiègent tandis que sur leurs arrières les syndicats et le Parti communiste de Russie entretiennent une atmosphère de grève permanente et de menace insurrectionnelle. Le tout alors que de nombreux soldats allemands, très sommairement désarmés, attendent leur rapatriement.

Le 16 mars, le rapport de force devient si défavorable que Berthelot, désespérant de recevoir des secours, demande à être relevé (officiellement pour raisons de santé). Et Franchet d'Espèrey, revenu aux commandes, n'a plus qu'à jeter l'éponge. Les derniers détachements alliés quittent Odessa le 7 avril. Une semaine plus tard, c'est le tour de Sébastopol. « *Il n'y a plus de troupes allemandes en Crimée et les gouvernements locaux n'existent plus*, télégraphie-t-il le 16 avril 1919 au commandant de la place. *Par suite, et en m'autorisant des instructions reçues de Paris, je décide que les troupes alliées évacueront Sébastopol.* »

La retraite est aussi piteuse que l'arrivée. Les quelques bâtiments de la Marine nationale disponibles sont prioritairement utilisés pour évacuer les populations civiles et l'essentiel des militaires retraités à pied, par terre, vers l'ouest et la frontière roumaine, dans des conditions terribles. La zizanie s'installe alors que les

Les soldats portent la capote moutarde (illustration de droite) des troupes coloniales, adoptée par l'armée d'Orient en 1915. Les quelques chars FT-17 (ici à Odessa) dont ils disposent seront abandonnés sur place.



officiers des différentes nationalités tentent de préserver leurs hommes et que les priorités nationales divergent. Le 28 avril, les bolcheviks entrent dans Sébastopol. Fin mai, l'échec est définitivement consommé. Roumains et Français s'enterrent sur la frontière nord-est

de la Roumanie, tandis que les régiments grecs sont dirigés vers l'Asie Mineure et que les autres contingents sont rapatriés. L'affaire, au total, coûte au moins un millier d'hommes aux Alliés, auxquels s'ajoutent environ 10 000 blessés et malades et quelques centaines de disparus.

Un commandement désorganisé

Par son côté exemplaire, le fiasco de Russie du Sud mérite un examen attentif. Le premier constat est celui d'une inadéquation des moyens militaires déployés aux ambitions initialement affichées d'une part et d'une inadéquation complète entre les objectifs particuliers de chaque gouvernement. Lorsque débutent les

conversations de paix de Paris, la France revendique la première place dans les affaires européennes, tout en faisant face aux réserves britanniques et italiennes. Mais, comme la démobilisation a été largement entamée (et qu'elle est exigée par

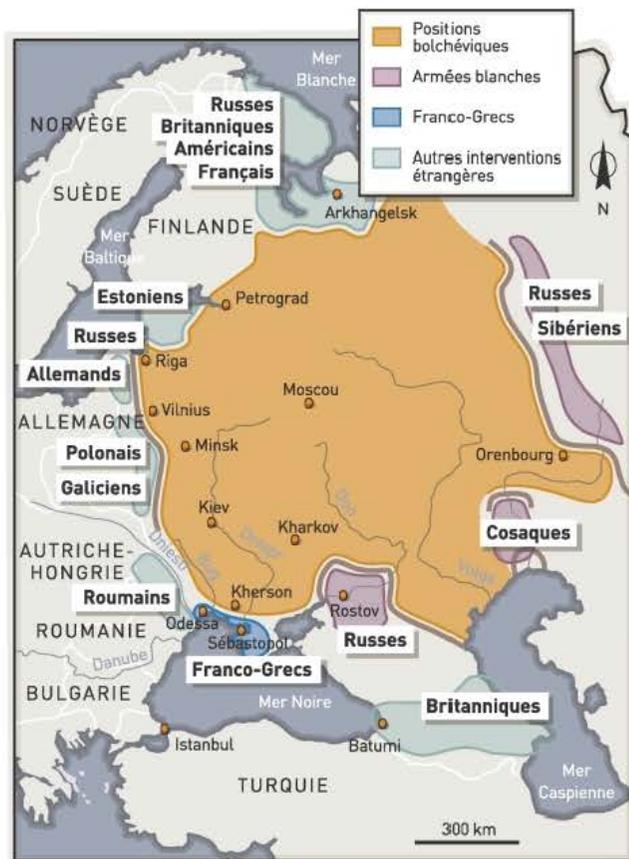
l'opinion publique métropolitaine), la campagne de Russie du Sud ne peut matériellement pas être conduite par les seules unités françaises. Et doit englober une proportion importante

de contingents d'autres pays, qui poursuivent chacun leurs propres objectifs politiques. La volonté initiale de Clemenceau doit ainsi bientôt disparaître devant les délicates négociations franco-anglo-américaines sur le traité de paix avec l'Allemagne. Non seulement la France ne peut plus mener une guerre seule, mais encore elle n'est plus sûre de vouloir la faire. Face à ces exigences contradictoires, les relations se tendent entre les différents commandements nationaux, et les Alliés (en particulier les Grecs) supportent difficilement l'action maladroite du haut commandement français, imbu des victoires de l'automne 1918 mais qui n'a pas

les moyens d'exercer l'autorité revendiquée.

Au problème de conduite de la guerre sur le plan politique et diplomatique s'ajoute une mauvaise organisation du commandement. Au niveau supérieur, la décision de créer au bénéfice du général Berthelot, qui correspond directement avec le ministère de la Guerre, un commandement autonome, distinct de celui de Franchet d'Espèrey à la tête des armées alliées d'Orient, rend plus difficile la constitution et le travail des états-majors aussi bien que l'organisation du soutien. De plus, sur le terrain, les Français ont, on l'a vu, demandé aux Grecs et aux Roumains de mettre leurs unités à la disposition de l'opération

L'affaire coûte aux Alliés au moins un millier de morts, 10 000 blessés, des centaines de disparus.



JANVIER 1919: TOUS CONTRE LES ROUGES!

L'expédition française s'inscrit dans un vaste mouvement international destiné à appuyer les « Russes blancs » contre les bolcheviks. Quatorze nations y participent, en Europe mais aussi dans le Caucase et en Extrême-Orient. Mal coordonnée, trop ambitieuse pour ses faibles effectifs, l'opération aboutit à un retrait piteux en mars 1920.

sans leurs éléments nationaux de commandement, pour mieux les intégrer au sein de grandes formations binationales sous responsabilité tricolore exclusive. Il en résulte une insatisfaction des officiers supérieurs et généraux grecs et roumains, relayée par l'irritation des officiers subalternes qui supportent mal de devoir renoncer à leurs commandements organiques.

Des troupes au moral défaillant

Le piètre résultat militaire de l'opération tient enfin à la mauvaise qualité des troupes. Berthelot et Franchet d'Espèrey déplorent le sous-effectif de

■ Kherson : le combat qui signe la défaite

Plus que tout autre combat, c'est celui de Kherson, du 2 au 10 mars 1919, qui signe l'échec allié. Durant près d'une semaine, près de 12 000 bolcheviks harcèlent à distance et bombardent un contingent allié d'environ 4 000 hommes après en avoir fait le siège. Aux avant-postes, les pertes sont nombreuses, spécialement chez les Grecs, où un tiers des 700 soldats sont tués ou blessés. Les bolcheviks lancent l'offensive générale le 8 mars avec le soutien de trains blindés. L'artillerie de la flotte française freine l'assaut, mais la situation dans la ville est si instable (tireurs embusqués, grève générale...) que le commandement décide d'évacuer : le colonel de Clavière estime que près de 50 000 ouvriers sont prêts à se joindre aux assaillants. L'évacuation, commencée dans la nuit du 9 mars, s'achève le lendemain.



André Marty sort de la prison de Clairvaux le 17 juillet 1923. Le 16 avril 1919, cet officier mécanicien à bord du *Protet* ancré en Roumanie est arrêté alors qu'il complète pour livrer son navire aux bolcheviks. L'affaire déclenche les mutineries de Sébastopol le 19, même si leur cause est plus morale que politique. Le Parti communiste français, qui fait élire Marty député en 1924, transforme l'incident en symbole.

l'encadrement des unités françaises et la faiblesse de leurs états-majors. Ils sont très critiques quant à l'évaluation de la qualité des officiers qui leur sont affectés, parfois partiellement inaptes physiquement, souvent peu formés aux techniques d'état-major et surtout peu motivés : « *Ceux qui rejoignent sont pour la plupart incapables, aigris ou indésirables* », télégraphie Franchet d'Espèrey au président du Conseil, le 26 mars 1919.

Peut-on reprocher leur moral défaillant aux malheureux expédiés aux confins de la mer Noire quand leurs camarades fêtent leur retour ? La hiérarchie est bien fautive à leur égard. Dans une région appauvrie par la guerre et l'occupation militaire austro-allemande, le haut commandement engage des moyens logistiques sans rapport avec l'opération programmée. Les divisions alliées sont intégrées au dispositif international sans leurs organes de soutien, lequel

Ces graves difficultés de ravitaillement se traduisent vite par des pénuries qui ruinent d'autant plus le moral et la capacité opérationnelle des unités que chaque commandement national en vient à privilégier ses propres contingents au détriment de l'ensemble. Elles s'aggravent par ailleurs pendant l'ultime phase de retraite en direction de la Roumanie : les troupes souffrent des difficultés du terrain, particulièrement dans la région de Majaki où les hommes doivent traverser des marécages avec de l'eau jusqu'à la ceinture et sans ravitaillement...

Les derniers mutins

Enfin, les troupes sont épuisées et les compagnies en sous-effectif, ce qui conduit à quelques cas de refus collectifs d'obéissance. Il en est de même pour les bâtiments de la Marine et c'est dans ce contexte qu'il faut replacer les « mutineries de la mer Noire » qui surviennent en avril devant Sébastopol (voir encadré ci-contre) mais aussi dans l'infanterie. Après plusieurs années de guerre, les soldats français n'aspirent qu'à rentrer dans l'Hexagone, les Grecs sont déjà tournés vers Smyrne et l'Asie Mineure tandis que les Roumains doivent à la fois reconstruire leur armée et consolider la « Grande Roumanie » naissante face à la Hongrie. Les autres contingents sont peu fiables, en particulier les différentes formations de « volontaires »

russes blancs. À mesure que des classes du contingent français sont renvoyées vers la métropole ou que des soldats malades sont rapatriés, les absences ne sont pas compensées et les vides se creusent...

Franchet d'Espèrey ne finasse pas lorsque, après plusieurs télégrammes d'alerte, il s'adresse fin mars 1919 à Clemenceau : « *Il est de mon devoir de chef d'armée de dire crûment au chef du gouvernement la vérité tout entière. Une catastrophe est possible. Je vous demande de suite, sans nouveaux atermoiements, les moyens indispensables, réclamés depuis longtemps. Demain, il sera trop tard.* » La seule réponse des politiques est de consentir à un repli. Il n'est pas souhaité. Mais comment faire autrement ? ■

Pour en savoir +

À lire • *Les Armées françaises en Orient après l'armistice de 1918 (vol. 2) : Les armées du Danube, général Bernatchot, Service historique de l'armée de terre, Vincennes, 1970.*

• *La Guerre en Russie et en Sibérie, Ludovic-H. Grondijs, Brossard, 1922.*

• *L'intervention française en Russie, 1918-1919. Souvenirs d'un témoin, Jean Xydias, Éditions de France, 1927.*

• *Berthelot. Du culte de l'offensive à la stratégie globale, Jean-Noël Grandhomme, ECPAD, 2012.*

Sur le Web • La presse de l'époque sur Gallica.fr



■ Quand la flotte de mer Noire rejoue le cuirassé *Potemkine*

Stupeur en France le 19 avril 1919 : la flotte de la mer Noire s'est mutinée ! Est-ce l'annonce d'une nouvelle révolution, comme celle qui a démarré en 1905 sur le cuirassé *Potemkine* devant Odessa, ou celle des marins de Kiel en Allemagne, en novembre 1918 ? En réalité, les troubles se concentrent sur trois bâtiments (*France, Justice, Vergniaud*) mouillés devant Sébastopol. Ils ne touchent que quelques centaines de marins, lassés par la poursuite d'une guerre sans fin ni but et des conditions de vie exécrables. Les tentatives de quelques agitateurs, dont les futurs leaders communistes André Marty et Charles Tillon, pour créer un « soviet » à bord des navires échouent. L'affaire tourne court en quatre jours : dès le 23 avril, le commandement du vice-amiral Amet reprend le contrôle de la flotte, vite ramenée en métropole. Ces mutineries sont surtout instrumentalisées dans l'Hexagone par la presse et les partis de gauche, qui lui accordent une place et un rôle disproportionnés. Une trentaine de marins au total sont condamnés (de quelques mois à quinze ans de prison), mais sont amnistiés dès 1922. Cette mutinerie a eu plus d'influence par la peur qu'elle a suscitée dans le commandement et les instances politiques que par ses conséquences réelles.

ABONNEZ-VOUS!

OFFRE EXCEPTIONNELLE

SCIENCE & VIE
GUERRES & Histoire

1 AN | 6 numéros
29€ au lieu de ~~35,70€~~
SEULEMENT

soit
1 N°
GRATUIT



BULLETIN D'ABONNEMENT

KIOSQUE
mag

Disponible sur
KiosqueMag.com

à compléter et à retourner dans une enveloppe affranchie à : GUERRES ET HISTOIRE - CS 50273 - 27092 EVREUX Cedex 9

- OUI, je profite de cette offre exceptionnelle : je m'abonne pour 1 an (6 numéros) à Guerres&Histoire pour 29€ seulement au lieu de 35,70€* soit 1 numéro gratuit.**
- je préfère m'abonner pour 2 ans (12 numéros) pour 55€ seulement au lieu de 71,40€* soit 23% de réduction.

762773

762781

> Mes coordonnées :

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Complément d'adresse (Résidence, lieu-dit, bâtiment...) : _____
Code Postal : _____ Ville : _____
Tél. : _____ Email : _____
Grâce à votre numéro (portable) nous pouvons vous contacter si besoin pour le suivi de votre abonnement. Je souhaite bénéficier des offres promotionnelles des partenaires de SVJ (groupe Mondadori)

> Je règle l'abonnement par :

Chèque à l'ordre de Guerres et Histoire



Expire fin : _____ Cryptogramme : _____
Les 3 derniers chiffres au dos de votre CB

Signature obligatoire: _____

* Prix public et prix de vente en kiosque. Offre valable pour un premier abonnement livré en France métropolitaine jusqu'à fin décembre 2014.

Je peux acquérir séparément chacun des numéros de Guerres et Histoire au prix de 5,95€ frais de port non inclus. Vous ne disposez pas du droit de rétractation pour l'abonnement au magazine. Conformément à la loi «informatique et libertés» du 6 janvier 1978, cette opération donne lieu à la collecte de données personnelles pour les besoins de l'opération ainsi qu'à des fins de marketing direct. Ces informations sont nécessaires pour le traitement de votre commande, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des informations vous concernant ainsi que votre droit d'opposition, en écrivant à l'adresse d'envoi du bulletin. Vous êtes susceptible de recevoir des propositions commerciales de notre société pour des produits et services. Si vous ne le souhaitez pas, veuillez cocher la case ci-contre

PROGRAMMATION
SPÉCIALE

1914
DERNIÈRES
NOUVELLES
INEDIT TV

CENTENAIRE DE LA
GRANDE GUERRE
TOUS LES JEUDIS À PARTIR DE 20H45

LA PREMIÈRE
GUERRE
MONDIALE
INEDIT TV

**TOUTE
L'HISTOIRE**

Pour ne rien oublier

@TLHTV
www.toutelhistoire.tv

DISPONIBLE SUR :



CANAL 98



CANAL 27



CANAL 122



CANAL 135



CANAL 157



CANAL 202



CANAL 213



UNE
CHAÎNE
AB
GROUPE

James Bond est une femme

Par Jean-Dominique Merchet

Dans la nuit du 1^{er} au 2 mai 2011, à bord des deux Black Hawk qui arrivent au-dessus de la maison de Ben Laden, à Abbottabad (Pakistan), il n'y a que des hommes et un chien. Pas de femme. Pourtant, « *les femmes ont joué un rôle prépondérant dans la traque de Ben Laden* », assure Peter L. Bergen dans *Chasse à l'homme* (R. Laffont, 2012), le livre le mieux informé sur cette affaire. L'identité de toutes celles qui ont travaillé sur le dossier du chef d'Al-Qaïda n'est pas connue, seuls quelques noms ont filtré. Pour le grand public, ces femmes ont un visage, celui de Jessica Chastain, l'actrice qui tient le rôle principal dans *Zero Dark Thirty*, l'excellent film de Kathryn Bigelow, sorti en France en janvier 2013. Chastain y incarne Maya, personnage de fiction inspiré de plusieurs personnes qui ont participé à cette gigantesque chasse à l'homme. Elles ont au moins deux points communs : elles travaillent pour la CIA et ce sont des femmes.

C'est l'une des grandes découvertes des enquêtes journalistiques sur la traque de Ben Laden : le rôle important que des femmes y ont joué. Pas étonnant quand on sait que près de la moitié du personnel (43 %) de la CIA est désormais féminin. N'en déplaise au romancier britannique William Boyd, qui vient de redonner vie à 007, aujourd'hui, James Bond serait plutôt une femme...

On le voit dans la fiction, avec Carrie Mathison, l'héroïne de la série *Homeland*. On le voit dans le monde réel et pas seulement aux États-Unis. En France, les femmes représentent déjà un quart du personnel de la DGSE, soit plus de 1 200 « espionnes » civiles ou militaires. C'est trois fois plus qu'il y a trente ans (7 % en 1982). Aujourd'hui, un tiers des candidats au recrutement sont des candidates. Les femmes sont présentes dans toutes les directions et pas qu'aux postes d'analystes à la direction du renseignement ou d'ingénieurs à la direction technique. Elles sont en poste à l'étranger et sur le terrain, dans des missions clandestines.

Quoi qu'en pensent les machos, elles seront de plus en plus présentes dans les opérations spéciales. Car celles-ci ne se résument pas à « *mettre des coups de pied dans les portes* », selon le mot d'un officier français. C'est la raison pour laquelle quelques femmes ont rejoint le GIGN. Sur la vingtaine de femmes y servant, six sont affectées dans des forces opérationnelles, pour des missions de protection et d'observation. L'« action » n'est qu'un élément des opérations spéciales et l'essentiel des moyens humains supplémentaires que, par exemple, la France a décidé de consacrer à son Commandement des opérations spéciales (COS), iront vers des fonctions comme le transport aérien, le soutien ou l'expertise technique. Autant de domaines où les femmes – qui représentent déjà 15 % des militaires – trouveront plus aisément leur place que dans l'action commando. Hollywood ne s'y est pas trompé : le héros de *Zero Dark Thirty* n'est pas le chef du groupe des Seals, commandos de l'US Navy, lâchés sur leur proie. Aujourd'hui, le héros est une héroïne. « *Pâle et stressée* », en « *talons hauts très chic* », elle aurait éclaté en sanglots devant le sac contenant le corps de Ben Laden, débarqué de l'hélicoptère de retour de mission. C'est ce que raconte Matt Bissonnette, l'un des Navy Seals, qui a assisté à la véritable scène. Celle qu'il appelle « Jen », une analyste de la CIA, « *a passé cinq ans à traquer cet homme. Et maintenant son cadavre est à ses pieds* », raconte-t-il **.

Cette traque a commencé bien avant le 11-Septembre. En décembre 1995, une cellule spécialisée est créée au siège de la CIA, à Langley (Virginie), dirigée par Michael Scheuer, un analyste du contre-terrorisme. Celui-ci s'entoure de femmes : elles seront jusqu'à 17 dans son équipe de 24 personnes. Il s'en expliquera à Peter L. Bergen : « *Elles semblent avoir un don exceptionnel du détail. Elles ont l'art de voir les structures et de comprendre les relations. Si j'avais pu installer une pancarte : "Les mecs, inutile de vous porter candidats", je l'aurais fait.* » À Langley, tout le monde se gausse pourtant de cette « *bande de nanas* »... Les deux femmes les plus célèbres de cette équipe sont Barbara Sude et Jennifer Matthews.

Barbara Sude, c'est l'intello de la bande : diplômée de Georgetown et de Princeton, spécialiste du monde arabe et de la pensée islamique médiévale, elle a travaillé trente ans à la CIA avant de rejoindre le think tank Rand Corporation comme politologue. Dans le monde de l'antiterrorisme, c'est une star. Elle est l'auteur d'une note devenue tristement célèbre : « *Ben Laden résolu à frapper les États-Unis.* » Un document très secret daté du 6 août 2001, trente-six jours avant les attentats ! Son existence ne sera

révélée au public qu'en 2003 dans le cadre de l'enquête sur les dysfonctionnements de l'administration américaine qui ont abouti aux attaques du 11-Septembre.

Début 2002, elle constate que la trace de Ben Laden a été perdue, après sa fuite d'Afghanistan, et pose les bases intellectuelles de la méthode qui permettra, huit ans plus tard, de le retrouver. Il s'agit de « *cartographeur* » ses relations : famille, responsables terroristes, financiers du réseau... Bref, tous ses contacts avec le monde extérieur.

Jennifer Matthews, c'est un tout autre genre – elle est incarnée dans le film de Bigelow par Jennifer Ehle. Adjointe de Scheuer, connaissant parfaitement l'islam, cette chrétienne engagée et mère de trois jeunes enfants est la nièce d'un cadre de la CIA. En 2002, elle réalise un grand coup : la capture d'Abu Zubaydah, un Saoudien toujours détenu à Guantanamo. Les informations qu'il aurait livrées sous la torture auraient conduit à l'arrestation de Khalid Cheikh Mohammed, organisateur du 11-Septembre. Jennifer n'est pas du genre à rester dans son bureau. Elle interroge les prisonniers et se spécialise dans le « *ciblage* » des individus au sein des réseaux : pour les recruter, les arrêter ou les tuer en envoyant un drone. En 2009,

à 45 ans, elle pense réussir le plus beau coup de sa carrière. Elle parvient à se faire envoyer à la tête d'une base opérationnelle avancée de la CIA, le camp Chapman, à Khost, dans l'est de l'Afghanistan, près de la frontière avec les zones tribales du Pakistan – région dont elle est l'un des meilleurs spécialistes. Elle a « *ciblée* » un homme : Khalil al-Balawi, médecin jordanien en contact avec les dirigeants d'Al-Qaïda. Elle croit pouvoir le retourner. Le 30 décembre, ils doivent se retrouver dans la base de la CIA et elle a même préparé un gâteau pour l'accueillir. À peine descendu de sa voiture, l'homme se fait exploser, tuant neuf autres personnes, dont Jennifer et six autres personnels ou contractuels de la CIA. Parmi eux une autre femme, Elizabeth Hanson, trentenaire. C'est le coup le plus dur porté à la CIA depuis l'attaque contre l'ambassade américaine à Beyrouth en 1983. ■
* *Solo, une nouvelle aventure de James Bond*, W. Boyd, Seuil, mars 2014.
** Son récit a été publié sous le pseudonyme de Mark Owen : *Ce jour-là. Au cœur du commando qui a tué Ben Laden*, Points/Seuil, 2013.



« *Les femmes représentent déjà un quart du personnel de la DGSE.* »



Le char de guerre trace la voie

Par Laurent Henninger

Parce qu'il rend les armées mobiles dès une époque reculée et permet d'utiliser le cheval sans avoir à le monter, le char de guerre s'impose comme l'arme clé de l'âge du bronze. Mais cet outil à forger les empires mène bien plus loin que sa vocation militaire : engin sophistiqué, donc cher, il impose la naissance d'un pouvoir centralisé et d'une élite politique.

Vers 1600 avant J.-C., des tribus indo-européennes regroupées sous l'appellation d'Achéens envahissent le monde grec néolithique et fondent la civilisation dite **mycénienne**, caractérisée par une architecture monumentale et l'art de la guerre décrit dans les poèmes homériques. Cette civilisation prend fin vers 1150 avec l'invasion des Doriens, probablement venus du nord de la Grèce.

L'**onagre** (ou hémione) est un âne sauvage jadis très répandu dans les steppes d'Asie centrale. L'animal mesure 1,30 m au garrot.

La Terre des pharaons, *Les Dix Commandements* ou *Deux heures moins le quart avant Jésus Christ* ont fait du char de guerre un cliché de l'Antiquité. Rien de nouveau sous le soleil : le cinéma (et la BD avec *Astérix*) ne fait que reprendre un thème déjà largement évoqué dans la peinture et la statuaire tout au long de la Renaissance, de l'époque baroque et du XIX^e siècle pompier. Pourtant, bien peu d'armes ou de systèmes d'armes ont autant été fondés plus sur l'apparence que sur une authentique efficacité. Ajoutons que le char n'a rien d'universellement antique. Les Grecs ne l'utilisent

plus après l'époque **mycénienne** et les Romains pratiquement pas, sauf probablement avant le V^e siècle. En fait, le char n'est représentatif que d'une période très reculée, celle des grands empires de la fin de l'âge du bronze.

Pourquoi cet abandon progressif d'un engin pourtant sophistiqué ? Parce que le char n'est qu'un pis-aller, une trouvaille technologique destinée à contourner une difficulté : monter sur le dos d'un cheval, animal puissant qui peut faire chuter le cavalier avec une facilité déconcertante, est loin d'être évident. Il est en revanche plus facile de se tenir debout sur une plate-forme, même instable, l'animal étant attaché et plus facilement contrôlable. Il est à

peu près acquis (et logique) que le cheval ait été d'abord attelé avant d'être monté, et il faudra longtemps pour mettre au point des techniques d'équitation fiables. Cette histoire de l'attelage, d'ailleurs, ne commence pas avec le char, ni même avec le cheval : comme en témoigne un bas-relief sumérien du III^e millénaire, les hommes utilisent d'abord des chariots à quatre roues en bois plein, tractés par des ânes ou des **onagres**. Mais ces engins montrent vite leurs limites, notamment en termes de mobilité et de vitesse. Le char de guerre à deux roues tracté par deux chevaux ou plus répond à ce besoin de performance. Où est-il apparu pour la première fois ? Historiens et archéologues



des grands empires

ne s'entendent toujours pas. Certains évoquent le nord des steppes eurasiennes, dans l'actuelle Russie. D'autres penchent plutôt vers l'est de l'Asie Mineure, dans une zone qui se situerait aujourd'hui au Kurdistan et en Arménie. Mais tous semblent s'accorder sur le fait que cette naissance se serait produite aux environs de 2000 avant J.-C. Le char se diffuse ensuite rapidement dans tout le Proche-Orient, en Grèce mycénienne, en Perse, en Inde, en Chine, au Sahara et, bien plus tard, jusque chez les Celtes. Pendant des siècles, il concentre l'unique usage militaire du cheval.

Extension du domaine de la guerre

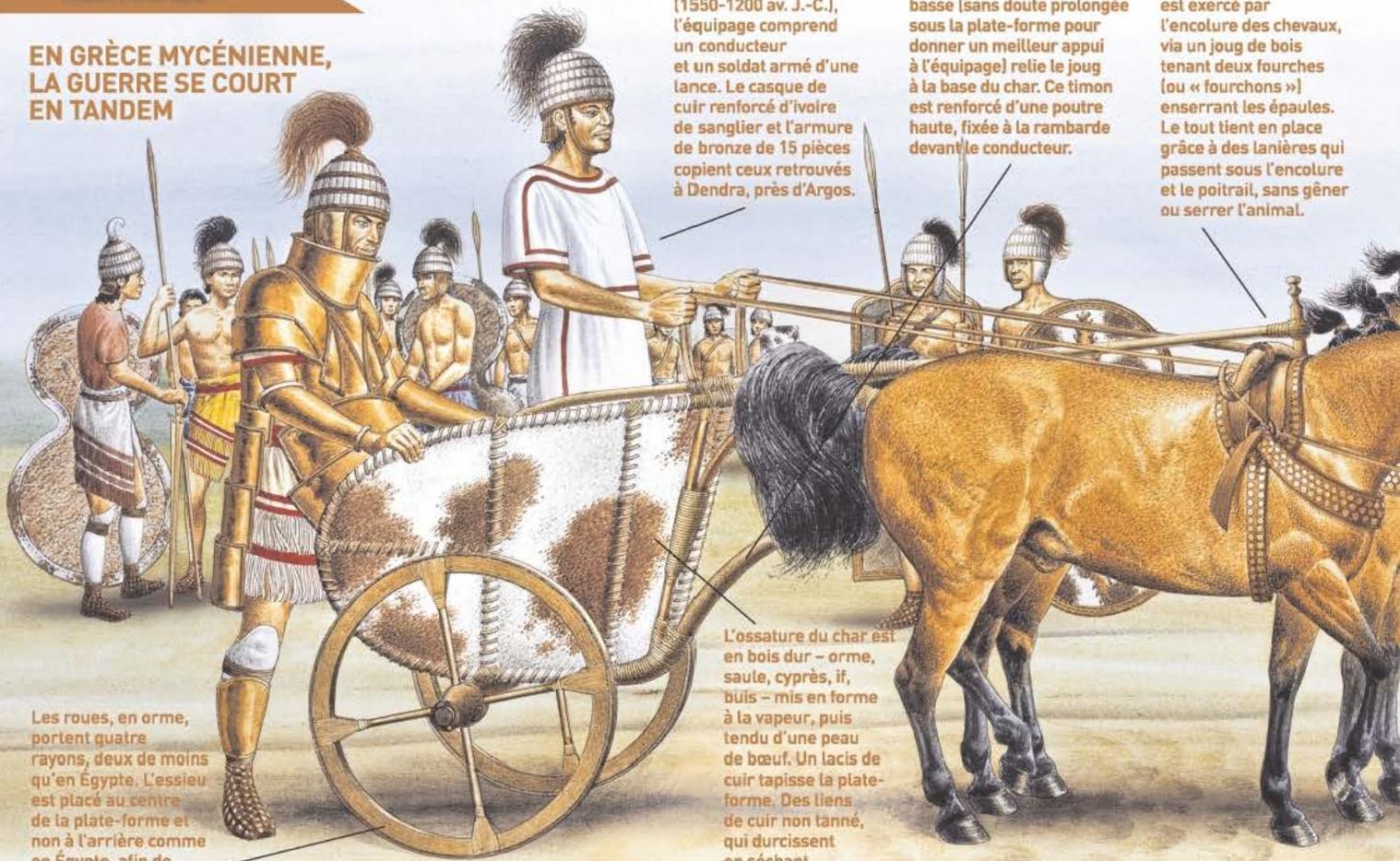
Bien que fort ancien, le char nous est connu par les bas-reliefs, les peintures et même l'archéologie : plusieurs exemplaires ont été retrouvés quasi intacts dans des tombes, dont une demi-douzaine dans celle

du célèbre pharaon Toutankhamon. Cette abondance s'explique : le char est un système apprécié car efficace. D'abord, il peut être extrêmement léger — 30 à 35 kg pour un char égyptien ! —, donc plus facile à tracter que le chariot, et tire bien mieux parti de la vitesse et de la mobilité des chevaux. Les reconstructions modernes montrent ainsi qu'il devait être possible de friser les 40 km/h pendant plusieurs minutes. Ensuite, le char change la guerre en lui ajoutant une vraie dimension stratégique. Monté par deux (parfois trois) hommes — un cocher et un javelinier ou, plus souvent, un archer —, parfois protégés par une très lourde armure qu'un homme à pied n'aurait pas pu porter, il permet des raids en profondeur, lointains et rapides, dans le territoire ennemi. Selon l'historien Jean-Pierre Digard, le char « *modifie la portée politique et même psychologique de l'action guerrière dans le Moyen-Orient antique* ». Stratégie et opérations se complexifient en

raison des possibilités nouvelles ainsi offertes, et la violence de la guerre peut se répandre sur des espaces plus étendus. Le char antique ne change pas seulement la « géographie » de la guerre, il contribue aussi à structurer la société guerrière. Il devient rapidement un concentré de la haute technologie de l'âge du bronze. Très léger, on l'a vu, il est fait de cuir tendu sur un cadre de bois, de quelques pièces métalliques, et ses roues sont désormais à rayons, elles aussi plus légères que les roues pleines, mais surtout bien plus souples (voir *illustration p. 78*). Surtout, un peu comme le seront les arcs des peuples des steppes, une bonne partie des pièces de bois sont composites : faites de lamelles collées et formées selon des procédés complexes, longs et coûteux. À raison de 600 heures de travail par unité, selon des reconstitutions récentes, les chars ne peuvent être construits que par des artisans hautement qualifiés et

Le char de guerre est proposé en deux modèles aux armées antiques. Le modèle « sport » (à gauche) – deux chevaux, deux places et construction ultralégère – est prisé par les Mycéniens, les Égyptiens et les Hittites, qui en déploient des milliers à Qadesh, en 1274. Le modèle « berline » (à droite) – quatre chevaux caparaçonnés, quatre places et construction lourde – permet à l'Assyrien Sennacherib d'écraser les Babyloniens à Halule en 691. Ce char lourd est aussi mis en œuvre par les Perses, les Indiens et les Chinois (il sera adopté plus tard par les Romains sous influence hellénistique, mais pour la course, comme dans *Ben-Hur*, ou l'apparat).

EN GRÈCE MYCÉNIENNE, LA GUERRE SE COURT EN TANDEM



Les roues, en orme, portent quatre rayons, deux de moins qu'en Égypte. L'essieu est placé au centre de la plate-forme et non à l'arrière comme en Égypte, afin de mieux supporter le poids de l'équipage.

À l'époque mycénienne (1550-1200 av. J.-C.), l'équipage comprend un conducteur et un soldat armé d'une lance. Le casque de cuir renforcé d'ivoire de sanglier et l'armure de bronze de 15 pièces copient ceux retrouvés à Dendra, près d'Argos.

Un timon formé d'une poutre basse (sans doute prolongée sous la plate-forme pour donner un meilleur appui à l'équipage) relie le joug à la base du char. Ce timon est renforcé d'une poutre haute, fixée à la rambarde devant le conducteur.

L'effort de traction est exercé par l'encolure des chevaux, via un joug de bois tenant deux fourches (ou « fourchons ») enserrant les épaules. Le tout tient en place grâce à des lanières qui passent sous l'encolure et le poitrail, sans gêner ou serrer l'animal.

L'ossature du char est en bois dur – orme, saule, cyprès, if, buis – mis en forme à la vapeur, puis tendu d'une peau de bœuf. Un lacis de cuir tapisse la plate-forme. Des liens de cuir non tanné, qui durcissent en séchant, maintiennent le tout solidement.

La bataille de **Qadesh** (en actuelle Syrie) oppose en 1274 ou 1275 l'armée du pharaon Ramsès II à celle du roi hittite Muwatalli II. La victoire est (faussement) revendiquée par les Égyptiens (voir G&H n° 5, p. 60).

Les tactiques dites **tournoyantes** décrivent des mouvements d'encerclement, avec assauts successifs et répétés suivis de retraites, destinés à user les défenseurs.

L'ordre serré décrit une formation où des troupes regroupées en rangs étroits manœuvrent ensemble, selon des règles précises (pas, distances, etc.).

coûtent des sommes faramineuses, inimaginables pour le commun des mortels. Et sans évoquer les pièces d'orfèvrerie dorées à la feuille comme les engins des pharaons!

Si l'on ajoute le prix des chevaux et de leur entretien, le système d'armes « char de guerre » devient un véritable objet de luxe, avec un impact considérable sur la société. « Pour la première fois dans l'histoire, l'accès au pouvoir passait par l'élevage, le dressage, l'utilisation de chevaux, la fabrication, la réparation de véhicules et de harnachements, l'entretien de personnels affectés à ces tâches », résume Jean-Pierre Digard. Rien d'étonnant, donc, à ce que le char soit également utilisé pour la chasse au gros gibier ou dans des courses de vitesse. Et surtout qu'il soit l'apanage d'aristocraties impériales surpuissantes. Ces dernières, formées autour de la possession de grands troupeaux, composent une classe largement au-dessus des masses de paysans et des « classes moyennes » embryonnaires (marchands, artisans, scribes, etc.), avec une distance bien supérieure

à celle qui séparera plus tard la chevalerie de l'Occident médiéval des serfs ou des paysans libres.

Le socle des élites

Bouleversement dans l'art de la guerre mais aussi dans l'organisation économique et sociale, le char de guerre joue nécessairement un rôle politique dans la constitution des États à l'âge du bronze tardif (Égyptiens, Hittites, Mésopotamiens, Mycéniens, etc., autour de 1500-1200 av. J.-C.). Pour être à même de déployer des armées de chars, il est indispensable que d'énormes richesses soient concentrées dans un très petit nombre de mains. Cette concentration s'opère selon deux cas de figure. Soit le roi (ou le pharaon, ou l'empereur) utilise lui-même le produit des impôts ou des pillages pour entretenir une force de chariots — ce qu'on observe dans les cas égyptien, babylonien ou plus tard assyrien. Soit le monarque distribue de gigantesques propriétés foncières à une aristocratie afin que celle-ci dispose des moyens

suffisants pour entretenir ses chars — cas hittite ou chinois des dynasties Shang et Zhou des deux derniers millénaires avant notre ère. C'est ainsi que se forment des élites aux formidables pouvoirs économiques et politiques dont la fonction sociale première était de fournir des chars et des équipages pour les guerres décidées par leur souverain. Certes, il arrive que des frictions plus ou moins fortes se produisent entre ces nouvelles élites militaires et d'autres plus anciennes, telles les castes de prêtres — en particulier en Égypte, où ces derniers possédaient un pouvoir économique et politique très étendu grâce à leur énorme puissance foncière. Toujours est-il que ces « aristocraties du char » sont capables de mettre en ligne de gigantesques armées : à **Qadesh** en 1274 av. J.-C., les Hittites en auraient aligné 3500, contre 2000 côté égyptien. Bien que les chiffres alignés ci-dessus montrent un réel engouement, l'usage du char en masse a cependant ses limites. D'abord parce qu'il exige, pour se déployer, un terrain

presque parfaitement plat. En premier, il sert à transporter des guerriers sur le champ de bataille, où ils descendent pour combattre une fois parvenus à destination, un peu à la façon de l'infanterie mécanisée contemporaine, mais



avec une symbolique et un prestige incomparables, car ils arrivent au combat

« en majesté » !

Homère décrit cette pratique

dans l'*Iliade*, notamment

dans les épisodes mettant

en scène les héros grecs ou troyens tels

Achille ou Hector.

La deuxième utilité tactique

du char est la lutte... contre

les chars. Comme il est à peu près

impossible d'y tenir debout à pleine

vitesse, *a fortiori* de lâcher prise pour

pouvoir tirer à l'arc, les formations

de chars avancent à très faible vitesse

à distance les unes des autres et se

« fusillent » méthodiquement, un

peu comme dans les combats navals

en ligne du XVIII^e siècle. On assiste

donc à un véritable ballet de véhicules

et de chevaux, soigneusement

chorégraphié. Ce combat extrêmement

formalisé correspond assez

bien à la société de cette époque :

des aristocraties s'y affrontent de

façon réglée, ritualisée et convenue,

entre gens du même monde.

Mais c'est surtout pour disperser par

le choc frontal les masses d'infanterie

légère que le char révèle son utilité.

Levées à la hâte, sans statut social,

sans motivation

politique forte,

peu soudées,

mal entraînées et

faiblement armées,

ces forces consti-

tuent alors les gros

des armées impé-

riales. Le spectacle

formidable des

chars terrifie ces malheureux, qui

cèdent à la panique et au désordre.

Les aristocrates montés peuvent alors

massacrer aisément les fuyards.

La revanche des guerriers armés de fer

Le succès dévastateur de leurs engins

sur les infanteries légères incite les

oligarchies du char à se lancer dans

une véritable course aux armements.

Celle-ci accélère encore les proces-

sus de concentration des pouvoirs

entre les mains des oligarchies,

mais, par le coût qu'elle impose

et les déséquilibres et les injustices qu'elle entraîne, elle fragilise le tissu social et finit par se retourner contre ses promoteurs. Tout le bel édifice politico-militaire s'effondre en grande partie au III^e siècle, quand déferlent sur le bassin oriental de la Méditerranée ceux que

les chroniqueurs égyptiens appellent les « peuples de la mer ».

Ces guerriers

d'un nouveau

genre originaires

de Sardaigne,

de Sicile ou des

Balkans ont mis

au point des tactiques d'infanterie

semi-lourde. Armés d'épées longues

et solides en fer, ils tiennent tête

aux chars en combinant habilement

des tactiques tournoyantes et un

embryon d'ordre serré. Surtout, ces

infanteries populaires se moquent

du formalisme codé des aristocrates

et déchaînent au combat une violence

inédite et irrésistible. Les savantes

tactiques de charrerie, refusées,

contournées, volent en éclats. Et tous

les empires et royaumes de la région

s'effondrent en un peu plus d'un

siècle seulement sous les coups des

nouveaux fantassins. Seule l'Égypte

Outre-Manche, les Celtes maintiennent l'usage du char jusqu'à la conquête romaine (ci-dessous, scène du milieu du I^{er} siècle av. J.-C.). On reste toutefois fort loin des « sociétés du char » du Moyen-Orient. S'ils sont effectivement réservés à l'aristocratie, les chars, plus lourds et longtemps aux roues pleines, ne donnent jamais naissance aux complexes systèmes sociaux d'Égypte ou de Mycènes. Outre leur fonction de prestige, ils sont surtout utilisés pour le transport des guerriers sur le lieu du combat ou pour la guerre d'escarmouches, entre petits groupes de guerriers se harassant avec des javelots. Face à l'infanterie lourde des légions, en rangs serrés et disciplinée à l'extrême, les chariots ne sont d'aucune utilité.

ILLUSTRATION : ANGUS MCBRIDE/OSPREY





Chez les Perses et les Indiens, les moyeux des chars seront parfois dotés de lames de faux. L'efficacité de ce gadget, apprécié au cinéma, est limitée : elle est surtout destinée à inspirer la terreur chez les fantassins adverses, donc d'une relative utilité pour éparpiller une infanterie légère déjà dispersée... Mais les cadavres risquent de bloquer très vite les roues. Et, à la moindre déviation de trajectoire, les attelages voisins sont bons pour le hachoir.

À Arbèles (Erbil au Kurdistan irakien actuel), dans la plaine assyrienne de Gaugamèles, en -331, 40 000 soldats gréco-macédoniens d'Alexandre le Grand défont plus de 200 000 Perses commandés par Darius III. La bataille met à bas l'Empire achéménide.

se redresse, non sans mal, en organisant à son tour une infanterie digne de ce nom, ce qui ne va pas sans problèmes politiques et sociaux. La défaite du char dans cette période qu'historiens et archéologues appellent « grande catastrophe » a des conséquences qui dépassent largement le cadre militaire. Avec elle, s'amorce le processus qui mène à la naissance des cités de petits propriétaires de la Grèce classique, au regroupement des tribus hébraïques ou à la formation de l'Empire assyrien. C'est d'ailleurs dans ce dernier empire qu'apparaît le « vrai » fantassin lourd, ancêtre de l'hoplite grec qui annonce lui-même les succès répétés des infanteries populaires du futur. L'armée d'Alexandre le Grand, optimum de son temps quant à l'efficacité tactique, l'organisation et la discipline montrent bien à quel point le char, qui s'est maintenu marginalement, est devenu anachronique : à Arbèles en 331 avant J.-C., la phalange chargée par les engins perses s'écarte simplement dans un ordre parfait pour les laisser passer.

À Rome, le char ne se maintient plus militairement que pour l'apparat.

Parallèlement au développement de l'infanterie lourde se développe une deuxième arme tout aussi importante : la cavalerie. Non seulement l'équitation a progressé entre le xv^e et le vi^e siècle, mais les races chevalines ont grandi en taille et en puissance. Les premiers à disposer d'une vraie cavalerie sont les Assyriens, probablement sous l'influence des peuples des steppes. L'avènement de la monture, comme dans le cas de l'infanterie lourde, ne signifie pas forcément la mort du char : les deux coexistent parfois pendant quelques siècles. Mais le combat est perdu d'avance.

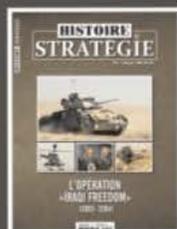
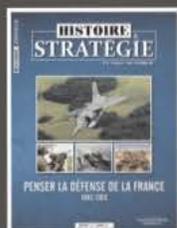
Plus coûteux, moins rapide, moins maniable, limité à un type de terrain précis et à une époque qui privilégie l'efficacité contre les rituels de jadis, le char en tant qu'arme est condamné. Il ne se maintient que dans deux univers particuliers. Celui, très isolé, de la (Grande) Bretagne préromaine d'une part (voir illustration p. 79). Celui de l'Inde et de la Chine, mais sous forme d'engins très lourds, bien différents de ceux du Proche-Orient. Même dans

ces conditions, le char disparaît en Chine au 1^er siècle avant notre ère avec l'apparition de l'arbalète et de la cavalerie à étriers. En Occident, le char, perpétué pour le sport (jusqu'au vi^e siècle à Byzance) et les fêtes religieuses, ne se maintient plus militairement que pour l'apparat : c'est ainsi montés que les généraux romains vainqueurs aiment à parader. Reste que dix siècles après le début de son déclin, le char conserve la forte charge symbolique associée à une idée d'être humain supérieur. Aujourd'hui, c'est en Allemagne, chez Mercedes, que le souverain pontife est allé chercher les chevaux de sa papamobile mais l'esprit ne change pas. Rome n'est-elle pas la Ville Éternelle ? ■

Pour en savoir +

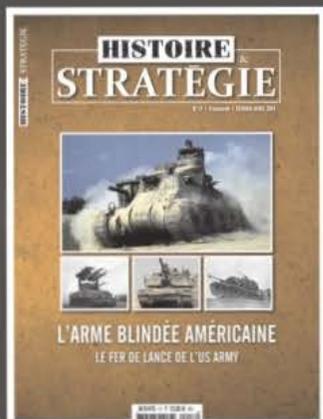
- À lire • « Le cheval, l'atout maître de l'homme », *Les Cahiers de Science & Vie* n° 141, novembre 2013.
- *Une histoire du cheval – arts, techniques, société*, Jean-Pierre Digard, Actes Sud, 2004.
- *The Horse in Human History*, Pita Kelekna, Cambridge University Press, 2009.
- *Bronze Age War Chariots*, Nic Fields, Brian Delf (ill.), Osprey, 2006.
- *The End of the Bronze Age – Changes in Warfare and the Catastrophe ca 1200 BC*, Robert Drews, Princeton Univ. Press, 1995.

En vente en kiosque



H&S

Histoire & Stratégie
Trimestriel - 100 pages - 12,95 €
Codification Prestalis 01475



DSI

Défense & Sécurité internationale
Mensuel - 116 pages - 6,85 €
Codification Prestalis 08434



Abonnement

Abonnez-vous à H&S et DSI
et économisez jusqu'à **40 %!**

~~77,70€~~ **H&S**
55€

seulement pour 4 numéros
réguliers et 2 hors-série
au lieu de 77,70 €.

Tarif pour la France
métropolitaine,
voir conditions d'abonnement

~~153,05€~~ **DSI et H&S**
95€

seulement pour une
année de lecture au
lieu de 153,05 €.

Tarif pour la France
métropolitaine,
voir conditions d'abonnement

Bulletin à découper ou à photocopier et à renvoyer à :

AREION Group - DSI magazine - 91, rue Saint-Honoré - 75001 Paris
Tél. : +33 (0) 1 75 43 52 71 - Fax : +33(0) 8 11 62 29 31
www.geostrategique.com - commande@areion.fr

Abonnement à H&S pour 1 an/6 numéros - 4 + 2 hors-série (port compris)

France métropolitaine : 55 € Europe/DOM-TOM : 95 € Reste du monde : 115 €

Abonnement à H&S pour 2 ans/12 numéros- 8 + 4 hors-série (port compris)

France métropolitaine : 95 € Europe/DOM-TOM : 175 € Reste du monde : 215 €

Abonnement à DSI pour 1 an/11 numéros (port compris)

France métropolitaine : 50 € Europe/DOM-TOM : 70 € Reste du monde : 90 €

Abonnement à DSI pour 2 ans/22 numéros (port compris)

France métropolitaine : 90 € Europe/DOM-TOM : 130 € Reste du monde : 170 €

Abonnement à H&S + DSI pour 1 an (port compris)

France métropolitaine : 95 € Europe/DOM-TOM : 155 € Reste du monde : 195 €

Abonnement à H&S + DSI pour 2 ans (port compris)

France métropolitaine : 180 € Europe/DOM-TOM : 300 € Reste du monde : 380 €

Nom

Prénom

Profession/Organisation

Adresse

Code postal Ville

Pays

Téléphone

E-mail

Paiement :

par chèque uniquement pour la France (à l'ordre d'Areion)

par mandat postal en euros (à l'ordre d'Areion)

par carte bancaire (VISA/ Mastercard)

N° de carte _ _ _ / _ _ _ / _ _ _ / _ _ _

Date d'expiration _ / _ / _

Cryptogramme (3 derniers chiffres au dos de la CB) _ _ _

Signature (obligatoire)



MUSÉE CENTRAL DE LA MARINE DE GUERRE (SAINT-PÉTERSBOURG)/BRIDGEMAN

Sinope, 1853 : les trois coups de la

L'ŒUVRE

Cette huile sur toile du peintre russo-arménien Ivan Aivazovsky a été achevée en 1853, juste après la bataille de Sinope qu'il représente. C'est une œuvre de grande dimension (3,31 m sur 2,20 m), exposée aujourd'hui au Musée naval de Saint-Petersbourg, en Russie. Le style romantique descend en droite ligne des grands peintres navals de la période napoléonienne, comme l'Anglais Nicholas Pocock ou le Français Louis Garneray. Il s'agit ici de glorifier la flotte russe, bien éclairée et alignée tous pavillons au vent (croix de saint André bleue sur fond blanc), alors que les bateaux turcs, placés dans l'ombre, ont leurs mâtures en désordre et semblent se gêner. Tout un programme... Notez la teinte argentée de la mer, signature distinctive du maître.

L'ARTISTE

Ivan Aivazovsky (1817-1900) est né Hovhannes Aivazian dans une famille arménienne de Feodosia en Crimée, origines qui expliquent la haine postérieure du peintre envers les Turcs, oppresseurs de son peuple. Formé à l'Académie impériale des arts de Saint-Petersbourg, Aivazovsky se passionne pour la guerre navale et participe notamment à des manœuvres en mer Baltique puis en mer Noire. Nommé peintre officiel de la marine russe en 1844, il vit la guerre de Crimée en direct puisqu'il est assiégé dans Sébastopol en 1854-1855. Couvert d'honneurs dans toute l'Europe et toujours très prisé, il cultive un style classique, plus proche de Claude Lorrain (dit le Lorrain, 1600-1682), auquel il emprunte volontiers ses soleils couchants, que des audaces contemporaines du pré-impressionniste Joseph Turner (1775-1851).



guerre de Crimée

Par Pierre Grumberg

LE CONTEXTE

En 1850, le grand Empire ottoman de Soliman le Magnifique n'est plus qu'une peau de chagrin. Ruiné, incapable de maîtriser les mouvements nationalistes qui contestent son autorité, il est soutenu à bout de bras par le Royaume-Uni et la France, inquiets de voir émerger une Russie trop puissante. Ces craintes sont fondées : le tsar Nicolas I^{er} profite en juillet 1853 de la faiblesse turque pour saisir des positions à l'embouchure du Danube. L'agression est caractérisée et, le 4 octobre, le sultan Abdülmeçit I^{er} déclare la guerre. Qui commence d'ailleurs plutôt bien : les Russes sont repoussés dans le Caucase. Pour maintenir le lien avec leurs troupes par la mer Noire, les Turcs expédient alors une poignée de frégates dans l'excellent port de Sinope, sur la côte nord d'Anatolie.

LA BATAILLE

Volant au secours du Caucase menacé, la marine du tsar se renforce en mer Noire. Au matin du 30 novembre 1853, l'amiral Pavel Nakhimov est assez fort pour attaquer Sinope. Il dispose en effet de six navires de ligne, dont trois à 120 canons, deux frégates et quatre petits vapeurs, contre seulement sept frégates, trois corvettes et deux vapeurs à l'amiral Osman Pacha. Ce dernier n'a aucune chance : bloqué au port, il est pilonné par les Russes ancrés à distance. Ses navires sont bientôt détruits ou échoués pour éviter le naufrage. Osman est capturé, 3 000 de ses marins sont tués ou blessés contre 250 Russes. Le désastre sert toutefois Istanbul en excitant les ardeurs belliqueuses de ses alliés : qualifié d'agression injustifiée, Sinope sert de prétexte à l'envoi d'escadres franco-anglaises en mer Noire. Le 27 février 1854, Paris et Londres s'engagent dans la guerre de Crimée.

Frédéric II, l'autodidacte surdoué

Propos recueillis par Pierre Grumberg

Alors qu'il détestait la chose militaire dans sa jeunesse, Frédéric II de Prusse apprend, d'abord à contrecœur, à manier l'armée que lui a léguée son père. Il révèle alors un extraordinaire talent sans que jamais sa pensée, élaborée à chaud, n'ait été clairement théorisée. Entretien avec Thierry Widemann, spécialiste de l'histoire militaire du XVIII^e siècle.



« Frédéric n'est pas un théoricien, plutôt un improvisateur attentif au détail. »



G&H: Frédéric II de Prusse passait en son temps pour le meilleur des généraux — et la concurrence était rude. Pourtant, le moins qu'on puisse dire est qu'il n'avait pas la vocation.

Thierry Widemann: Dans sa jeunesse, il a horreur de la chose militaire, qu'il associe à un père détesté. Frédéric-Guillaume I^{er} [voir encadré p. 88] est le grand roi qui bâtit le socle de l'État prussien. Mais il est également caractériel, grossier, inculte, ivrogne, aux antipodes de son fils, passionné d'arts, de littérature et de musique. Frédéric-Guillaume, que son héritier désespère, l'oblige à assister aux soirées qu'il passe avec ses généraux: on y fume, boit, échange des blagues de soudards. Frédéric en souffre.

A-t-il pu apprendre des trucs, un savoir-faire, dans ces soirées?

Si l'on parle de la chose militaire, c'est de façon très triviale, on évoque le nombre de pas des soldats par exemple. L'armée prussienne de Frédéric-Guillaume, le Roi-Sergent, est certes une mécanique parfaite, mais n'a jamais servi.



Docteur et chercheur en histoire à l'Institut de recherche stratégique

de l'École militaire (Irssem), **Thierry Widemann** est spécialiste de l'histoire militaire du XVIII^e siècle — il doit sortir prochainement un **Frédéric II, chef de guerre** aux éditions Tallandier. Il a déjà eu les honneurs de cette rubrique avec un article sur « **Guibert, le stratège des Lumières** » (voir G&H n^o 4, p. 80).

À Zorndorf, le 25 août 1758, Frédéric mène lui-même contre les Russes son infanterie défaillante. Propagande? Pas sûr: le roi ne manque pas de courage. Et il lui faut montrer l'exemple, pour faire accepter des pertes effroyables: un tiers des 36 000 hommes engagés ce jour-là.



L'attitude de Frédéric change pourtant. Pourquoi ?

La relation entre père et fils s'envenime peu à peu. En 1730, quand Frédéric, qui a alors 18 ans, décide de s'enfuir avec son ami (et amant) Hans Hermann

von Katte, elle se transforme en haine. Le projet est éventé, Katte est exécuté. Frédéric est jeté en prison, où il craint pour sa vie. Il décide donc de faire semblant, quitte à subir les humiliations de Frédéric-Guillaume, dégoûté par l'homosexualité de son fils. Frédéric prend l'habitude de dissimuler ses sentiments, ce qui va marquer son caractère et ses actions, sur les terrains diplomatique comme militaire. Mais en faisant mine de s'intéresser à l'armée, il se prend un peu au jeu. Quelques vieux généraux lui enseignent des rudiments, il manœuvre un petit régiment... Et il lit, mais pas autant qu'il le voudrait. À cause de son père, qui lui avait interdit toute instruction classique, il a appris le latin en cachette et la maîtrise mal.

Quand Frédéric met-il ce savoir en pratique ?

Il accède le 31 mai 1740 au trône, à la mort du roi avec qui il est — en partie — réconcilié. C'est peut-être une attitude feinte, mais on sait qu'il apprécie le courage physique de son père, qualité qu'il partage d'ailleurs. Frédéric hérite en outre d'un État structuré, avec une administration et, bien sûr, la mécanique impeccable de l'armée, avec sa garde de géants, mais aussi ses défauts : le manque d'expérience du feu (les quelques officiers expérimentés ont servi ailleurs) et une mauvaise cavalerie. Quoiqu'il en soit, Frédéric n'attend pas pour l'utiliser. Dès le 16 décembre de la même année, il attaque l'Autriche [voir carte p. 87].

Pourquoi cette hâte ?

La Prusse en 1740 est un peu une curiosité en Europe, avec sa couronne royale acquise seulement en 1701 et pas bien admise. Frédéric, lui, veut en faire un État qui compte, en réunissant ses territoires éparpillés et

en ajoutant une riche région, la Silésie. La mort de l'empereur d'Autriche Charles VI le 29 octobre 1740 est un bon prétexte pour la contester à Marie-Thérèse, l'héritière de Vienne. Et Frédéric envahit la Silésie, sans déclaration de guerre : dissimuler, toujours.

Comment cette première expérience se passe-t-elle ?

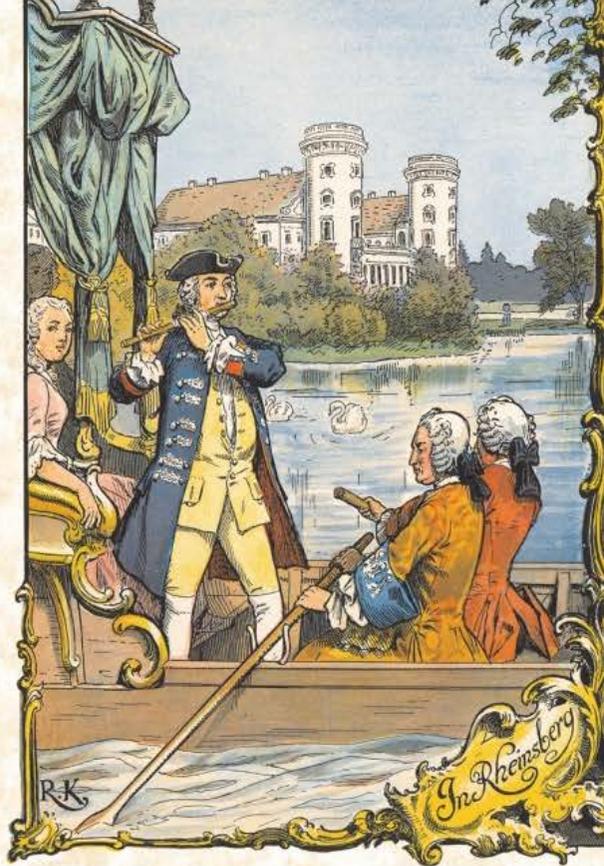
Les Autrichiens sont surpris, personne ne défend la frontière. Ils ne se réveillent qu'au printemps 1741. Mais à Mollwitz le 10 avril, la première bataille de Frédéric, se passe mal. Le combat réel n'a rien à voir avec celui du champ de manœuvres. Il y a de la neige, des bois, on a du mal à se déployer, de mauvais ordres sont donnés... La cavalerie autrichienne est la meilleure d'Europe. C'est le massacre et Frédéric, qui paye pourtant courageusement de sa personne, est convaincu de s'enfuir par son entourage. Et puis on le rattrape pour lui apprendre qu'il est vainqueur ! Sans qu'il le sache, ses officiers sont parvenus à remettre de l'ordre dans les rangs et la mécanique est redevenue efficace. Leur armée a progressé avec le feu roulant et les Autrichiens, qui eux aussi ont commis des erreurs, ont paniqué.

Quel rôle joue cette bataille pour Frédéric ?

Il le dit lui-même : « *Mollwitz a été mon école.* » Il prend conscience de ses limites, alors il décide d'apprendre. C'est de là que démarre sa réflexion.

Sur quoi se fonde-t-il ?

D'abord, il cherche des interlocuteurs. Il en trouve chez les généraux de son père, puis, plus tard, en 1758, il s'entiche de Karl Theophil Guichard (1724-1775), un Allemand d'origine huguenote qui s'est battu pour les Provinces-Unies en 1747-1748, pendant la guerre de Succession d'Autriche. Guichard lit le latin, le grec, l'hébreu et il connaît parfaitement l'Antiquité. C'est un véritable historien, capable d'une distanciation peu courante avec son sujet,



doublé d'un vrai penseur militaire, qui peut livrer des critiques bien vues de Folard, le grand théoricien de l'époque. Mais l'homme est également prétentieux. Bien que Frédéric aime à se moquer de lui, Guichard aide tout de même à structurer la pensée du roi.

Il y a aussi les livres !

Bien sûr. Par Guichard, Frédéric a dû aborder les classiques grecs-romains, Polybe et Végèce. Mais il ne s'intéresse guère à l'Antiquité. Il est pragmatique et recherche un savoir pratique, directement utile, donc plus récent : les campagnes de Turenne, la guerre de Succession d'Espagne... Ses références sont Feuquières et Folard.

De tout cela et de sa propre expérience — il dirige personnellement une vingtaine de batailles pendant trois grands conflits —, il invente un art de la guerre particulier. Quelle est son originalité ?

D'abord, Frédéric n'est pas un théoricien, mais plutôt un improvisateur attentif au détail : il règle aussi bien le pas des soldats que les mouvements des armées. Diderot écrit : « *Il faisait des grandes choses avec des petites.* » Ensuite, nous avons déjà évoqué son goût pour la dissimulation. Cela correspond bien à sa vision stratégique. Dès 1740, il est conscient des ressources limitées de son État, d'où

Frédéric II est un prince à double face. Brillant militaire, il tire le meilleur de l'armée léguée par son père, dont 32 régiments d'infanterie (ci-dessus, un grenadier à la mitre caractéristique du 6^e régiment). Mais le souverain de Potsdam est également amateur d'art et d'architecture, philosophe et écrivain doué (en français, langue de ses précepteurs). Il est enfin excellent flûtiste (illustration centrale) et très honorable compositeur. Comme dans le cas de sa pensée militaire, il s'appuie sur des mentors solides comme le flûtiste Johann Quantz, le Kapellmeister Carl Graun et Carl Philip Emmanuel Bach, fils de Johann Sebastian. Ce dernier, qui visite Potsdam en 1747, dédie au roi les treize pièces de l'*Offrande musicale*, élaborées d'après un thème donné par Frédéric.



Le III^e Reich érige le grand roi, incarné par Otto Gebühr, en symbole de résistance et d'espoir. Mais le miracle qui sauve la Prusse en 1762 ne se reproduit pas en 1945.

Officier de Louis XV, Jacques-Antoine-Hippolyte comte de Guibert (1743-1790 ; voir G&H n° 4 p. 80) combat pendant la guerre de Sept Ans. Guibert conçoit le premier la division comme une entité autonome et relance l'idée de manœuvre sur un champ de bataille statique. Il entrevoit aussi l'importance dissuasive de la force armée et des grandes masses, sans pour autant quitter l'esprit des Lumières pour celui de la Révolution.

■ Frédéric II hisse la Prusse sur la scène européenne

Trois rois Hohenzollern construisent la Prusse au XVIII^e siècle. Le premier est le prince-électeur de Brandebourg Frédéric I^{er} (1657-1713), récompensé par Léopold I^{er}, l'empereur Habsbourg, de son soutien contre Louis XIV par une couronne royale en 1701. Il n'est encore que « roi en Prusse » (*König in Preussen*), ce qui implique sa soumission à Vienne, mais c'est un premier pas. Le deuxième est son fils Frédéric-Guillaume I^{er} (1688-1740), bâtisseur de l'État prussien et de l'armée dont hérite son fils. Le troisième, Frédéric II (1712-1786), premier à porter le titre de roi de Prusse en 1740, est le type du « despote éclairé ». Excellent musicien et amateur d'art, il ne parle et n'écrit que le français et goûte philosophes, sciences et culture de la France... mais guère son roi Louis XV, allié aux Habsbourg exécrés. Ouvertement aréligieux, plus porté sur les hommes, Frédéric détonne dans son siècle. Il n'est pas pour autant un « progressiste » : il règne d'une main de fer sur une paysannerie asservie, s'appuyant sur une noblesse inféodée à l'État, et n'épargne pas le sang. Il a des ambitions, en effet. Les deux guerres de Silésie et la guerre de Sept Ans consolident ses territoires éparpillés, additionnés à la riche province de Silésie prise à l'impératrice Marie-Thérèse. Frédéric, allié à l'Angleterre mais opposé à la France, l'Autriche et la Russie, est près de tout perdre début 1762, quand le tsar prussophile Pierre III succède miraculeusement à la défunte Élisabeth et lâche l'Autriche. À sa mort, le « Vieux Fritz » laisse une Prusse de stature européenne, dotée d'une puissance militaire redoutée. L'épilogue intervient en 1991 : Frédéric, enterré contre ses dernières volontés au château dynastique de Hohenzollern, est réinhumé près de son château de Sans-Souci, à Potsdam. De nuit, sans cérémonie : un ultime pied de nez au christianisme et à la pompe prisee par Habsbourg et Bourbons. P. G.

(« Principes généraux de la guerre »). Le tout est mis à plat à partir de 1746 et distribué en 1753 sous le sceau du secret. Il ne s'agit pas d'un ouvrage théorique pour donner à réfléchir, mais d'un manuel : Frédéric y explique exactement à ses officiers ce qu'il attend d'eux. Pas question en effet de déléguer. Il s'autorise personnellement des risques — comme par exemple de détacher un corps de l'armée à Torgau, en 1760, afin de conduire une attaque de diversion — et cette audace contribue à sa réussite. Mais il interdit les initiatives à ses généraux, bien que certains, comme Schwerin, se tirent très bien de situations périlleuses. C'est le contraire de l'*Auftragstaktik*, cette volonté de laisser décider « l'homme sur le terrain », qui sera la clé de

la réussite prussienne à la fin du XIX^e siècle. En plus de ses *Instructions*, Frédéric laisse des textes en français pour la postérité, comme une *Histoire de la guerre de Sept Ans*. Il s'y donne le beau rôle, minimise celui de ses généraux. Et se garde d'évoquer nommément ses recettes : ainsi, s'il décrit la manœuvre de Leuthen, il n'emploie pas le terme de *Schrägangriff* (« attaque oblique »). Il ne veut pas que sa victoire soit attribuée à un procédé.

Quel est le retentissement de son œuvre ?

Un exemplaire des *Instructions* est capturé en 1760 par les Autrichiens ; elles sont alors traduites et diffusées en Europe. Mais c'est surtout la pratique Frédéricienne qui stimule les théoriciens, en particulier les Français, traumatisés par le désastre de Rossbach, en 1757. C'est sur Frédéric que Guibert, le grand théoricien français de la fin du siècle, se fonde pour réformer l'art de la guerre. C'est lui le principal interprète du roi de Prusse, qu'il complète avec des éléments (plus ou moins inspirés) de son cru. Frédéric plaît à Guibert par son côté scientifique. Ce dernier note par exemple que l'ordre oblique donne des batailles « plus savantes et moins sanglantes ». Frédéric met donc le modèle en place et les Français théorisent. C'est l'inverse de ce qui se passe au XIX^e siècle, quand Napoléon agit, commenté par des théoriciens prussien et suisse, à savoir Clausewitz et Jomini [voir G&H n° 9, p. 92].

Frédéric est-il un précurseur de Napoléon ?

Il pousse à bout, avec pragmatisme et sans préjugés théoriques, les possibilités militaires de son temps. Il prend des risques, c'est une partie de sa doctrine. Et il perçoit l'intérêt d'une bataille décisive, de la poursuite. Mais on reste dans le cadre du XVIII^e siècle. Il ne délègue pas. La notion de corps d'armées, armées miniatures capables de se défendre en attendant les renforts, viendra vingt ans plus tard. Stratégiquement, on n'est pas non plus sur la même longueur d'onde. Frédéric n'est pas du tout un grand conquérant : ses objectifs sont limités. Quand il tient la Silésie [au traité de Hubertshourg, le 15 février 1763, NDLR], le cœur n'y est plus. Et puis, le rapport de

force est contre lui. Russie, France et Autriche sont d'énormes puissances.

Quelle est la postérité de Frédéric en Prusse et en Allemagne ?

Ses succès engendrent la confiance excessive qui va conduire au désastre d'Iéna, en 1806. La Prusse se relève de cet effondrement moral en empruntant à Napoléon le cœur de sa réussite : le sentiment national. En même temps, la Prusse n'aurait pas pris l'ascendant en Allemagne sans l'organisation militaire léguée par Frédéric. Sa conception d'une armée au sein de la nation — « La Prusse est une armée qui a un État », selon Mirabeau père — imprègne Moltke (1800-1891), l'organisateur de l'armée du Kaiser Guillaume I^{er}, et Ludendorff (1865-1937), partisan d'un État soumis au pouvoir militaire. Frédéric est également encensé par le III^e Reich. Après 1945, il sert de repoussoir à la République fédérale d'Allemagne, qui le considère à tort comme le fondateur du militarisme prussien, mais il est réhabilité en République démocratique allemande, établie sur l'ex-Prusse, ce qui ne va pas sans difficultés à la réunification. ■

Pour en savoir +

À lire • *Frédéric le Grand*, Jean-Paul Bled, Fayard, 2004.

• *Frédéric II, chef de guerre*, Thierry Widemann, Tallandier (à paraître).

Sur le Web • Les écrits de Frédéric en ligne : sur Gallica, la bibliothèque numérique de la BNF, et sur <http://friedrich.uni-trier.de/de/oeuvres/toc/text/>

ALIX



JACQUES MARTIN
M. JAILLOUX - M. BRÉDA

BRITANNIA



Découvrez l'Angleterre à l'époque d'Alix

ET GAGNEZ UN WEEK-END À LONDRES
sur www.avec-alix.com*



casterman



Spécial Fête des Mères / Fête des Pères

18 magazines à prix coup de

Offre réservée aux lecteurs de **GUERRES & HISTOIRE**



-40%

Science & Vie au cœur de la vie

12 n°s pour 30€
au lieu de 50,40€
soit 2,50€ le n° au lieu de 4,20€



-30%

Un voyage inédit au cœur des splendeurs et mystères du passé

8 n°s pour 33€
au lieu de 47,20€
soit 4,13€ le n° au lieu de 5,95€



-41%

Le premier journal qui se met à la place du conducteur

25 n°s pour 29€
au lieu de 49,75€
soit 1,16€ le n° au lieu de 1,99€



-24%

Tous les plaisirs de l'automobile

11 n°s pour 29€
au lieu de 38,50€
soit 2,64€ le n° au lieu de 3,50€



-34%

Beaucoup plus que des recettes !

6 n°s pour 14,90€
au lieu de 22,80€
soit 2,48€ le n° au lieu de 3,80€



-39%

Le magazine déclencheur d'idées créatives !

12 n°s pour 16€
au lieu de 26,40€
soit 1,33€ le n° au lieu de 2,20€



-40%

Le numéro 1 des magazines de santé

12 n°s pour 20€
au lieu de 33,60€
soit 1,67€ le n° au lieu de 2,80€



-42%

Le magazine de la forme et du bien-être

6 n°s pour 12€
au lieu de 21€
soit 2€ le n° au lieu de 3,50€



-32%

Toute l'actualité et les conseils pour s'adonner à la photo

9 n°s pour 29,90€
au lieu de 44,55€
soit 3,32€ le n° au lieu de 4,95€



-36%

Le magazine leader de la musique classique et de la hi-fi

8 n°s pour 29,90€
au lieu de 47,20€
soit 3,74€ le n° au lieu de 5,90€



-13%

Pour tous ceux qui apprécient "la vie grandeur nature"

10 n°s pour 26€
au lieu de 30€
soit 2,60€ le n° au lieu de 3€



-26%

Pour les passionnés respectueux du gibier et de la nature

8 n°s pour 29€
au lieu de 39,20€
soit 3,63€ le n° au lieu de 4,90€

cœur!

jusqu'à
-42%
sur le prix kiosque
Profitez-en vite!



-40%

Le premier magazine des crossovers et des loisirs

4 n°s pour 14,20€
au lieu de 23,80€
soit 3,55€ le n° au lieu de 5,95€



-12%

Fournisseur officiel d'adrénaline depuis 1962!

6 n°s pour 29€
au lieu de 33€
soit 4,83€ le n° au lieu de 5,50€



-24%

Il a du chic, il est unique, c'est mon basic!

9 n°s pour 11,50€
au lieu de 15,30€
soit 1,28€ le n° au lieu de 1,70€



-32%

Le news fashion magazine!

13 n°s pour 15€
au lieu de 22,10€
soit 1,15€ le n° au lieu de 1,70€



0,66€ LE N°

Le magazine télé de toute la famille!

45 n°s pour 29,90€
au lieu de 45€
soit 0,66€ le n° au lieu de 1€



0,85€ LE N°

Le seul magazine télé glamour, complet et pratique

26 n°s pour 22€
au lieu de 28,60€
soit 0,85€ le n° au lieu de 1,10€

BULLETIN D'ABONNEMENT

A compléter et à retourner à : Service Abonnements
Opération Multititres - CS 50273 - 27092 EVREUX Cedex 9

Oui, je m'abonne ou j'abonne un(e) ami(e).

786.244

1 Je choisis mes abonnements et je coche les cases ci-dessous.

Magazine	Réf.	Durée de l'abonnement	Prix normal au numéro	Mon prix	Ma réduction
<input type="checkbox"/> Science & Vie	30	1 an - 12 n°	50,40 €	30 €	- 40%
<input type="checkbox"/> Les Cahiers de Science & Vie	36	1 an - 8 n°	47,60 €	33 €	- 30%
<input type="checkbox"/> Auto Plus	40	6 mois - 25 n°	49,75 €	29 €	- 41%
<input type="checkbox"/> l'Auto-Journal	42	5 mois - 11 n°	38,50 €	29 €	- 24%
<input type="checkbox"/> l'Auto-Journal évasion 4x4	44	1 an - 4 n°	23,80 €	14,20 €	- 40%
<input type="checkbox"/> Sport Auto	41	6 mois - 6 n°	33,00 €	29 €	- 12%
<input type="checkbox"/> 750g le mag	62	1 an - 6 n°	22,80 €	14,90 €	- 34%
<input type="checkbox"/> Modes & Travaux	12	1 an - 12 n°	26,40 €	16 €	- 39%
<input type="checkbox"/> Top Santé	13	1 an - 12 n°	33,60 €	20 €	- 40%
<input type="checkbox"/> Vital	61	1 an - 6 n°	21,00 €	12 €	- 42%
<input type="checkbox"/> Biba poche	16	9 mois - 9 n°	15,30 €	11,50 €	- 24%
<input type="checkbox"/> Grazia grand format	55	3 mois - 13 n°	22,10 €	15 €	- 32%
<input type="checkbox"/> Réponses Photo	5	9 mois - 9 n°	44,55 €	29,90 €	- 32%
<input type="checkbox"/> Diapason	4	8 mois - 8 n°	47,20 €	29,90 €	- 36%
<input type="checkbox"/> Le Chasseur Français	3	10 mois - 10 n°	30,00€	26 €	- 13%
<input type="checkbox"/> La Revue Nation. de la Chasse	1	8 mois - 8 n°	39,20€	29 €	- 26%
<input type="checkbox"/> Télé Poche	50	10 mois - 45 n°	45,00 €	29,90 €	0,66 € le numéro
<input type="checkbox"/> Télé Star	51	6 mois - 26 n°	28,60 €	22 €	0,85 € le numéro

Nombre total d'abonnements TOTAL DE MA COMMANDE

2 Adresse(s) de livraison des abonnements : merci d'écrire en majuscule.

Mes coordonnées (à remplir dans tous les cas) pour recevoir les abonnements

Référence(s) du (des) magazine(s) :

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

Code Postal _____ Ville _____

E-mail _____

Coordonnées de la personne à qui j'offre des abonnements

Référence(s) du (des) magazine(s) :

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

Code Postal _____ Ville _____

3 Mon règlement : le montant total de ma commande est de _____ €

Je règle par chèque ci-joint à l'ordre de Mondadori Magazines France.

Je règle par carte bancaire N° _____

Expire le : _____ LES 3 DERNIERS CHIFFRES DU NUMÉRO AU VERSO PRÈS DE VOTRE SIGNATURE

Date _____ Signature obligatoire : _____

Offre réservée aux nouveaux abonnés en France Métropolitaine jusqu'au 30/07/2014.

En application de l'article 27 de la loi du 6 janvier 1978, les informations ci-dessus sont indispensables au traitement de votre commande. Elles peuvent donner lieu à l'exercice du droit d'accès et de rectification auprès de Mondadori Magazines France. Par notre intermédiaire, vous pouvez être amené à recevoir des propositions d'autres organismes. En cas de refus de votre part, il vous suffit de nous prévenir par simple courrier.

EXCLUSIVITÉ INTERNET!
à partir de 2 abonnements
souscrits en ligne

-10%
supplémentaires

www.KiosqueMag.com

INTERVIEW

A LIRE A VO

« Churchill a refusé d'aider le Bengale affamé »

Propos recueillis et traduits de l'anglais par Joanne Taaffe

Trois millions de morts. C'est le bilan effarant de la grande famine qui frappe le Bengale en 1943. En cause ? Les intempéries, la crainte des Japonais, l'incompétence britannique... Mais aussi le racisme haineux de Winston Churchill, pointe **Madhusree Mukerjee** dans un ouvrage révélateur.



À Calcutta, métropole du Bengale en 1943, un enfant et son chien meurent dans la rue. Le bilan de la famine reste controversé. Officiellement, Londres avance 1,5 million de morts. Mais les études démographiques d'après-guerre évoquent plutôt 2,1 à 3,8 millions de morts, le chiffre médian étant généralement accepté.

G&H: De l'hiver 1942 à l'hiver 1943, une terrible famine sévit au Bengale et cause la mort de 5 % de la population (voir légende ci-contre). Votre livre *Churchill's Secret War* révèle à quel point la négligence et l'incompétence des Britanniques ont joué un rôle désastreux dans cette affaire. Pourtant, les ressources de l'Inde étaient capitales pour l'Empire britannique en guerre. **Madhusree Mukerjee:** À part le Royaume-Uni lui-même, l'Inde est en effet la plus grande contributrice

de l'empire à l'effort de guerre. Toute la production commerciale de bois, de textiles de laine et de cuir, les trois quarts de l'acier et du ciment y passent. Si l'Inde bénéficie de la loi prêt-bail et reçoit à ce titre des équipements militaires américains, c'est en échange de vêtements, de services et de nourriture. De plus, elle doit fournir abri et couvert aux contingents chinois, britanniques, africains et australiens sur son sol, soit près d'un demi-million de soldats au total. Après la chute

de la Birmanie [aux mains du Japon en mai 1942, NDLR], l'Inde fournit du riz aux régions de l'Empire qui ne peuvent plus l'obtenir d'Asie du Sud-Est. Enfin, elle offre un gros réservoir de troupes. En 1942-1943, l'armée des Indes [sous commandement britannique, NDLR] compte 900 000 hommes, dont 300 000 hors du pays. Les meilleurs : Churchill, qui craint autant une mutinerie qu'une menace extérieure, n'a laissé sur place que des troupes

IR A JOUER

pauvrement armées, qui font de l'Inde un pays mal défendu.

Le Bengale est touché par un cyclone et trois raz de marée en octobre 1942, ruinant la récolte de riz. Quel est l'impact des mesures britanniques sur la façon de compenser les dégâts ?

Après la chute de Singapour (le 15 février 1942), on pense que les Japonais vont débarquer sur les côtes du Bengale, où il serait impossible de résister. Les soldats sur place ne sont pas armés pour cela – et ils pourraient même accueillir les envahisseurs à bras ouverts. En fait, dès le 14 novembre 1941, Churchill insiste pour une politique de terre brûlée impliquant des « *destructions sans merci dans tout territoire que nous avons à céder* ». Et c'est ce que réclame en janvier 1942 le cabinet de guerre de Londres pour les colonies placées à la périphérie de l'océan Indien. Le **vice-roi des Indes** objecte alors : « *Vu les populations énormes qui résident dans les zones menacées, toute politique de terre brûlée va nous laisser sur les bras des millions de gens qu'il sera impossible de nourrir.* » On limite donc les mesures à la côte du Bengale, où cette « politique du déni » (*Denial Policy*) est appliquée aux moyens de transports et à la nourriture. Tout cela pervertit l'économie locale. Le riz est détruit ou bien les grossistes des autres provinces tentent de racheter ce qu'ils peuvent, ce qui fait monter les prix. Sur les 66 500 bateaux, aussi essentiels pour le trafic de marchandises que pour la pêche, les deux tiers (ce qui comprend 9/10 des embarcations les plus grosses) sont mis hors-service sur la côte du Bengale, selon Leonard George Pinnell, le secrétaire du vice-roi chargé de mettre en œuvre la politique de destruction. Ce qui reste est utilisé en priorité pour transporter le jute, dont le Bengale est une source principale et qui sert aux sacs de sable.

Les Britanniques auraient-ils pu libérer des navires et des vivres pour venir en aide au Bengale sans remettre en cause la poursuite de la guerre ?

Oui. En 1943, alors que la famine fait rage, la bataille contre les sous-marins allemands est gagnée et la production navale américaine est en pleine expansion ; les Alliés gagnent 1,5 million de tonnes de navires

en mai seulement, créant une situation de surcapacité. Mais Churchill veut garder la nourriture pour la Grande-Bretagne et l'Europe : il compte accumuler des stocks pour les revendre après guerre, sachant que le pays sera dans une situation difficile à cause de sa dette vis-à-vis des États-Unis et de l'Inde. Il faut comprendre aussi que les Bengalis ne sont pas considérés comme une « **race martiale** ». En 1944, quand le Penjab souffre du manque de blé, on trouve assez de nourriture à distribuer.

Votre livre cite maints exemples du racisme exacerbé de Churchill. Il confie par exemple à son secrétaire en 1945 que les

« **hindous sont une race infecte, protégés par leur simple pullulation de la ruine qu'ils méritent.** »

Churchill est un impérialiste, le plus enragé des politiciens britanniques dans son attitude vis-à-vis de l'Inde. Il utilise la guerre pour appliquer la politique qu'il a défendue toute sa vie à son égard. Churchill est également hostile parce que l'Inde se montre rebelle [*Gandhi et Nehru, qui radicalisent le mouvement indépendantiste, sont arrêtés en août 1942, NDLR*]. Les dossiers du ministère des Transports de guerre regorgent de décisions de refuser l'assistance au Bengale. Mais il faut dire que son conseiller scientifique, Lord Cherwell, a aussi joué un rôle clé. Chaque fois que le cabinet doit évoquer la famine, Cherwell envoie une note la veille à Churchill qui dit : « *N'envoyez pas de secours.* » Leo Amery [secrétaire d'État pour l'Inde et la Birmanie, NDLR] écrit ainsi : « *Je me suis battu durement et je me suis exprimé très librement quant aux âneries du Professeur Cherwell, que Winston cite à tous propos, qui manifestement n'entend rien à l'économie, mais qui, comme Winston, déteste l'Inde.* »

Pourtant, les Britanniques acceptent de mener une enquête sur la famine en 1944, alors que la guerre n'est pas finie.

Le rapport de la commission est publié le jour où la guerre se

termine et il s'agit clairement d'une entreprise de blanchissement des responsables. Amery ne voulait pas cette enquête et il a envoyé des instructions au vice-roi pour limiter son périmètre : pas question d'évoquer les transports par bateau ou chemin de fer, par exemple, ce que les rédacteurs du dossier ne prédisent pas. Leur examen, finalement, se borne à l'intérieur de l'Inde et accuse la politique et la corruption locales. L'ordre d'appliquer la terre brûlée n'est pas considéré comme venant de Londres mais comme une décision des officiels au Bengale. Le rapport prétend en outre qu'il était impossible d'envoyer du secours. Mais si, cela était possible. On l'a envisagé, mais on ne l'a pas fait.

« Churchill est un impérialiste, le plus enragé des politiciens britanniques dans son attitude vis-à-vis de l'Inde. »

les soulèvements et les massacres qui la rendent possible démarrent à l'est et le bain de sang qui se produit au Bengale découle de l'hostilité entre hindous et musulmans exacerbée justement par la famine. Pendant que la famine dure, la Ligue musulmane dirige le gouvernement provincial : sa propagande en attribue la responsabilité aux propriétaires terriens hindous. Certes, ils sont des exploiters, mais pas les seuls coupables. ■



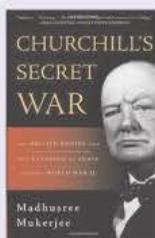
Née en Inde, Madhusree Mukerjee étudie la physique à l'université

de Chicago avant de devenir journaliste scientifique spécialiste des interactions entre science et populations, notamment pour le *Scientific American* et aujourd'hui le *Huffington Post*. *Churchill's Secret War* est son deuxième livre.

Votée le 11 mars 1941, la **loi prêt-bail** (*Lend Lease Act*) fournit du matériel militaire américain sans contrepartie aux pays dont Washington estime qu'ils jouent un rôle vital pour la défense des États-Unis. Ces 50 milliards de dollars (soit environ 650 milliards actuels) vont à 43 % au Royaume-Uni. Inde et Chine se partagent 6,5 % de cette aide, soit 3,25 milliards.

Le **vice-roi et gouverneur général de l'Inde** est nommé par la Couronne pour diriger l'administration locale. Le poste est tenu pendant la famine par Victor Hope (Lord Linlithgow), jusqu'au 1^{er} octobre 1943.

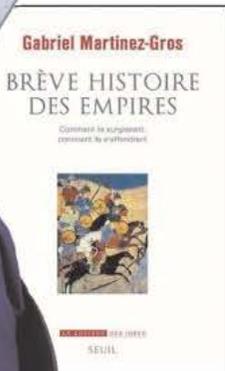
Selon une théorie développée dans l'armée britannique au XIX^e siècle, certains peuples – les **racés martiales** – sont naturellement plus aptes à fournir de bons soldats, comme les sikhs du Penjab (voir G&H n° 16, p. 82).



Churchill's Secret War

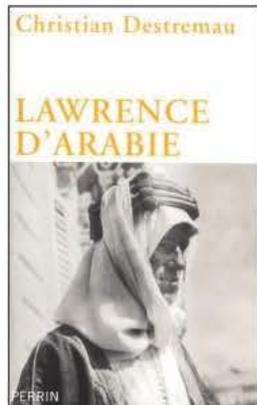
Madhusree Mukerjee
Basic Books, 332 p., 13 €.

Qui se souvient du calvaire des Bengalis en 1943 ? Il n'apparaît pas dans la plupart des bilans de la Seconde Guerre mondiale. Et pourtant, la famine qui a ravagé ce pays y a causé plus de morts que n'en a souffert le Japon. Parue en 2010 aux États-Unis, mais passée inaperçue en France (on regrette toujours l'absence de traduction), cette remarquable enquête montre pourtant que si le désastre dérive bien de causes naturelles, il ne devient famine qu'à cause de la guerre. Le dossier est accablant pour les Britanniques et surtout pour Churchill, dont la crainte du mouvement nationaliste et la haine raciste aggravent le crime d'indifférence et d'incompétence commis par Londres. Édifiant et effrayant. ■ J. T.



médiéval; voir notre dossier dans G&H n° 16) est qu'il fonde sa réflexion et sa grille d'analyse sur les travaux d'Ibn Khaldûn, le grand intellectuel arabe du Moyen Âge,

que l'auteur compare à Marx ou à Tocqueville pour la portée universelle de sa réflexion, et l'un des seuls de son espèce à n'être pas né en Occident. Une vision radicalement novatrice de l'histoire et de la géopolitique des empires, donc. ■ L. H.



Lawrence d'Arabie
Christian Destremau
Perrin, 492 p., 24,50 €.
Christian Destremau, l'un de nos tout meilleurs connaisseurs du Moyen-Orient colonial, n'écrit pas là une biographie mais un

roman d'aventures dans lequel tout est vrai. Tour à tour historien médiéviste, archéologue amateur, espion, combattant, politicien, Lawrence a joué un rôle capital dans l'émergence du nationalisme arabe et dans la fondation du royaume saoudien. Le bonhomme est exceptionnel, mais l'auteur n'en fait pas pour autant un héros, soulignant sa part d'ombre (arrogance, cynisme, mythomanie...) et décodant les épisodes clés de la mythologie dont le fameux épisode du viol de Deraa figuré dans le film de David Lean. La légende en prend parfois un coup, par exemple quand le héros trempe dans un massacre de prisonniers. Mais la vie de Lawrence (et ses fréquentations: qui n'a-t-il pas rencontré?) est si exceptionnelle qu'elle n'a pas besoin d'enluminures. Faute de sables d'Arabie pour le décor, emportez le livre à la plage cet été. ■ P. G.

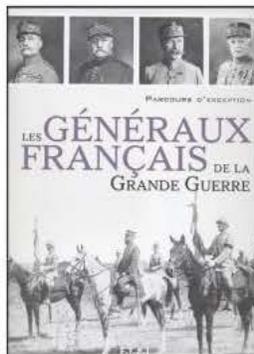
La Censure militaire et policière 1914-1918
Maurice Rajsfus
Le Cherche Midi, 336 p., 19,50 €.
La censure française, sous toutes ses formes, a carburé à plein régime pendant la Grande Guerre. C'est un aperçu très documenté de son action que publie Maurice Rajsfus: presse, tracts, cinéma, théâtre, correspondance...

Son ouvrage, répétitif, est plus un commentaire de sources qu'une étude aboutie. Il est teinté d'antimilitarisme primaire, marqué par la lecture militante de l'auteur, qui veut que la censure soit le viol des libertés publiques par la raison d'État. Il se trompe. Là où il voit du pacifisme



spontané et de la liberté d'expression en butte à une police bornée, il y a surtout de la propagande allemande et la protection du secret militaire contre l'espionnage ennemi. ■ J.-C. Delhez

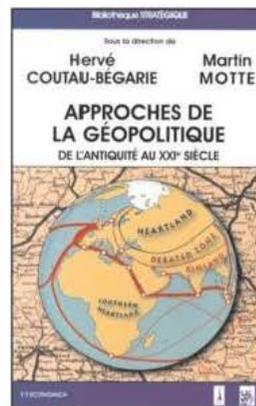
Les Généraux français de la Grande Guerre
Claude Franc
ETAI, 192 p., 39 €.
Une bonne biographie de général suppose de faire le tri parmi des sources à objectivité variable et d'individualiser l'action de l'homme au sein de sa hiérarchie. But rarement



atteint – et cet ouvrage ne dément pas le constat. Meilleur lorsqu'il aborde des célébrités (Foch, Joffre, Pétain...), l'auteur se limite souvent, pour les autres, à assimiler le général à l'historique de son armée, méthode qui conduit, en outre, à se perdre dans des détails tactiques sortis de leur contexte.

Beaucoup d'erreurs et d'approximations, parfois un manque de recul critique auraient été évités par une analyse en profondeur et un recours plus éclairé aux sources et à la bibliographie. ■ J.-C. D.

Approches de la géopolitique – De l'Antiquité au XXI^e siècle
Hervé Coutau-Bégarie, Martin Motte (dir.)
Economica, 728 p., 39 €. Le but de ce gros pavé collectif est de proposer au lecteur un panorama le plus exhaustif possible de tous ceux qui se sont employés à penser cette activité, bien avant même qu'on ne forge le mot de « géopolitique » au xx^e siècle. Du coup, on voyage, tant géographiquement qu'intellectuellement, et le parcours est fascinant, tellement les hommes qui se sont lancés dans cette entreprise depuis l'Antiquité ont été animés par des rêves ou projets inattendus. Des Grecs aux Américains d'aujourd'hui, en passant par les Français de l'âge classique, les Allemands des xix^e et xx^e siècles, et bien d'autres, on réfléchit



abondamment sur la puissance maritime et quelquefois aérienne, les grands ensembles continentaux avec leurs

IR A JOUER

atouts et leurs faiblesses. Attention, le pavé ne s'avale pas d'une traite, mais en sautant d'un chapitre à un autre, sans trop se préoccuper de leur ordre. C'est surtout un ouvrage de référence pour tous ceux qui envisageront de se lancer dans ce voyage pour démiurges... ■ L. H.

Le Gouvernement du ciel – Histoire globale des bombardements aériens

Thomas Hippler

Les Prairies ordinaires, 272 p., 18 €.

L'aviation et les aspects aériens de la stratégie



sont restés longtemps le monopole des techniciens, des pilotes ou des historiens spécialisés, fort utiles et parfois passionnants, mais manquant souvent de recul. Les choses changent, comme le montre cet essai historique abordant la question du bombardement sous les angles politique, sociologique et même philosophique. Servi par une plume d'une fluidité étonnante, l'auteur fait un effort remarquable pour rendre son propos parfaitement accessible, en le truffant d'exemples et de mises en narration parfois quasi romanesques ! Avec cette histoire politique et sociale

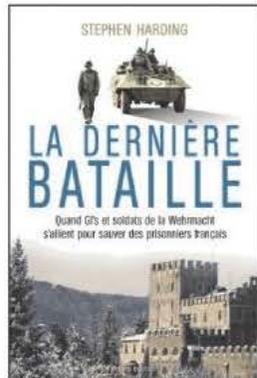
de la guerre aérienne, Hippler offre un petit livre fort original analysant comment et pourquoi le feu et la mort venus du ciel sont d'abord et avant tout des instruments destinés à faire la guerre aux peuples plus encore qu'aux armées ennemies. À cet égard, son chapitre sur ce qu'il nomme la « matrice coloniale » est particulièrement éclairant, car c'est bien pour accomplir des tâches de « police » coloniale que l'aviation de bombardement est née. Le paradigme reste valide, même si les conditions historiques ont changé. ■ L. H.

La Dernière Bataille

Stephen Harding

Ixelles, 352 p., 24 €.

C'est un scénario de film qu'on jugerait invraisemblable : imaginez comment une minuscule troupe de GI's bien



inspirés, appelée à l'aide par un cuisinier croate, va secourir en mai 1945 une poignée de dignitaires français (dont le quatuor de la défaite de 1940 : Gamelin, Weygand, Reynaud, Daladier, rien que ça) emprisonnés dans le château d'Itter, en plein Tyrol. Et tout ce beau monde se retrouve à faire le coup de feu aux côtés de soldats débandés de la Wehrmacht contre une horde de Waffen SS

enragés ! Cette histoire formidable et méconnue est particulièrement intéressante pour les lecteurs français, plutôt ironique et bourrée de suspens. ■ P. G.

Les Almogavres

Ramon Muntaner

Anacharsis, 166 p., 15 €.

Les Almogavres, si vous préférez, étaient des soudards, des mercenaires, des brigands, des hommes d'honneur, bref des types inclassables, plus rudes que leurs sangliers pyrénéens. Dès le XIII^e siècle, l'Espagne puis la Sicile avaient retenti de leurs exploits. À une époque où la chevalerie régnait, ces piétons loqueteux armés de longs couteaux ont remporté d'incroyables victoires à un contre trois – ou contre dix ! –, rétablissant avec deux siècles d'avance la primauté de l'infanterie. C'est leur histoire anachronique et scandaleuse que raconte Ramon Muntaner, témoin direct et véritable Xénophon de cette anabase médiévale. Texte étonnamment « moderne » et vivant, efficacement adapté en français par Jean-Marie Barberà. Passionnant ! ■ Ch. T.

La Défaite ottomane

Philippe Roy, Ferenc Toth

Economica, 126 p., 29 €.

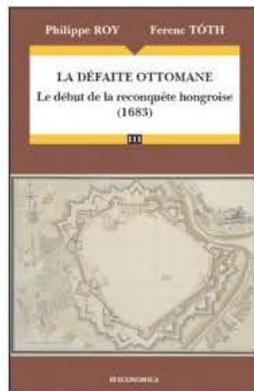
Le grand siège de Vienne en 1683. De nombreuses batailles. La belle victoire de Zenta. Trop imbus d'histoire hexagonale, nous ne réalisons pas assez les mérites des monarchies danubiennes, qui succédèrent à Byzance pour contenir – puis refouler – la poussée de l'Empire ottoman. Autrichiens, Allemands et Polonais durent se liguer

Nous avons reçu mais n'avons pas lu ou avons juste parcouru...

- **Patton, le chasseur de gloire**, William Huon, ETAL, 223 p., 46 €. Bon texte, masse d'images, cartes correctes : bonne biographie mais prix élevé.
- **Ivan le Terrible**, Pierre Gonneau, Tallandier, 560 p., 26 €. Par un des meilleurs spécialistes français. Notes, biblio et annexes abondantes.
- **Du conflit italo-éthiopien à la victoire du front populaire espagnol**, Paul Nizan, Le Cherche Midi, 832 p., 24 €. Une série d'articles écrits par Nizan pour *L'Humanité*. Une curieuse initiative de l'éditeur. Intéressant car la période 1935-1936 est celle d'un basculement en faveur des fascismes, qui sort le Reich de son isolement et prépare la formation de l'Axe.
- **Le Siècle des quatre empereurs**, Rémi Kauffer, Perrin, 478 p., 24 €. Quatre portraits politiques des quatre figures marquantes du XX^e siècle chinois : Sun Yat-sen, Jiang Jieshi, Mao Zedong et Deng Xiaoping.
- **L'Agonie d'une monarchie. Autriche-Hongrie 1914-1920**, Jean-Paul Bled, Tallandier, 464 p., 25,90 €. Par le spécialiste français de la Double-Monarchie.
- **Carnets d'un préfet de Vichy, 1939-1944**, Paul-Émile Grimaud, Le Cherche Midi, 553 p., 22,50 €. Réédition des souvenirs du préfet des Landes, du Loir-et-Cher et des Basses-Pyrénées, déporté à Dachau.
- **Malgré moi**, Joseph Isler et Simone Isler, La Martinière, 156 p., 16 €. Le témoignage d'un des derniers Lorrains enrôlés de force dans la Wehrmacht, transmis avec l'aide de sa fille.
- **Dictionnaire de l'Italie fasciste**, Philippe Foro, Vendémiaire, 380 p., 28 €. Il faut aimer le genre dico, un peu passé de mode.
- **Édouard de Castelnu**, Jean-Paul Huet, Anovi, 124 p., 7,50 €. Courte biographie du général de Castelnu, qui s'est illustré en Lorraine lors de la Grande Guerre (Nancy en 1914, Verdun en 1916). Rien de vraiment neuf mais c'est accessible. ■

pour conjurer le péril... tandis que la France de Louis XIV leur tirait dans le dos. Ce petit livre, autant le dire, est austère

et assez mal écrit. Mais on y découvre tout un monde et toute une époque, des événements énormes, des personnages de premier plan dont nous ignorions presque tout... Grâce à la suite (livrée antérieurement par Ferenc Toth chez le même éditeur : *La Guerre des Russes et des Autrichiens contre l'Empire ottoman, 1736-1739*), nous découvrons cette lutte formidable de près de trois siècles en regard de laquelle nos conflits d'Ancien Régime ressemblent à la guerre des boutons. ■ Ch. T.





La Guerre au XX^e siècle

Pierre Vallaud

Perrin, 454 p., 24 €.

À G&H, on aime ce titre, annonciateur d'une autopsie de l'objet « guerre », exhumant les structures, soulignant permanences et mutations par-delà le récit factuel. Espoirs déçus, hélas ! De cette *Guerre au xx^e siècle*, il n'en est presque jamais question. À la place, de Cuba en 1898 au Kosovo en 1999, Pierre Vallaud déroule une chronique de la violence politique en général qui inclut aussi bien les conflits interétatiques que les guerres civiles, les révolutions et même les violences d'État (la Révolution culturelle chinoise renommée « guerre civile d'État »). Bien que le survol se borne à citer lieux et acteurs, le récit phagocyte les analyses. Celles-ci souffrent aussi des déséquilibres (quinze pages pour la Libération de l'Europe de l'Ouest en 1944, moins de quatre pour celle de l'Est) et de quelques erreurs (Saint-Malo libéré par les Anglais le 17 septembre 1944 !). Le passionné d'histoire militaire n'apprend rien, le novice découvrira l'ampleur de la violence du xx^e siècle. L'auteur espérait démontrer que ce siècle avait été « une guerre de cent ans », tout juste conclut-il qu'il y eut

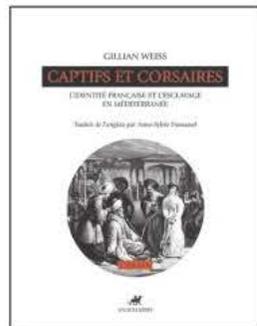
« cent ans de guerre » finalement profitables aux pays riverains du Pacifique. ■ N. Aubin

Captifs et Corsaires

Gillian Weiss

Anacharsis, 412 p., 27 €.

L'esclavage des chrétiens, notamment français, en Afrique du Nord a été bien plus qu'un gag conçu pour *La Folie des grandeurs*. Comme le démontre brillamment Gillian Weiss, historienne à l'université de Cleveland, les captifs ont été savamment instrumentalisés par Louis XIV en particulier. Le rachat, affiché en processions, sert le prestige du Roi-Soleil, défenseur officiel de la chrétienté, et permet aussi de maintenir la pression sur les protestants abandonnés à leur sort...



Le livre, surtout, aide à établir une continuité entre les conflits qui opposent France et « barbaresques » avant et après la Révolution, remontant ainsi aux racines du colonialisme. Ainsi, l'esclavage des chrétiens et la « piraterie » servent de prétexte opportun à l'invasion de l'Algérie en 1830, bien que les conquérants soient fort surpris (et sans doute déçus) de découvrir que les géôles d'Alger n'abritent qu'une poignée de marins pouilleux et non les belles prisonnières promises... Le ton, volontiers

ironique, est soutenu par un appareil savant monumental. ■ P. G.

Invasion ! Le Débarquement vécu par les Allemands

Benoît Rondeau

Tallandier, 437 p., 23,50 €.

Le titre résume bien le propos de ce livre, qui couvre les opérations allant du 6 juin au franchissement de la Seine, fin août 1944. Le résultat ? Une synthèse honnête, mais sans réel



intérêt, des combats du point de vue allemand. L'étude ne parvient pas à choisir entre récit des opérations (à l'échelle de la Normandie), étude tactique des engagements et analyse transverse de la performance opérationnelle allemande. Voilà donc le lecteur insatisfait sur les trois points. En particulier, le fonctionnement interne de l'armée allemande – dont l'étude approfondie serait le principal intérêt d'un tel ouvrage – n'est que superficiellement abordé. Et les aspects aériens et navals ne sont pas étudiés. Enfin, la conclusion au ton polémique agace. Benoît Rondeau veut y réhabiliter la place qu'il juge « décisive » de la « bataille » de Normandie dans la défaite du Reich, alors que cette notion (comme l'idée de « bataille ») n'a plus guère

de sens. La comparaison avec Koursk, Stalingrad et l'opération Bagration est à peine esquissée et pour le moins faible. ■ B. B.

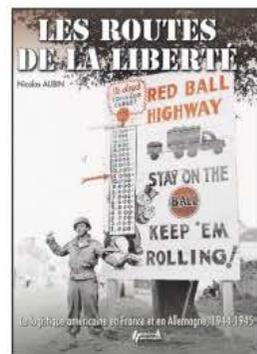
Nos collaborateurs ont écrit

Les Routes de la liberté – La logistique américaine en France et en Allemagne, 1944-1945

Nicolas Aubin

Histoire & Collections, 224 p., 39,95 €.

Depuis quelques années, les maisons d'édition se livrent à une surenchère en matière d'histoire bataille, où le pire côtoie le meilleur. L'ouvrage de Nicolas Aubin innove en délaissant la poudre pour la logistique, grande oubliée du raz de marée éditorial. Les questions sont pertinentes, les sources de premier choix, l'écriture limpide et le traitement profond. L'on apprend ainsi que, avant le jour J, la logistique américaine n'était pas le colosse surpuissant



et omnipotent souvent décrit et qu'elle s'est même disloquée entre août et novembre, pesant de manière décisive sur le cours de la guerre. Aubin épiluche la doctrine, passe en revue le GMC (totalement inadapté au transport de masse), les structures, les gâchis énormes, le vol... Sans

oublier de comparer avec les logistiques allemande et soviétique. Ce travail de haut vol, dense et massivement illustré, est pourvu d'excellentes annexes techniques. À lire absolument ! ■ J. L.



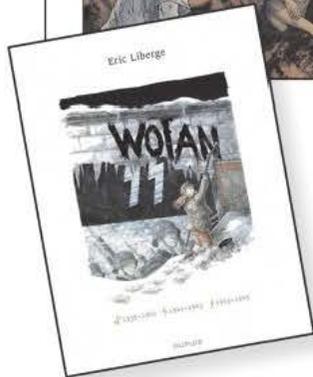
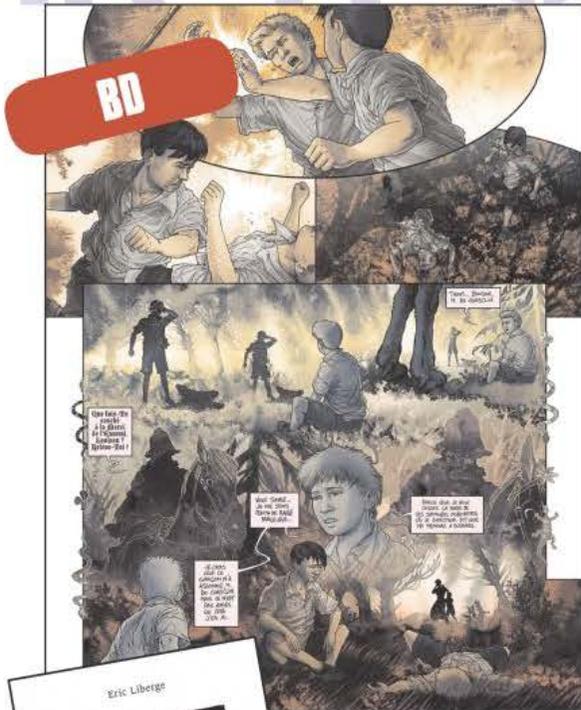
Gettysburg 1^{er}-3 juillet 1863

Farid Ameur

Tallandier, 220 p., 20 €.

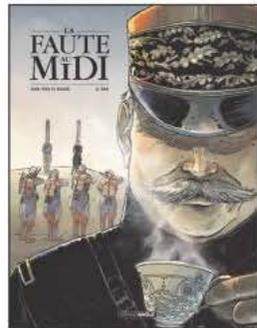
C'est la bataille clé de la guerre de Sécession, et elle a justifié un déluge de publications outre-Atlantique. Venant au secours du lecteur français, Farid Ameur en réalise une brève synthèse. La campagne qui mène aux trois journées de paroxysme de combat (voir notre dossier dans G&H n° 17) est bien détaillée, il ne manque guère de boutons aux gâchettes des participants. Les problématiques opérationnelles sont claires (notamment le rôle, ou plutôt l'absence de rôle, que joue la cavalerie sudiste de Stuart). On a du mal toutefois à s'enthousiasmer. Peut-être que le choix d'un récit très factuel et le déroulé fastidieux des combats (un conseil : gardez une carte sous les yeux) nuit à l'élan général. C'est vrai, Ameur n'est pas McPherson. Mais il en va de même pour 90 % des auteurs américains. Et puis les ouvrages sur cette guerre en français sont si rares... ■ P. G.

IR A JOUER



Wotan, l'intégrale

Eric Liberge
Dupuis, 192 p., 28 €. Déjà publiée en trois volumes, cette série gagne en force à être lue d'une traite. *Wotan* raconte l'histoire de trois personnages : un jeune orphelin amnésique, un jeune soldat déserteur et une photographe japonaise. Chacun suit son chemin pour rencontrer Himmler et l'*Ahnenerbe*, projet délirant destiné à promouvoir la pureté de la race aryenne... Si aucun n'a vraiment existé, leur histoire permet à Eric Liberge d'éclairer les différentes faces perverses et diaboliques du projet nazi. Sur un scénario très construit et sur les pas de personnages complexes,



La faute au Midi
J.-Y. Le Naour, A. Dan
Bamboo Éd., coll. Grand Angle, 56 p., 13,90 €. Comment naissent les idées reçues, comment dans un contexte de

guerre un groupe peut être stigmatisé et rendu responsable d'une défaite ? Cet album répond à ces questions en retraçant précisément comment les Provençaux et les Corses du 15^e corps ont été pendant 14-18 victimes de préjugés antiméridionaux mais aussi de la lâcheté stupide de certains politiciens. Le scénario, signé par l'historien de renom Jean-Yves Le Naour, est solide. ■ S. D.



Omaha Beach, 6 juin 1944

R. Capa, Morvan (scénario) et Bertail (dessin)
Dupuis, Magnum Photos Aire Libre, 100 p., 15 €. Cette série de BD démarrée en collaboration avec l'agence photo Magnum raconte l'histoire d'un cliché célèbre dans son contexte. Ce premier et superbe volume relate le reportage mythique de Robert Capa le jour J. On y apprend comment travaillait un reporter pour *Life Magazine*, comment s'est vraiment passé le Débarquement pour Capa, pourquoi les images sont tremblées, comment elles sont transmises, pourquoi elles sont les seules du Débarquement proprement dit. ■ S. D.

Zero pour l'éternité (5 vol.)

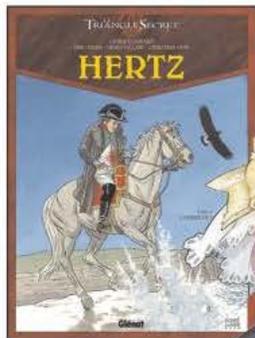
Naoki Hyakuta, Souichi Sumoto
Delcourt, 7,99 € chaque. À travers les témoignages poignants de rescapés japonais de la guerre du Pacifique, un frère et une sœur enquêtent sur leur grand-père, mort en kamikaze à la fin du



conflit. Au fil des révélations, l'image qu'ils se font de leur aïeul change radicalement, les questions du sacrifice et de la mémoire se posent dans ce Japon du XXI^e siècle désireux d'occulter cet épisode trouble de son histoire. Un beau récit, brillamment dessiné, loin des clichés occidentaux sur le sujet. ■ P. Q.

Hertz (t.4) - L'ombre de Falgè

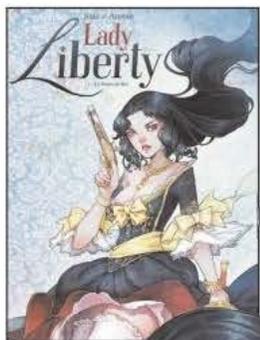
Convard, Adam, Falque, Gine
Glénat, 56 p., 14,40 €. Pour ce quatrième tome, André Hertz, maître espion et ombre de Napoléon, vole de Waterloo à Sainte-Hélène. Il tente de protéger la fuite de son maître, sans éviter la capture et l'exil qu'il accompagnera avec sa famille. Plus que la vérité historique, les auteurs jouent l'histoire palpitante, tout en rebondissements inattendus et personnages puissants. Le portrait de Bonaparte en rapace



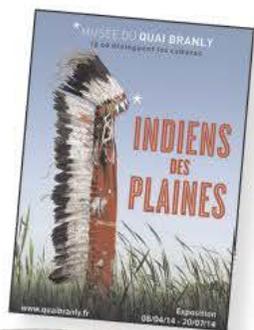
aux ailes coupées est particulièrement émouvant. ■ S. D.

Lady Liberty (t. 1) - Le secret du Roi

Jean-Luc Sala, Aurore Soleil, 56 p., 14,50 €. Espionne (plus ou moins) au service de Louis XVI, Lady Liberty, jeune escrimeuse experte, croise le fer avec Beaumarchais sur fond de révolution américaine. Ce pur roman de cape et d'épée rafraîchit cette période, quitte à maltraiter l'Histoire. Le « libertinage » et l'érotisme un peu facile font un brin cliché, mais on se réjouit de trouver des personnages féminins qui ne sont ni potiches ni poupées à plaisir. Et on a furieusement envie de savoir quel secret partagent Louis XVI et le chevalier (pardon, la chevalière) d'Éon. ■ P. G.



A VOIR



EXPOSITIONS

Indiens des plaines

Jusqu'au 20 juillet, au Musée du quai Branly (Paris 7^e). Site : www.quaibrnaly.fr Cette exposition n'est pas exclusivement consacrée à l'art militaire des Indiens des plaines d'Amérique du Nord. C'est surtout l'occasion de découvrir des facettes d'une culture très mal connue. Son importance dans l'imaginaire occidental n'est plus à démontrer, l'Indien est une figure de guerrier : représenté d'abord comme un sauvage sanguinaire, il devient à partir des années 1960, notamment à cause de la guerre du Vietnam, une victime de l'aveuglement et du colonialisme des Blancs. Cette exposition et la programmation qui l'accompagne reviennent sur tous ces épisodes. La scénographie en plus de cent objets fait revivre cette culture quasiment disparue.

Dans la reconstitution d'un village de tentes, on imagine les chefs parés d'imposantes coiffures de plumes et l'on retrouve les noms des tribus familières aux amateurs de western : Sioux,

Lakotas, Cheyennes, Blackfeet, Crow... Et aussi ceux des grands chefs aux accents poétiques : « Celui qui se tient dans le soleil », « Tonnerre qui gronde »... ■ S. D.

Été 14, les derniers jours de l'Ancien Monde

Jusqu'au 3 août, à la Bibliothèque nationale de France (Paris 13^e). Site : www.bnf.fr

Plutôt que de revenir sur le conflit, la BNF a l'idée originale de traiter les quelques semaines qui le précèdent. Cette remarquable exposition a le mérite de plonger le spectateur dans la mentalité des dirigeants de l'époque et des intellectuels qui ont écrit durant ce mois d'août fatidique. Plus que le côté inéluctable de l'entrée en guerre, les archives exposées (il y a beaucoup à lire pour une fois) démontent les mécanismes des négociations diplomatiques, des prises de positions... On découvre l'état d'esprit du président



de la République au jour le jour grâce aux extraits de son journal. Ces documents sont mis en parallèle avec des extraits d'œuvres littéraires qui donnent une densité nouvelle à l'ambiance d'entrée en guerre. L'exposition propose aussi quelques espaces inattendus. S'arrêter devant un mur sur lequel sont collées des dizaines d'avis de décès « Mort pour la France » dont celui du premier soldat tué est ainsi une expérience émouvante. ■ S. D.

Architecture en uniforme

Jusqu'au 8 septembre, à la Cité de l'architecture (Paris 16^e). Site : www.citechailot.fr

Originale, cette exposition analyse les conséquences de la Seconde Guerre mondiale à travers son impact sur l'architecture. Dans tous les pays, nombre d'architectes ont été mobilisés durant le conflit. Certains sont restés dans leurs bureaux se mettant au service des industries

militaires, d'autres ont été engagés pour leur savoir-faire en matière de construction, aussi indispensable que celui des ingénieurs et des scientifiques. Les bombardements des grandes villes ouvrent un nouveau front et les architectes sont requis autant

pour prévenir que réparer les destructions massives. La sortie de guerre, partout, a été l'occasion de prendre le pouvoir et de transformer les paysages urbains. ■ S. D.



The True Glory (La vraie gloire)

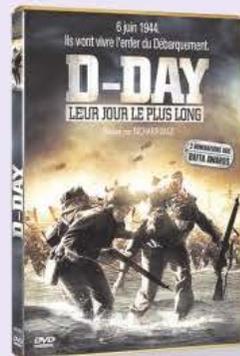
Documentaire de Carol Reed et Garson Kanin Édition Filmedia, 20 €.

À partir des images tournées par 1400 cameramen de guerre sur le front Ouest, Carol Reed (réalisateur britannique du *Troisième Homme*) et Garson Kanin (scénariste des comédies du duo Hepburn-Tracy de George Cukor) réalisent en mai 1945 ce chef-d'œuvre de propagande pour le compte des ministères de l'Information américain et britannique. Il s'agit d'expliquer à tous, soldats et civils, pourquoi, comment on s'est battu et c'est efficace : montage rapide à un plan par seconde, commentaire

en voix off tiré de témoignages « réels » (redits par des acteurs aux accents bien identifiables), la modernité de la forme est stupéfiante. ■ P. G.

D-Day, leur jour le plus long

Documentaire de Richard Dale Koba Films, 15 €. Ce film réalisé pour la BBC pour le soixantenaire 1944-2004 vient de sortir en version française. Si les images de synthèse accusent le coup, les reconstitutions restent convaincantes et les témoignages, très bien choisis, ne vieillissent pas : un bon moyen, notamment pour le jeune public non-anglophone, d'appréhender l'expérience humaine du jour J. ■ P. G.



FESTIVAL

5^e Festival international du livre militaire

Les 18 et 19 juillet, Écoles de Saint-Cyr Coëtquidan à Guer (56). Entrée libre et gratuite. Site : <https://www.facebook.com/festivalinternationaldulivre militaire>

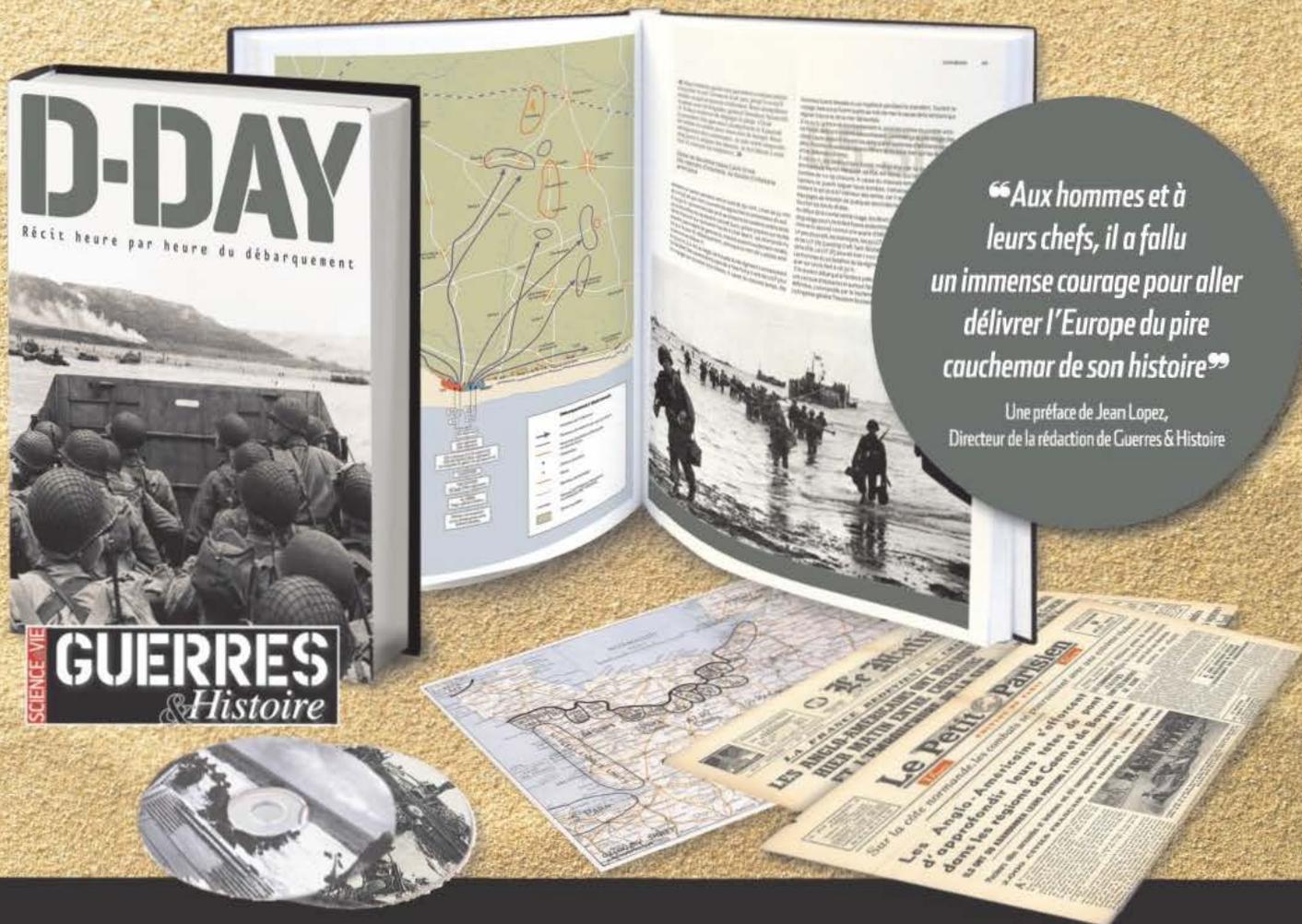
Les 18 et 19 juillet se tient aux Écoles de Coëtquidan le 5^e Festival international du livre militaire

(FILM) ; le directeur de l'école y remettra le prix des Cadets. C'est l'occasion de rencontrer de nombreux auteurs et de découvrir de très bons livres qui ont pu passer inaperçus tant la production française est devenue riche et abondante. Un rendez-vous incontournable auquel *Guerres & Histoire* s'associe volontiers. ■ P. G.



EXCEPTIONNEL

D-DAY actuellement à la Fnac !



“Aux hommes et à leurs chefs, il a fallu un immense courage pour aller délivrer l’Europe du pire cauchemar de son histoire”

Une préface de Jean Lopez,
Directeur de la rédaction de *Guerres & Histoire*

- **UN LIVRE EXCEPTIONNEL DE 144 PAGES ET DE PLUS D’UNE CENTAINE D’IMAGES** réalisé en partenariat avec *Guerres & Histoire*, incluant des clichés mythiques de Robert Capa, les témoignages de Léon Gautier, du commando Kieffer et de Jake Mc Niece, connu sous le nom de 13^e salopard.
- **2 DVD** : *La Lumière de l’aube*, un film de Jean-Christophe Rose sur les coulisses du débarquement écrit avec Deborah Ford et *La bataille de Normandie* de Jean-Louis Guillaud et Henri de Turenne, réalisés par Daniel Costelle.
- **2 FAC-SIMILÉS DE UNES DE JOURNAUX D’ÉPOQUE.**
- **1 CARTE DU DÉBARQUEMENT** sur les plages de Normandie.



DISPONIBLE EN EXCLUSIVITÉ À LA FNAC AU RAYON DVD
ET SUR LE SITE www.fnac.com

JEUX VIDÉO

Par Nicolas Gavet

Wargame : Red Dragon

Support : PC
Éditeur : Focus Home Interactive

Prix : 40 €.

Très attendu par tous ceux qui ont joué aux deux premiers titres, *European Escalation* et *AirLand Battle*, ce nouvel opus de la saga *Wargame* change enfin de continent. Après les conflits proposés au cœur de l'Europe, *Red Dragon* se déroule en Asie du Sud-Est, entre 1975 et 1991. Bien évidemment, à nouveau continent, nouvelles unités : Japon, Chine, Corée du Nord, Corée du Sud, Australie et Nouvelle-Zélande sont désormais de la partie. Pour le coup, la petite sauterie devient un gigantesque rendez-vous puisque ce ne sont pas moins de 1450 unités qui sont proposées ici : un record. Ceux qui ont déjà participé aux deux premiers volets savent

que ce jeu de stratégie en temps réel compte parmi les plus pointus du moment et le nouvel épisode ne déroge pas à la règle. Si les fans de la série retrouvent leurs marques rapidement, à l'inverse, un joueur novice peut facilement s'avouer vaincu s'il ne prend pas le temps d'intégrer pleinement les différentes interfaces de jeu. Construire son deck, par exemple, demande du temps. Choisir ses unités et comparer leurs caractéristiques sont autant de contraintes nécessaires et obligatoires avant de se lancer dans la partie. Notez qu'il est tout à fait possible de mixer tous les pays et tous les types d'unités disponibles afin de se forger une armée sur mesure, loin des réalités historiques (dont se moque éperdument le jeu de toute façon). Heureusement, quelques outils sont à la disposition des débutants pour vite faire le tri dans les différents inventaires. Une fois cette douloureuse épreuve

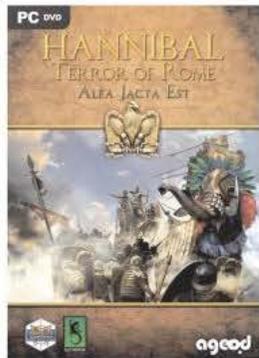
franchise, le jeu peut « réellement » débiter. Au joueur de décider s'il préfère maintenant se lancer dans un mode multijoueur ou dans une longue campagne solo. Attention, le mode en ligne est à déconseiller aux novices, les serveurs distants étant truffés de guerriers expérimentés, capables en quelques

clics de souris de transformer une partie en cauchemar pour le non-initié. Le mieux est donc de commencer... par le commencement, en participant aux sept campagnes en solo proposées. Après les forces aériennes apparues dans *AirLand*

Battle, ce *Red Dragon* introduit les forces maritimes. Frégates, destroyers, corvettes, patrouilleurs ou simples barges de débarquement offrent ainsi au titre un tout nouveau pan tactique – celui des opérations combinées : attaques côtières, défenses antiaériennes, débarquements de troupes, bombardements à distance... Des cartes de jeu ont ainsi été définies pour offrir aux joueurs encore plus de possibilités pour s'exprimer. Dans les limites de la vraisemblance, tout de même : pas question de naviguer avec un destroyer sur une rivière : le tirant d'eau est pris en compte. Seules certaines embarcations y ont accès. Bien vu. Air, terre, mer... *Wargame Red Dragon* tape à tous les niveaux. Et ça fait mal! ■



IR A JOUER



Hannibal: Terror of Rome

Support : PC

Éditeur : Ageod

Prix non communiqué.

Ageod poursuit son périple méditerranéen antique en proposant un nouvel opus à sa série *Alea Jacta Est*. Dans *Hannibal: Terror of Rome*, le joueur simule l'opposition entre les deux superpuissances du III^e siècle avant notre ère : Rome et Carthage. Pour le coup, il s'agit de prendre les commandes des armées des plus grands généraux carthaginois, Hamilcar Barca et Hannibal. « *Nous trouverons un chemin ou nous en créerons un !* », aurait dit ce dernier, ce qui donne une bonne indication sur son caractère. Avec ses puissantes troupes et ses éléphants, il cultive l'espoir (pas si fou, puisqu'il y est presque parvenu) de briser une République romaine pas encore au faite de sa puissance. Bien entendu, les légions vont tout faire pour protéger Rome et repousser l'attaque punique. Voilà qui promet de sacrées batailles ! Ce qui nous amène à un point particulièrement intéressant du jeu.



Contrairement à d'autres productions, *Hannibal: Terror of Rome* revendique sa fidélité à l'histoire. Le joueur participe ainsi à cinq scénarios « réels » : la première guerre d'Illyrie (qui voit l'affrontement des tribus illyriennes et des cités grecques en mer Adriatique de 230 à 228), la guerre de Cisalpine (225 à 222), la deuxième guerre punique (219 à 201 : la grande campagne qui fait trembler Rome), Cannes (un zoom sur la plus remarquable victoire d'Hannibal en 216), enfin l'expédition de Scipion l'Africain, vainqueur final d'Hannibal. Comme toujours chez Ageod, la prise en main s'avère particulièrement redoutable pour qui n'a pas l'habitude des « véritables » wargames. Tout se joue au tour par tour sur des cartes en 2D. Elles sont, certes, colorées, affichent moult détails (régions, reliefs, forces en présence, unités, etc.) mais ne sont en aucun cas comparables avec les productions des studios XXL où la 3D temps réel et les effets spéciaux « hollywoodiens » sont de mise. Les puristes apprécieront ! Sachez enfin qu'il n'est pas nécessaire de disposer de *Alea Jacta Est* pour profiter de ce titre. *Hannibal: Terror of Rome* se suffit à lui-même pour fonctionner. Bien vu ! ■

World of Tanks Blitz

Supports : iOS (iPhone, iPod, iPad)

Éditeur : Wargaming

Prix : gratuit.

Il fallait s'y attendre ! Devant l'exceptionnel succès de *World of Tanks* (80 millions d'utilisateurs revendiqués à travers le monde ; voir *G&H* n° 3, p. 110), l'éditeur ukraino-biélorusse Wargaming offre désormais aux utilisateurs de mobiles Apple la possibilité de participer à la fête.

Reposant sur le même modèle économique que la version PC et Xbox 360, *World of Tanks Blitz* est en téléchargement libre sur l'Apple Store et seuls quelques achats sont proposés (mais pas obligatoires) si le joueur souhaite s'équiper rapidement des meilleurs chars et évoluer ainsi plus facilement dans les hauts niveaux. La prise en main a été revue, plus adaptée aux écrans tactiles du système Apple. Ainsi, un stick virtuel permet de commander son tank et deux boutons sont là pour le tir et l'utilisation du périscope. Pour le reste, il s'agit encore une fois d'affronter des adversaires connectés aux quatre coins du monde dans des matchs à sept chars contre sept sur différentes cartes. Déroulant ! ■



WARGAMING



A venir...

Mytho !

Age of Mythology, le jeu de stratégie développé par Microsoft Studios, joue les prolongations avec une « Extended Edition » qui regroupe le jeu original et son extension *The Titans*. Le principe, on le connaît tous : faire prospérer l'une des trois civilisations proposées dans le jeu en demandant, quand c'est nécessaire, l'aide des dieux pour réduire à néant ses adversaires. Ce jeu PC est disponible en téléchargement uniquement sur la plate-forme Steam.

A l'Ouest, du nouveau

The Western Front Armies sera le prochain *stand alone* (module ne nécessitant pas l'achat du jeu original) de la saga *Company of Heroes 2*. L'action se déroulera toujours pendant la Seconde Guerre mondiale mais sur le front de l'Ouest et le joueur incarnera, au choix, des troupes américaines ou allemandes. Le jeu est prévu pour la fin du mois de juin 2014.

A l'Est, quoi !

Wargaming (encore) annoncera fin juin lors du salon de l'E3, événement américain dédié aux jeux vidéo, la date de sortie de *World of Warships*, jeu de combat naval en ligne. L'action est centrée autour du Pacifique et la démo figure le fameux cuirassé *Yamato*... Et quelques porte-avions. Comme toujours, c'est superbement irréaliste. ■

A JOUER

WARGAMES

Par Frank Stora



artillerie, chefs) sont fort simples, puisqu'ils ne comportent en général qu'une valeur : leur niveau de moral.



Actions !

Le système utilisé est celui baptisé par Worthington Games « Hold the Line ». À chaque tour, les joueurs ont droit, l'un après l'autre, à un certain nombre d'actions. Le scénario précise ce nombre, qui dépend des qualités des généraux en présence et qui est augmenté à chaque tour de 1, 2 ou 3 selon un jet de dé. Un point d'action permet de faire bouger ou tirer une unité. Dépenser deux points permet de faire charger une cavalerie ou de donner l'assaut avec une infanterie. On peut aussi mettre en réserve pour le tour suivant un nombre de points égal à la qualité du chef de l'armée. On constate que l'utilisation judicieuse des points d'action est la clé du jeu. En effet, il apparaît que les auteurs ont simplifié les autres règles pour laisser les joueurs concentrer leur réflexion sur leur stratégie !

Frédéric le Grand en toute simplicité

Frédéric II de Prusse a livré de nombreuses batailles du temps de la guerre dite en dentelles et ses victoires lui ont valu le surnom de « Grand » (voir article p. 84). Pas sûr qu'il l'aurait conservé si l'impératrice Élisabeth de Russie n'était pas morte d'indigestion en 1762 pour laisser la place au tsar Pierre III, fervent admirateur du Prussien, au moment où celui-ci allait être écrasé – mais le jeu *Frederick's War* (Worthington Games) ne s'intéresse qu'aux batailles. En une seule boîte aux règles simples, il nous en propose huit.

Huit matches Prusse-Autriche

Quatre de ces batailles

font partie des guerres de Silésie : Mollwitz (1741), Chotusitz (1742), Hohenfriedberg et Kesselsdorf (1745). Les quatre autres font partie de la guerre de Sept Ans : Kolin et Leuthen (1757), Hochkirch (1758) et Liegnitz (1760). Dans tous les cas, il s'agit d'affrontements entre Prussiens et Autrichiens (et parfois Saxons). Ni Russes, ni Français – impossible de jouer la lamentable défaite franco-autrichienne de Rossbach ! Le matériel est de très bonne qualité. Sur la carte de 88 x 56 cm « en dur » prennent place des éléments en carton qui permettent de faire varier le terrain selon le scénario. Les gros pions (infanterie, cavalerie,

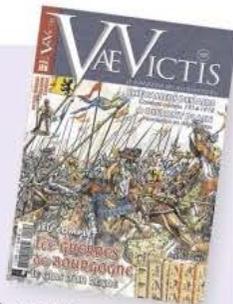
Variété, jouabilité

Au total, les règles (sans les scénarios) font moins de six pages, en assez gros caractères. Les combats se résolvent le plus souvent par le jet de trois dés. Selon les unités, le type de combat et le terrain, une perte est infligée pour chaque dé qui fait 3, 4, 5 ou 6. Le moral de l'unité attaquée baisse

de 1 pour chaque perte. Elle bat en retraite si un dé donne un résultat supérieur à son moral. Ce petit extrait des règles montre la jouabilité du système. Avec huit scénarios disponibles, il y a de quoi faire bon nombre de parties sans passer plus d'heures à étudier les règles qu'à jouer ! ■

Suisses victorieux et as des as

Après son n° 114 dont le jeu était consacré à la bataille de Paris – un épisode peu connu de la campagne de France de 1814 –, la revue *Vae Victis* a publié dans son n° 115 *Les Guerres de Bourgogne* (par Philippe Hardy), sur un thème évoqué dans *G&H* n° 16 (p. 70) : l'affrontement des cantons suisses et de Charles de Bourgogne, dit le Téméraire. Les règles sont relativement brèves (une douzaine de pages de petit format, plus les exemples et les scénarios), mais denses. Malgré un matériel réduit – une carte stratégique un peu pâle de format A4, 108 jolis pions, un plateau format A4 pour la résolution des batailles –, le jeu est ambitieux. En 12 tours, il simule près de trois ans de lutte (1474-1477), avec manœuvres diplomatiques, recrutements, mouvements stratégiques, sièges et batailles. Les multiples armes d'une époque pivot dans l'art de la guerre sont représentées, des halberdars aux canons en passant par les piques et les couleuvrines. En bref, un traitement de belle facture d'un sujet original.



Les premiers combats aériens sont un sujet inépuisable et, semble-t-il, toujours apprécié puisque le jeu *Blue Max*, trente ans (!) après la sortie de sa première édition, vient d'être réédité par l'italien Stratelibri. La version actuelle, dans une grosse boîte bourrée de matériel, comprend des règles en français. Il est préférable d'y jouer en équipes (jusqu'à six « pilotes » en tout), pour plus de fluidité du jeu... et d'amusement des joueurs. ■

QUIZ

Connaissez-vous

Par Nicolas Aubin

la Résistance française ?

1pt

1) Quel est le premier territoire à s'être rallié à la France libre, le 20 juillet 1940 ?

- a) La Nouvelle-Calédonie.
- b) L'île de Sein.
- c) Les Nouvelles-Hébrides.

1pt

2) Quelle différence y a-t-il entre un réseau et un mouvement de résistance ?

- a) Le réseau est une organisation de résistance apolitique au contraire du mouvement.
- b) Les réseaux sont des antennes en France du Bureau central de renseignement et d'action (BCRA), créé par les Français libres à Londres, ou des services alliés tandis que les mouvements de résistance qui se sont développées indépendamment de l'extérieur.
- c) Un réseau est une subdivision d'un mouvement.

1pt

3) Dans quelle station de métro parisienne, le colonel Fabien (Pierre Georges) tue-t-il l'aspirant de marine Moser, marquant le basculement de la résistance communiste dans l'action armée ?

- a) Barbès - b) Jaurès - c) Bastille.

2 pts

4) Qui, au printemps 1942, sauve le PCF des infiltrations policières en renforçant ses mesures de cloisonnement ?

- a) Rol-Tanguy.
- b) Le colonel Fabien.
- c) Auguste Lecœur.

1pt

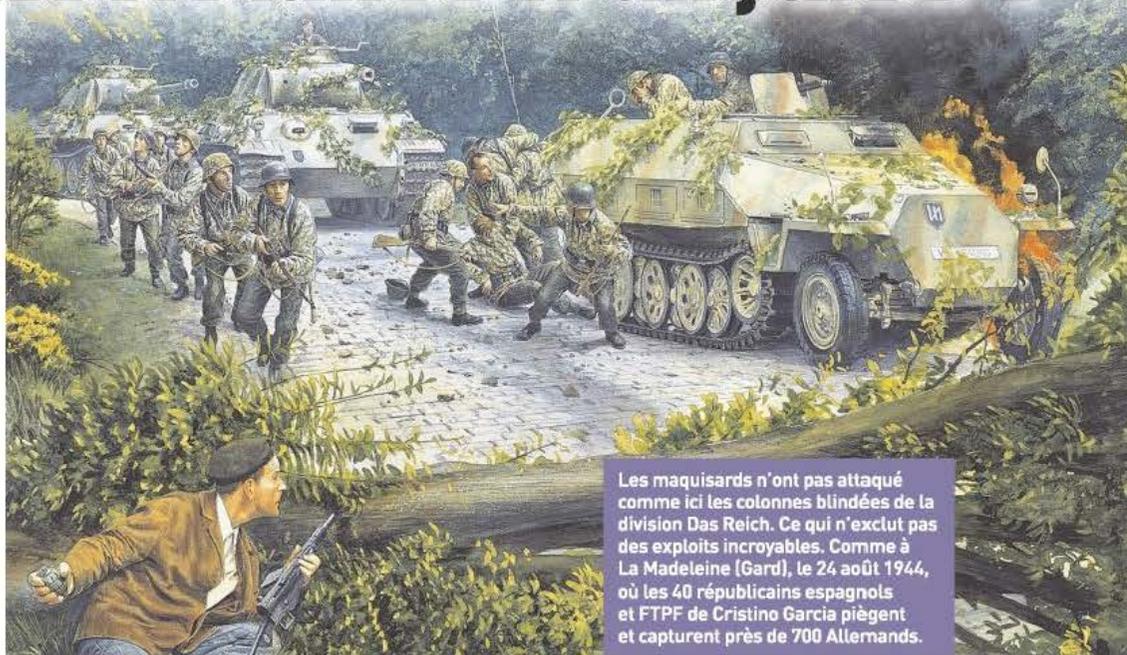
5) Comment a-t-on surnommé le très actif maquis du Limousin dirigé par l'instituteur communiste Georges Guingouin ?

- a) Le Maquis rouge.
- b) La Petite Russie.
- c) L'Orchestre rouge.

1pt

6) Où Jean Moulin est-il arrêté le 21 juin 1943 ?

- a) Lyon - b) Rillieux-la-Pape.
- c) Caluire.



Les maquisards n'ont pas attaqué comme ici les colonnes blindées de la division Das Reich. Ce qui n'exclut pas des exploits incroyables. Comme à La Madeleine (Gard), le 24 août 1944, où les 40 républicains espagnols et FTPF de Cristino Garcia piègent et capturent près de 700 Allemands.

2 pts

7) Avec Jean Moulin est arrêté Raymond Aubrac, à l'origine d'un mouvement de résistance avec Emmanuel d'Astier de La Vigerie. Lequel ?

- a) Combat - b) Libération-Sud.
- c) Défense de la France.

1pt

8) Où Philippe Leclerc prononce-t-il son fameux serment : « Nous sommes en marche, nous ne nous arrêterons que lorsque le drapeau français flottera sur la cathédrale de Strasbourg » ?

- a) Bir Hakeim - b) Koufra.
- c) Brazzaville.

2 pts

9) Qu'est-ce que l'Armée secrète ?

- a) Un mouvement de résistance créé par des officiers du régime de Vichy en 1940 pour préparer la revanche.
- b) Le regroupement en 1942 des organisations militaires des principaux mouvements de la zone sud (Combat, Libération-Sud et Franc-Tireur).
- c) Section armée du PCF créée en octobre 1940 chargée de la police interne et de la sécurité lors des actions antivichystes.

2 pts

10) Quel humoriste français rallié à de Gaulle mène depuis Radio Londres des duels radiophoniques homériques contre le collaborateur Philippe Henriot de Radio nationale ?

- a) Pierre Dac - b) Fernandel.
- c) Francis Blanche.

1pt

11) Parmi les résistants, quel a été le pourcentage de femmes environ ? (1 pt)

- a) 10 % - b) 20 % - c) 25 %.

1pt

12) Quatre-vingt-quatorze équipes interalliées (composées de trois membres dont un officier français) sont envoyées principalement en France pour coordonner l'action des maquis avec les plans de la Supreme Headquarters Allied Expeditionary Force (SHAEP) en vue du Débarquement. Comment s'appellent-elles ?

- a) Les SOE - b) Les Triangles.
- c) Les Jedburgh.

1pt

13) Quelle catégorie de personnes a subi le plus de pertes de la part

des résistants entre juin 1941 et mai 1944 ?

- a) Des représentants des forces de l'ordre de Vichy.
- b) Des combattants de la Wehrmacht.
- c) Des fonctionnaires allemands.

1pt

14) Combien de résistants ont-ils été exécutés au mont Valérien, ce lieu de mémoire devenu emblématique de leur sacrifice ?

- a) 1007 - b) 4500 - c) 10007.

2 pts

15) Combien de Français, au 1^{er} janvier 2010, avaient-ils obtenu le titre de « Juste » pour avoir secouru et caché près de 25000 Juifs ?

- a) Aucun - b) 317 - c) 3117.

Réponses : 1c (le 22 juin 1940) ; 2b ; 3a ; 4c ; 5b ; 6c ; 7b ; 8b ; 9b ; 10a ; 11a ; 12c ; 13a ; 14a ; 15c.

Total : / 20 points

Si vous avez eu moins de 10 points, nous vous conseillons *Histoire de la Résistance* d'Olivier Wieviorka (Perrin, 2013) (voir notre critique dans G&H n° 13, p. 101).



La guerre de Sécession, boucherie alphabétisée

À la lecture de l'article sur la naissance de l'*American way of war* (p. 54) paru dans le dossier de *Guerres & Histoire* n° 17 consacré à la guerre de Sécession, vous avez omis un aspect important. Au cours de sa retraite après Gettysburg, l'armée de Virginie du Nord se retranche sur les collines bordant la Mine Creek Run. Meade, soucieux de détruire son adversaire avant qu'il ne franchisse le Rappahannock, projette de lancer un assaut en règle avec son infanterie sur les positions dominantes et retranchées de Lee. Les fantassins yankees épinglent alors des morceaux de papiers sur leurs uniformes

avant de mener un assaut qu'ils estiment suicidaire. Ces bouts de papiers indiquent tout simplement leur identité, pour qu'on les identifie s'ils venaient à mourir au combat. Ce fait est révélateur d'une réalité totalement nouvelle pour les combattants sur l'estime qu'ils ont d'eux-mêmes et de leur sacrifice. Ils ne sont plus les masses illettrées de volontaires, d'enrôlés de force ou de conscrits des armées du début du siècle; non! Ils sont les électeurs alphabétisés (80 % de la population blanche du Sud et 90 % de celle du Nord) de la plus grande démocratie en formation dans l'histoire, et leur sacrifice mérite, comme le soulignera Lincoln dans sa *Gettysburg Address*, la reconnaissance de leur

identité personnelle dans la mort. Ce geste est répété de plus en plus souvent à mesure que l'hécatombe de ces nouveaux *citizen soldiers* augmente devant les retranchements sudistes en 1864 et 1865. La boucherie de Cold Harbor, qui préfigure les massacres inutiles de la Grande Guerre, voit quasiment l'intégralité des soldats nordistes coudre leur nom sur leurs uniformes avant de monter au sacrifice, et la presse antiguerrre se fait d'ailleurs l'écho de leur souci de ne pas disparaître anonyme. Cette revendication *ante mortem* des combattants renforce d'autant la volonté du gouvernement fédéral de mener une guerre dont l'issue doit être définitive en anéantissant l'adversaire pour ainsi mieux justifier

et obtenir le consentement de milliers d'électeurs qui ne veulent plus être des morts anonymes mais des héros reconnus. ■ Sylvain Ferreira

Qui a descendu Gibson ?

Dans le témoignage de Jorg Cypionka, chasseur de Mosquito (voir n° 17, p. 6), vous expliquez que le Wing Commander Guy Gibson, ex-leader des « briseurs de barrage », a été abattu par l'Oberleutnant Kurt Welter. En fait, il aurait été abattu par erreur par le mitrailleur de queue d'un Lancaster ami, le Sergeant Bernard McCormack dans la nuit du 19 septembre 1944. ■ Mjr (H) Gérard Ulmer

Il est vrai que la mort de Gibson n'a jamais été vraiment élucidée. La thèse dont vous parlez a été avancée par le quotidien britannique *Daily Mail* en 2011, à partir de confessions (posthumes) de McCormack. Mais elle est difficile à prouver. Welter a revendiqué un Mosquito cette nuit-là et Gibson pilotait le seul Mosquito perdu. ■ P. G.

Le débat sur les châteaux japonais rebondit

Je trouve, dans votre (excellent) n° 17, p. 104, une lettre de lecteur au sujet des châteaux forts japonais (voir *G&H* n° 15, p. 90) avec laquelle je dois vous exprimer mon désaccord. En effet, ce lecteur affirme que l'inefficacité de l'artillerie japonaise serait due à un « retard technique » de ce pays au XVI^e siècle, et à ce qu'« aucun parti » dans la guerre civile n'aurait pu s'offrir cette arme coûteuse. C'est là une profonde méconnaissance de la société nippone,

déjà riche et brillante, tout à fait capable d'innovations techniques rapides (comme l'adoption immédiate des arquebuses dont le modèle a été apporté par les Européens) et dirigée par de grands seigneurs, Hideyoshi ou Tokugawa, aussi puissants, en fortune matérielle comme en nombre de soldats, qu'un souverain européen de l'époque (voir *notre dossier* p. 32, *NDLR*). La différence avec ce qui se passe en Europe sur le plan militaire vient tout simplement du milieu naturel. Le Japon est un pays fortement sismique: aucune construction de hautes tours et de murailles de pierres, comme les nôtres, n'aurait pu tenir longtemps debout. Les châteaux forts japonais sont donc constitués de deux éléments: un énorme socle plein, aux murs talutés composés de blocs cyclopéens, donc à peu près inébranlable, et, dessus, des donjons en charpente de bois, qui vibrent sans rompre en cas de tremblement de terre ou d'impacts de boulets. Dans les deux cas, l'artillerie du XVI^e siècle est impuissante à emporter la décision. Dans ces conditions, il était inutile de la développer. D'ailleurs, une fois établie la domination totale du clan Tokugawa (après la bataille de Sekigahara, en 1600, qui va stabiliser la situation politique et assurer la paix civile pour plus de deux siècles et demi), l'arquebuse elle-même, contraire à l'idéologie chevaleresque des samourais, sera abandonnée: faute de batailles à gagner à tout prix, elle n'est plus nécessaire. Mais les châteaux forts japonais, malgré les différences d'architecture, sont tout à fait

LE SONDAGE

Sur notre page www.facebook.com/guerresethistoire,

à la question: « Quel est votre avis sur l'annexion de la Crimée par la Russie? », nous avons recueilli plusieurs centaines de réponses, une participation sans doute stimulée par une actualité brûlante. 42 % d'entre vous estiment qu'il faut « condamner la Russie parce qu'elle viole une frontière internationalement reconnue ». Un quart tout rond pense que « les Russes ont un droit de propriété indiscutable sur

la Crimée. Il faut les appuyer. » Pour 23 %, « les Occidentaux n'ont pas à se mêler de ce nouveau foyer de tensions ». Un peu plus de 10 % ne se prononcent pas. La condamnation n'est pas unanime, il s'en faut de beaucoup. Comme pour l'opinion française en général, la Russie bénéficie d'un parti pris favorable chez les lecteurs de *G&H*, sans doute attisé par une certaine défiance vis-à-vis de l'OTAN et même de l'Union européenne. Reste à vérifier dans quel sens vont évoluer les esprits selon les développements de la crise.



comparables aux nôtres. En effet, on peut dire qu'il s'agit, au Japon, de la seule féodalité digne de ce nom en dehors de l'Europe occidentale, c'est-à-dire une société où, suite à la déliquescence de l'État, les détenteurs locaux de la force armée se sont emparés des pouvoirs régaliens, sous l'apparence d'une pyramide de liens personnels jurés. Le château fort est ce qui permet à son maître de résister avec des chances de succès, non face à une révolte paysanne, sans danger pour lui, mais avant tout à son suzerain, et aux autres seigneurs de même rang. Il est en cela différent par nature (non par l'architecture) de la « forteresse », par laquelle un pouvoir supérieur impose sa présence armée sur un territoire, et plus encore à ses frontières. Le propre du château fort est donc d'être le lieu d'enracinement d'une puissance autonome. En Europe la domination des rois [et de leur artillerie, apte à renverser toutes les murailles], au Japon la victoire des Tokugawa [qui n'ont plus aucun compétiteur dans l'archipel] déclasse définitivement les féodaux et leurs nids d'aigle : les palais de plaisance

vont pouvoir s'épanouir. Les châteaux japonais qui subsistent sont en fait postérieurs à la guerre civile, et ils ont surtout une fonction d'apparat, de prestige par leur hardiesse et leur élégance plutôt que par leur valeur proprement militaire. ■

Yves Marguerat, directeur de recherche honoraire à l'Institut de recherche pour le développement

Le Téméraire pas oublié en Suisse !

Dans le n° 16 de G&H, vous évoquez les batailles de Charles le Téméraire contre les Suisses sous la rubrique « La bataille oubliée ». Récemment, j'ai fait connaissance d'un Suisse alémanique et, voulant mettre à profit ma toute neuve érudition, j'ai abordé l'histoire de ce conflit entre le duché de Bourgogne et la Confédération. Aussitôt, il m'a récité « *Karl der Kühne verlor in Grandson den Hut, in Murten den Mut und in Nancy das Blut* ». Belle alliteration qui, une fois traduite, donne « *Charles le Téméraire a perdu à Grandson son chapeau, à Morat le courage et à Nancy son sang* ». C'est dire à quel point cet épisode de leur histoire est non



Les Suisses matent le Téméraire en trois coups
Trois ans de guerre, trois batailles, trois défaites : Grandson, Morat, Nancy... Et un mort : Charles le Téméraire. Carnée libératoire du passage duc de Bourgogne, héritier de ceans, l'empereur par un autre itinéraire. Les cartes de jeu furent par les Confédérés suisses. Jean-François Bouchard, les cartes

Le 1471, le duc de Bourgogne Charles le Téméraire, qui avait épousé en 1470 la fille de Louis XI, roi de France, se voyait reconnaître le duché de Bourgogne, le comté de Flandre, le comté de Hollande et le comté de Brabant. Mais, en 1477, le duc de Bourgogne, Charles le Téméraire, meurt à Nancy, le 5 janvier, tué par les Suisses. Cette bataille marque le début de la domination française sur la France. Charles le Téméraire, qui avait épousé en 1470 la fille de Louis XI, roi de France, se voyait reconnaître le duché de Bourgogne, le comté de Flandre, le comté de Hollande et le comté de Brabant. Mais, en 1477, le duc de Bourgogne, Charles le Téméraire, meurt à Nancy, le 5 janvier, tué par les Suisses. Cette bataille marque le début de la domination française sur la France.

pas oublié mais gravé dans la mémoire des Suisses ! ■ **Jacques Muller**

Mousquetaires sur mer
À propos de votre article consacré aux mousquetaires (voir G&H n° 18, p. 80), je tenais à vous signaler un point méconnu. Afin d'accroître le nombre d'officiers pour sa marine, Louis XIV expérimente une solution originale : il intègre des hommes ayant servi dans l'armée de terre, dont des ex-mousquetaires. Ainsi, de 1662 à 1666, plusieurs compagnies de mousquetaires du roi embarquent sur des navires du roi. En 1666, ils seront 800 sur l'escadre du duc de Beaufort, sans que l'expérience soit concluante. Au moins quatre capitaines de vaisseau n'en ont pas moins été mousquetaires : un seigneur de La Roquefontiez devient capitaine de vaisseau en 1669 et est cassé en 1675 ; Jacques Cohornes, marquis de Palun, est capitaine de brûlot de 1666 à 1675, puis capitaine de vaisseau jusqu'en 1683. Il y a aussi Beaulieu de Tivas qui se distingue sur le *Mercœur* lors du combat contre les Algérois en 1665, capitaine de vaisseau la même année et qui meurt lors du combat de Schooneveldt en 1673, et enfin Pierre Gravier mousquetaire du roi en 1658, capitaine de vaisseau en 1665. ■ **Roberto Barazzutti**

Erratum
• Gilles Saucier, lecteur de Basse-Normandie, nous fait part d'une pertinente remarque : « Dans l'encadré intitulé "Du Bâtard au Conquérant" (n° 17, p. 62), vous laissez entendre que Guillaume le Conquérant est décédé en Angleterre. Or, il est mort à Rouen, après avoir été blessé à Mantes, avant d'être inhumé à Caen dans l'Abbaye aux Hommes qu'il avait fondée. » ■

Une publication du groupe **MONDADORI FRANCE** Président : **Ernesto Mauri**.

RÉDACTION – 8, rue François-Ory – 92543 Montrouge Cedex. Tél. 01 46 48 48 48. Pour correspondre avec la rédaction : **courrier.SVGH@mondadori.fr**
 Directeur de la rédaction : **Jean Lopez**, assisté de **Mireille Liébaux** • Rédacteur en chef adjoint : **Pierre Grumberg** • Directeur artistique : **Pascal Quehen, Davy Lopez** (par intérim) •
 Première secrétaire de rédaction : **Guillemette Echalié** • Service photo : **Stéphane Dubreil** • Documentaliste : **Virginie Briffaut**.
 Comité éditorial : **Benoist Bihan, Laurent Henninger, colonel Michel Goya, Yacha MacLasha, Maurin Picard**.
 Ont collaboré à ce numéro : **Nicolas Aubin, Vincent Bernard, Benoist Bihan, Bruno Birolli, Jean-Claude Delhez, Nicolas Gavet, Michel Goya, Laurent Henninger, Cédric Mas, Jean-Dominique Merchet, Julien Peltier, Maurin Picard, Rémy Porte, Frank Stora, Joanne Taaffe, Éric Tréguier, Charles Turquin**.
DIRECTION ÉDITION – Directrice du Pôle : **Carole Fagot** • Directeur délégué : **Vincent Cousin**.
DIFFUSION – Site : **www.vendezplus.com** • Directeur : **Jean-Charles Guérault** • Responsable diffusion marché : **Siham Daassa**.
MARKETING – Responsable : **Giliane Douls** • Chargée de promotion : **Michèle Guillet**.
ABONNEMENTS – Responsable : **Johanne Gavarini** • Chef de produit : **Clara Billand**.
PUBLICITÉ – Tél. 01 41 33 50 15. Directrice exécutive : **Valérie Camy** • Directrice commerciale : **Caroline Soret** • Directrice de la publicité adjointe : **Virginie Commun** •
 Directeur de clientèle : **Lionel Dufour** • Assistante : **Christine Chesse** • Planning : **Stéphanie Guillard, Angélique Consoli, Sabrina Rossi-Djenidi** • Trafic : **Stéphane Durand**.
 Opérations spéciales : **Jean-Jacques Benezech, Anne-Sophie Chauvière, Grégory Gounse**.
FABRICATION – Chefs de fabrication : **Marie-Hélène Michon et Johann Gaisser**.
 Directeur financier : **Hervé Godard** • Finance manager : **Guillaume Zaneskis**.
ÉDITEUR – Mondadori Magazines France. Siège social : 8, rue François-Ory – 92543 Montrouge Cedex. Directeur de la publication : **Carmine Perna**.
 Actionnaire principal : **Mondadori France SAS** • Imprimeur : **Imaye Graphic** – Laval.
 N° ISSN : 2115-967X • N° de Commission paritaire : 0518 K 90842 • Dépôt légal : juin 2014.
 Relations avec les **ABONNÉS** Par Internet : **http://abo.guerresethistoire.fr**
Tarifs d'abonnement France 1 an (6 numéros) : 29 euros • Relation clientèle abonnés par téléphone : **01 46 48 47 88** du lundi au samedi, de 8 heures à 20 heures ;
 par courrier : Service Abonnements Guerres & Histoire – CS 50273 – 27092 Evreux Cedex 9. Vous pouvez aussi vous abonner sur **www.kiosquemag.com**.
Vente anciens numéros France : par téléphone au 01 46 48 48 83 ou sur **www.laboutiquescienceetvie.com** • Belgique et Suisse : écrire à **export.ventes@mondadori.fr**

L'humour, arme absolue?

Par Charles Turquin

**Du sourire aux (l)armes, et inversement : les guerriers ont parfois le mot qui fait mouche !
Spécialistes de cet humour infernal, les Britanniques nous en ont donné de beaux exemples,
dont nous alignons ici quelques échantillons authentiques...**

Normandie, 6 juin 1944 : alors que son landing craft fonce vers la plage Juno, où ça mitraille assez dense, un soldat britannique s'écrie : « *My God, c'est une plage privée ! Je crois que nous dérangeons...* » Autre débarquement, celui de Westkapelle (Walcheren, 1^{er} novembre 1944) : le « commander » Sellars est en bottes de mer plutôt qu'en brodequins de combat. Son ordonnance (chauffeur poids lourds dans le civil)

lui demande, avec tout le flegme d'un butler stylé : « *Changerons-nous de chaussures avant ou après la bataille, sir ?* »

Toujours à Westkapelle, à bord d'un landing craft de commandos. Ce peloton avait perdu son officier dès l'échouage à Salerne. Puis son successeur en Normandie, dans les mêmes conditions. Dès lors un vieux sergent s'approche du major Peter Wood et lui dit aimablement : « *Si tout se passe selon les règles, vous serez mort dans vingt minutes, sir.* »

Cyrénaïque, décembre 1940.

Interrogé par radio quant à sa position, un jeune chef de char consulte sa carte et répond :

« *Je suis exactement sur le second B de Buq-Buq !* »

Même coin, même époque, un officier British rend compte :

« *On a ici environ trois hectares de prisonniers italiens, dont cinq ares d'officiers.* »

Nuit du 11 novembre 1940. Le porte-avions *Illustrious* fonce vers Tarente, où ses vieux biplans Swordfish doivent attaquer la flotte italienne. Dans la salle de briefing, les pilotes discutent avec animation. Supputent-ils leurs chances de survivre à cette mission suicidaire ?

Pas vraiment : ils commentent la récente décision qui autorise les Wrens (auxiliaires féminines) à porter des bas de soie.

Gibraltar, janvier 1941. Déjà chevalier du British Empire, l'amiral Somerville devient chevalier de l'ordre du Bain. Depuis Alexandrie, son collègue Cunningham lui adresse un message : « *Congratulations ! But isn't twice a knight somewhat overdoing it, at your age ?* » Ce qui signifie : « *Deux fois chevalier, n'est-ce pas quelque peu excessif à votre âge ?* » Mais aussi en traduction phonétique : « *Deux fois par nuit, n'est-ce pas quelque peu excessif ?* » Le rire de Somerville éclata comme une salve de 380 !

Avril 1941. L'amiral Lyster inspecte une base aéronavale. Le voici devant le peloton des Wrens, parmi lesquelles se trouve sa propre fille. Va-t-il passer en l'ignorant, ou rompre le protocole pour lui parler ? En fait, il s'arrête et lui demande :

« *Comment vous appelez-vous ?* »

— *Lyster, amiral.*

Et lui, négligemment : « *Ah oui... Je me souviens d'avoir rencontré votre mère, voici environ dix-huit ans...* »

Méditerranée, décembre 1942. Depuis deux heures, le sous-marin

Unbroken se fait salement grenader par des destroyers italiens. La situation devient très glauque. C'est alors que l'opérateur Asdic (acronyme d'*Anti-Submarine Detection Investigation Committee*, appellation britannique de l'ancêtre du sonar) fait passer un billet au commandant Alastair Mars : il demande sa mutation sur un navire de surface !

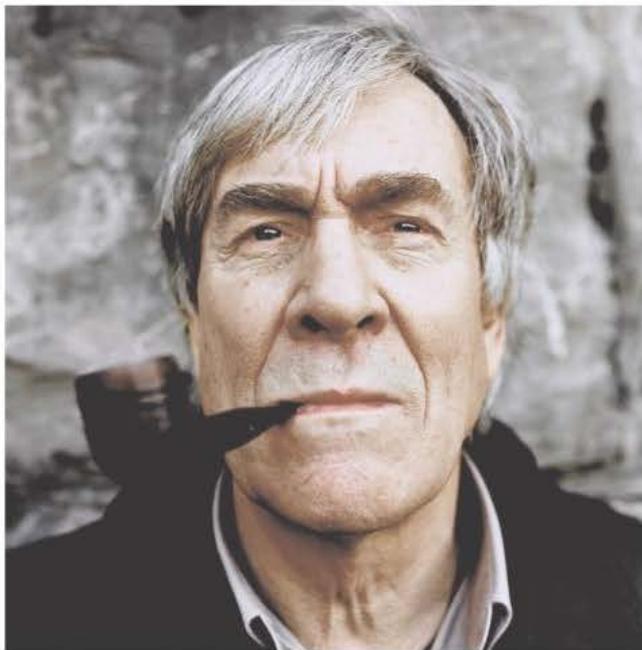
En temps de guerre, la Royal Navy se voyait renforcée par la Royal Naval Reserve (ou RNR — officiers issus de la marine marchande) ainsi que par la Royal Naval Volunteer Reserve (ou RNVR — jeunes civils ayant quelque expérience du yachting). D'où cette définition : la RNVR regroupe les gentlemen qui veulent devenir marins ; la RNR, ce sont les marins qui veulent devenir des gentlemen.

Septembre 1944, en vol vers Arnhem. Par la porte ouverte de leur transport Dakota, des parachutistes aperçoivent des paysans hollandais qui leur adressent, à deux doigts, le fameux signe V. Un des paras hoche sombrement la tête : « *Ils nous donnent perdants, à deux contre un !* »

Ne terminons pas sans un savoureux échantillon d'humour juif. De passage à Tel Aviv, un touriste découvre une stèle portant l'inscription : « *Aaron Glutzenbaum, soldat inconnu.* » Le visiteur s'étonne :

« *Mais... puisqu'on connaît son nom... ???* »

— *C'est normal. Comme soldat, il était inconnu. Mais en tant que tailleur, c'était quelqu'un !* » ■



« *À Westkapelle, à bord d'un landing craft de commandos. Un vieux sergent s'approche du major Wood : "Si tout se passe selon les règles, vous serez mort dans vingt minutes, sir."* »

BIENVENUE DANS LE FUTUR

**NOUVELLE
FORMULE**

**+ RICHE
+ CLAIRE
+ SCIENCE**



SCIENCE & VIE

SPECTACLE MONUMENTAL 3D SUR LA CROIX DE LORRAINE A COLOMBEY-LES-DEUX-ÉGLISES



Charles
de Gaulle
Mémorial

2^{EME} SAISON
70^{EME} ANNIVERSAIRE
DES DÉBARQUEMENTS

DE GAULLE EN GRAND

AVEC LA VOIX DE

ROBERT HOSSEIN

DU 18 JUIN AU 31 AOUT 2014

RENSEIGNEMENTS ET RÉSERVATIONS
WWW.MEMORIAL-CHARLESDEGAULLE.FR

SCENARIO STÉPHANE GAGGINI SCENOGRAPHIE CHRISTOPHE MARLARD PRODUCTION PENSEUR DE PROD

